FRANCE

ET

BRÉSIL

PAR

H. DUTOT

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE, ETC.

NOTICE SUR DONA FRANCISCA

PAR M. AUBÉ

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET Ce,

Éditeurs de la Collection des principaux économistes, du Dictionnaire de l'économie politique, du Journal des Économistes, etc.

RUE RICHELIEU, 14

1857

FRANCE

ET BRÉSIL

DU MÊME AUTEUR

Sous presse

De l'expatriation, considérée sous ses rapports économiques, politiques et moraux; troisième édition, 1 vol. in-8.

De l'avenir du Brésil, 1 vol. in-18.

Nul n'est prophète en son pays, 1 vol. in-18.

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE et Ce, rue Saint-Benoit, 7.

FRANCE

ET

BRÉSIL

PAR

S. DUTOT

Membre de la Société de Géographie, etc.

NOTICE SUR DONA FRANCISCA

PAR M. AUBÉ



Un sol fertile, un ciel splendide et vivifiant, un climat salubre, sont pour un pays des conditions essentielles, des gages assurés de prospérité ; mais ces conditions ne suffisent pas, ces gages ne donnent pas ce qu'ils promettent, si le travail ne vient féconder les dons magnifiques de la Providence ; et le travail, c'est l'homme.

Ch. REYBAUD. *Le Brésil.*

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET Cᵉ

Éditeurs de la Collection des principaux économistes, du Dictionnaire de l'économie politique, du Journal des économistes, etc.

RUE RICHELIEU, 14

1857

A MONSIEUR

LE VICOMTE DE L'URUGUAY

Conseiller d'État, Sénateur, etc.

MONSIEUR,

Ce n'est pas seulement au grand orateur, à l'homme d'État éminent que je dédie ce livre; c'est aussi à l'appréciateur compétent de la fusion Franco-Brésilienne qui seule peut assurer les développements de la civilisation latine dans le nouveau monde.

Veuillez donc, je vous prie, Monsieur, agréer *France et Brésil* comme l'expression des sympathies de mon pays pour le vôtre, et comme un témoignage des sentiments d'entier dévouement de

Votre très-humble serviteur,

S. DUTOT.

INTRODUCTION

—

Le Brésil a été l'objet d'un grand nombre de publications : des savants ont énuméré et détaillé ses richesses naturelles, des écrivains de mérite l'ont étudié au point de vue pittoresque, enfin ses relations commerciales et son budget ont attiré l'attention de plusieurs économistes.

Malgré cette variété de publications, il reste encore beaucoup à dire sur l'empire sud-américain : d'abord parce que le Brésil va chaque jour se transformant, ensuite parce qu'aucun écrivain n'a encore pris pour sujet d'études spéciales *les besoins économiques du Brésil et leur satisfaction à l'aide de l'intervention européenne*.

Quant à nous, nous avons été tellement frappé de l'état misérable de nos agriculteurs, des plaintes incessantes de nos industriels et de nos commerçants sur la difficulté croissante des affaires; nous avons vu tant de pères de

familles préoccupés de l'établissement de leurs fils, que nous n'avons pu résister au désir de faire connaître à tous les ressources d'une contrée où chacun pourrait trouver le fructueux emploi de sa force, de son intelligence et de ses capitaux. Nous avons voulu que chacun sût en France qu'il y a par delà l'Atlantique des populations qui, malgré l'impardonnable abandon où nous les laissons, ne cessent pas d'espérer en nous.

Nous venons, en un mot, demander aux hommes actifs et intelligents de réaliser ce qu'aucun gouvernement de notre pays n'a voulu ou n'a pu entreprendre : l'alliance sociale, l'intime fusion de deux rameaux de la famille latine qui s'attirent autant par la nécessité de satisfaire des besoins opposés que par une sympathie réciproque.

Ce livre s'adresse donc à tous ceux, quel que soit leur rang, qui croient à la solidarité des races, et qui pensent qu'il vaut mieux transporter sa tente là où la fortune appelle des hommes de bonne volonté que de s'entre-nuire là où les rangs sont trop pressés.

Que ceux-là donc nous suivent vers une contrée qui, dans toutes les acceptions, sera pour eux *un nouveau monde*.

FRANCE ET BRÉSIL

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

TOPOGRAPHIE DU BRÉSIL

Nous savons que peu de lecteurs prennent intérêt à la description topographique d'une contrée ; aussi nous eussions certainement supprimé tout détail de cette nature, s'ils n'étaient ici non-seulement nécessaires, mais indispensables pour faire connaître l'état économique du Brésil, le genre d'assistance qu'il réclame de l'Europe et particulièrement de la France.

L'histoire a prouvé que la destinée politique des États tenait souvent à leur configuration géographique ; il serait encore plus facile d'établir, et le Brésil en est un exemple, l'influence de la topographie des contrées sur leur état

1.

économique et le développement de leurs progrès sociaux[1].

Topographie du Brésil (suivre sur la carte). Le Brésil n'a de frontières naturelles que celle que lui fait, à l'EST, l'océan Atlantique sur un développement d'environ douze cents lieues.

A l'ouest, il est parfois borné par d'importants cours d'eau, parfois aussi par des tracés arbitraires résultant d'influences politiques plutôt que de la logique internationale.

Mais c'est surtout au sud et au nord que les frontières de l'empire sont en contradiction avec ces grandes divisions que la nature a semblé

1. Voici en quels termes M. Van Straten de Ponthoz (*Le Brésil*, t. II, page 27), apprécie la situation du Brésil par rapport au reste de l'univers : « Le Brésil apparaît ici dans la magnificence de sa position géographique.

« Les besoins et les produits qu'il doit à son soleil lui donnent déjà des relations commerciales universelles.

« Son littoral a l'étendue de la côte de l'Europe entre le cap Nord et le détroit de Gibraltar.

« Il s'ouvre en entrepôt à l'Afrique et à l'avenir incalculable du défrichement de l'Amérique méridionale, sur le chemin des échanges de l'Amérique du nord et du monde manufacturier vers les régions de l'Inde, de la Chine, de l'océan Austral et de l'océan Pacifique.

« Il s'élève donc au point du globe où se resserre le passage des forces d'expansion ou d'attraction qui se meuvent entre les pôles.

« Si le Brésil entreprend de s'y établir en puissante neutralité pour participer aux avantages du double mouvement des re-

créer pour assurer à chaque peuple son homogénéité.

Au sud, disons-nous, une simple province (la Banda orientale), érigée en république, empêche le Brésil d'arriver au Rio de la Plata, qui mettrait entre l'Empire et les États d'origine espagnole une barrière large de vingt lieues.

Au nord, c'est le Brésil qui franchit l'Amazone, le plus grand fleuve de l'univers, pour ranger sous sa domination les populations clairsemées de la Guyane.

Il est juste d'ajouter que des faits récents ont prouvé que cette dernière anomalie a sauvé la civilisation latine d'un grand danger[1].

lations de l'univers commercial en le favorisant, il contribuera sans doute à des desseins providentiels, et ses immenses ressources lui prodiguent les moyens d'accomplir une telle destinée. »

1. Les flibustiers des États-Unis préparèrent il y a quelques années, en vue d'un établissement sur les rives de l'Amazone, une de ces expéditions à la Walker, qui sont approuvées quand elles réussissent et désavouées quand elles échouent. Si la rive septentrionale du grand fleuve eût appartenu à l'une des faibles républiques de l'Amérique du Sud, la race anglo-saxonne serait aujourd'hui installée au cœur du continent qu'elle convoite; mais grâce aux promptes et vigoureuses mesures prises par le gouverneur de la province du Para, le colonel Barros, les bouches du fleuve présentèrent un ensemble de défenses tel, que les flibustiers renoncèrent à tenter l'entreprise. Les progrès de la marine brésilienne donnent aujourd'hui l'assurance que pareille tentative ne se renouvellera pas.

Mais ce n'est point dans la délimitation plus ou moins anormale des frontières du Brésil qu'il faut chercher la cause modificative de l'économie politique de ce vaste empire; nous la trouverons ailleurs, et, pour mieux la signaler, nous allons établir un court rapprochement entre la France et le Brésil.

En France, nos fleuves prennent naissance au centre du pays et coulent vers les frontières maritimes, où ils se perdent dans l'Océan ou la Méditerranée; chacun de ces cours d'eau constitue donc une voie naturelle de communication entre le littoral et les parties centrales du royaume.

Dans le Nouveau Monde, le système orographique étant diamétralement opposé, les conséquences sont dissemblables. Les chaînes de montagnes courent parallèlement à la mer, dont elles ne s'éloignent que de loin en loin; en sorte que les eaux qui s'épanchent vers l'Océan, n'ayant pas le temps de se réunir, ne forment que des rivières du troisième ordre; sur le versant intérieur, au contraire, naissent de grands fleuves qui, se rencontrant au fond de l'immense vallée centrale de chacune des deux Amériques, forment le Mississipi au nord et le Pa-

rana au sud[1], dont le Rhin et le Danube ne donnent qu'une bien imparfaite idée.

Il faut observer toutefois que les chaînes de montagnes qui encadrent les Amériques diffèrent essentiellement entre elles ; et nous ne saurions trop appeler l'attention du lecteur sur les conséquences qui résultent des modifications du système orographique ; car, nous le répétons, ces modifications expliquent le progrès de certains États et la décadence des autres. Nous n'étudierons ici que le *cadre* de l'Amérique du Sud.

Du côté de l'océan Pacifique, la double chaîne maritime, qu'on nomme Cordillère des Andes, a rarement moins de trois mille cinq cents mètres d'élévation ; elle s'étend ainsi presque sans abaissement sur une longueur de quinze cents lieues et une largeur de vingt à cinquante : c'est une immense muraille dans laquelle on a ouvert à grand'peine quelques passages toujours très-pénibles, souvent dangereux à franchir. Utilisés pour le transport des métaux précieux et des objets d'importation, ils ne sauraient

1. L'Amérique du sud contient une vallée transversale, celle des Amazones qui trouve son analogie dans le Saint-Laurent et les grands lacs du nord-est des États-Unis.

convenir à l'exportation des produits agricoles que fourniraient en si grande quantité le Pérou et la Bolivie.

Toute différente de la Cordillère des Andes, la *Serra do Mar*, qui longe la côte brésilienne du 10e au 30e degré, n'atteint jamais la hauteur du Puy-de-Dôme ; ses abaissements permettent non-seulement l'établissement de routes praticables en toutes saisons, mais encore le passage de plusieurs fleuves qui, prenant leur source sur le versant intérieur, viennent se jeter dans l'Atlantique.

Ainsi s'expliquent, d'une part, l'atonie et la décadence[1] du Pérou et de la Bolivie, et de l'autre, les progrès du Brésil et ses magnifiques destinées.

La topographie de l'empire sud-américain

1. Si le Chili, à l'encontre de ces deux États, fait des progrès dont tous les Latins doivent se réjouir, il ne le doit pas seulement à la sagesse de ses populations et au patriotisme éclairé de son gouvernement, mais aussi à ce qu'il occupe *en deçà* de la funeste barrière la seule zone fertile qu'elle laisse entre elle et la mer; mais si elle ne le sépare pas de la civilisation européenne, elle ne lui permet pas d'utiliser cette immense et fertile contrée qui s'étend de la Cordillère à Buenos-Ayres; et la preuve qu'on ne saurait attribuer la stagnation du Pérou et de la Bolivie aux dissensions politiques, c'est que la Plata, qui n'est pas moins tourmentée, progresse sensiblement.

offre encore plus d'un phénomène curieux à observer ; mais nous avons promis de nous borner à ce qu'il était indispensable de connaître : ajoutons seulement qu'en Amérique les appellations, pour être justes, doivent correspondre à des dimensions beaucoup plus étendues ; car, de même que la superficie du Brésil équivaut à douze fois celle de la France, de même aussi le volume d'eau du Paraguay, du Parana et du Madeira est décuple de celui que roulent la Seine et le Rhône.

Pour l'Amazone, les comparaisons manquent ; ce fleuve est une sorte de bras de mer qui s'avance à cinq cents lieues dans les terres[1]. Enfin, quant à la baie de Rio-Janeiro, d'après les évaluations d'un célèbre marin, elle égale en superficie tous les ports de l'univers.

Il n'est pas jusqu'à la végétation qui ne se développe, au Brésil, dans des proportions inconnues à notre Europe : on a mesuré, sur les bords du Madeira, des arbres de soixante-dix mètres de hauteur, et nos humbles fougères atteignent à plus de dix mètres dans ces fertiles contrées !

1. Voir, pour le complément de la description géographique, l'Annexe.

CHAPITRE II.

RÉPARTITION DE LA POPULATION, SES ANOMALIES.

Nous en avons fini avec la géographie ; mais si elle nous a révélé, en Amérique, des obstacles susceptibles d'entraver le développement des populations, nous allons voir que les hommes sont venus à leur tour ajouter leurs anomalies à celles de la nature.

Des fleuves que les montagnes du littoral repoussent vers l'intérieur, et qui ne peuvent communiquer avec la mer, ne constituent certes pas une heureuse disposition pour le développement des peuples qui habitent leurs rivages, alors surtout que ces peuples ont un besoin incessant de rapports avec les nations d'un autre hémisphère. Mais l'Amérique du Nord qui était dans des conditions identiques, sinon plus mauvaises, eut vite raison de la barrière qui semblait s'opposer à l'exportation des produits de l'intérieur. S'avançant parallèlement au rivage, la race an-

glo-saxonne franchit sur tous les points les chaînes maritimes, non-seulement à l'aide de routes, mais encore par des canaux dont la hardiesse de construction fit l'admiration de l'Europe. Aujourd'hui les chemins de fer ont entièrement supprimé les montagnes dans ce sens que les transactions commerciales ne tiennent pas plus compte des distances de l'est à l'ouest que de celles du nord au sud.

C'est en s'avançant lentement, mais sans laisser de lacunes, que les pionniers des États-Unis gagnèrent la grande vallée centrale et enfin le Mississipi, ce Parana du nord, que couvrent aujourd'hui des milliers de navires.

Les faits se fussent nécessairement reproduits les mêmes dans l'Amérique du Sud, si une découverte qui semblait lui donner un immense avantage sur le continent septentrional, n'eût arrêté la marche rationnelle de la colonisation en ouvrant aux individus, en dehors des voies régulières, la perspective d'une fortune éclatante et soudaine. Nous voulons parler de la découverte des mines d'or et de diamants.

Il y avait à peine un siècle que les Portugais étaient fixés sur le littoral, où ils exploitaient le précieux *bois du Brésil* (plus connu aujourd'hui

sous le nom de bois de campêche), et cultivaient la canne à sucre et le tabac dans les cendres des forêts vierges, lorsqu'on découvrit à plus de cent lieues des côtes les premières mines d'or.

Des forêts impénétrables séparaient les gisements aurifères du littoral, des tribus indiennes aussi nombreuses qu'hostiles en défendaient l'approche; ces obstacles jadis insurmontables n'arrêtèrent pas un instant le flot d'aventuriers qui se précipitèrent vers les mines.

Grâce aux richesses tirées du sol, la tente du mineur se transforma bientôt en maison, et de riches cités s'élevèrent au milieu du désert, là où, quelques années avant, régnaient seuls le jaguar et l'Indien.

Les mines, avons-nous dit, commençaient à cent lieues de la mer, elles s'étendirent successivement jusqu'à trois ou quatre cents lieues du littoral; de là l'éparpillement d'une population qui, même agglomérée, n'eût pas surmonté sans peine l'obstacle topographique qui la séparait de l'Océan.

On ouvrit bien des routes ou plutôt de larges sentiers pour relier les centres de l'intérieur aux principaux ports, mais les intervalles entre les divers points habités étaient trop considérables

pour que les voies de communication cessassent d'être rudimentaires.

Lorsque, après deux siècles, l'épuisement des mines força les Brésiliens à revenir à l'agriculture, beaucoup s'établirent dans ces immensités inoccupées, mais ils furent comme perdus dans ces sombres solitudes, où souvent les tribus indiennes les tenaient bloqués.

Le commerce perpétua seul entre les populations une espèce de lien basé sur des besoins réciproques; mais l'homogénéité de la nation fut perdue; l'est de l'Empire continua de profiter du contact immédiat avec la métropole. L'ouest, oubliant jusqu'aux traditions de sa période de richesse, tomba dans une léthargie que la proclamation de l'indépendance nationale devait seule faire cesser en appelant au pouvoir une administration aussi intelligente que patriotique.

CHAPITRE III.

APERÇU APPROXIMATIF DES RICHESSES DU BRÉSIL.

Nous disons *aperçu approximatif*, faute d'un autre mot qui dise mieux qu'il ne s'agit ici que de donner une idée bien incomplète des richesses de l'Empire.

Si l'étendue proportionnelle pouvait servir de base pour établir le rendement respectif du sol en Amérique et en Europe, nous essaierions de traduire en chiffres la production possible du Brésil; mais comment se risquer dans des évaluations alors que, par delà l'Atlantique, la puissance végétative est démesurément accrue par la température et l'abondance des eaux, accrue au point de faire produire jusqu'à mille pour un au maïs.

Abandonnée à elle-même, cette terre favorisée s'était couverte d'une forêt à peine interrompue, de huit cents lieues de longueur; il faut en lire la description enthousiaste dans nos vieux chroniqueurs : dominés par les idées de leur temps,

ils croyaient avoir trouvé l'Éden vainement cherché dans le vieux monde.

Ces forêts ne sont pas seulement le plus beau spectacle qu'il soit donné à l'homme de contempler, c'est une mine de richesses constamment offerte aux travailleurs, et qui renferme dans son sublime pêle-mêle des essences précieuses pour la marine, à cause de leur densité et de leurs dimensions exceptionnelles; des bois aux riches couleurs, propres à l'ébénisterie, puis encore une multitude de plantes propres à la médecine ou à la teinture, perdues au milieu d'arbres inconnus qui, semblables au séringaire (arbre au caoutchouc), tiennent en réserve d'immenses richesses[1].

On trouve au Brésil, à l'état sauvage, presque toutes les plantes dont la culture fait la fortune des contrées tropicales; il en est même qui, comme le cacao, donnent de très-importants produits, qui ne coûtent que la peine de les recueillir.

1. Les ouvriers qui travaillent au caoutchouc dans la province du Para et les îles de l'Amazone, gagnent de 40 à 50 fr. par jour, et le bénéfice des entrepreneurs qui les emploient n'en reste pas moins considérable. Cette industrie, si fructueuse aujourd'hui, était nulle il y a vingt ans.

Nous avons déjà fait pressentir que l'agriculture brésilienne était encore dans son enfance; nous ferons connaître, lorsqu'il en sera temps, les motifs de son retard; mais il est utile de constater que, malgré ses imperfections, et réduite presque à la zone maritime, elle compte déjà parmi les plus importantes du Nouveau Monde: le tiers du café qui se consomme dans l'univers sort du port de Rio-Janeiro; le sucre, le coton, les cuirs bruts donnent lieu à une très-considérable exportation; le riz et le maïs se récoltent également sur une très-vaste échelle; mais ils alimentent surtout la consommation intérieure.

J'omets ici, à dessein, de parler de la culture du thé et de la soie; elle fera l'objet d'une mention spéciale.

Quant à l'élevage du bétail, un savant voyageur a établi qu'il pourrait arriver annuellement à *cent millions* de têtes, sans que les fermiers eussent besoin de recourir aux prairies artificielles.

Mais la richesse du Brésil, chacun le sait, n'existe pas seulement à la surface du sol; celui-ci renferme encore d'immenses trésors; et qu'on ne croie pas que nous voulions parler ici

des mines d'or qui produisirent six milliards en moins de deux siècles, avec des procédés qui laissaient perdre un quart du précieux minerai. Non, tout en reconnaissant qu'on pourrait peut-être encore trouver de beaux bénéfices dans l'exploitation des gisements aurifères, nous les excluons de l'avenir du Brésil, parce que leur importance ira sans cesse s'amoindrissant au fur et à mesure que se développera l'exploitation des métaux utiles.

Nous disions tout à l'heure qu'il restait de sérieuses lacunes à remplir pour avoir un tableau complet des ressources qu'offre le règne végétal au Brésil ; combien plus grande est l'ignorance à l'endroit des richesses minérales ! Jusqu'à ces derniers temps, là où les indices ne faisaient pas présumer la présence de l'or, on ne s'inquiétait nullement de ce que renfermait le sol.

Ce n'est que depuis peu d'années que le gouvernement, suppléant à l'insouciance locale et individuelle, fait étudier, autant que le personnel réduit de ses ingénieurs le lui permet, les gisements houillers et métallurgiques. Ces recherches ont déjà produit des résultats satisfaisants ; mais il n'est pas besoin d'attendre la fin de l'enquête pour prédire que de belles et légi-

times fortunes récompenseront les efforts des industriels qui exploiteront les incomparables mines de fer de Saint-Paul et de Minas. Dans cette dernière province, un savant [1], dont l'exactitude est bien connue, a constaté que cent parties du sol prises à la superficie donnaient quatre-vingts parties d'un fer de première qualité. La masse exploitable est d'une puissance telle, que suivant un autre écrivain (M. Ferdinand Denis), elle pourrait alimenter l'univers sans être sensiblement diminuée.

Devant de pareilles richesses, que deviennent les onze millions deux cent mille francs de diamants que le Brésil envoie depuis quelques années en Europe [2]. Avec les préoccupations du siècle, il n'est pas de découverte de mines de charbon de terre qui n'efface celle de l'*étoile du sud*, cette embarrassante merveille [3], qui

1. M. Auguste de Saint-Hilaire.

2. Pendant bien des années, la vente des diamants resta inférieure à un million de francs; c'est depuis 1848 qu'elle a une importance réelle, mais qui ne saurait durer.

3. *L'Étoile du Sud* est le plus gros diamant connu; il fut estimé, lors de sa découverte, sept milliards et demi. Il fut remis au roi de Portugal, par cette raison que les mines de diamants appartenaient à la couronne. Jean VI, qui avait la passion des pierres précieuses, ne sachant, vu sa grosseur, comment l'employer, le fit percer et se le pendit au cou.

eût été jadis un objet d'envie pour toutes les têtes couronnées.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les incommensurables richesses naturelles du Brésil; elles surgiront à chaque recherche de ceux à qui rien n'échappe, les intéressés. Elles constituent l'inépuisable réserve d'un avenir qu'il dépendra des Français de faire prochain.

DEUXIÈME PARTIE

Nous devons, avant d'aller plus loin, consigner notre réponse à un ami qui, ayant lu notre manuscrit, trouva que nous n'avions pas eu pour les Brésiliens toute l'indulgence que mérite leur incontestable affabilité et leur désir bien manifeste de progresser.

Si notre ouvrage ne devait être lu qu'en France, nous eussions peut-être plus écouté nos sympathies que notre obligation de ne rien cacher ; mais que diraient les Brésiliens éclairés si nous ne venions pas joindre notre voix à la leur, lorsqu'il s'agit surtout de corriger des défauts qui nuisent à leurs compatriotes en même temps qu'ils font la fortune des étrangers.

Persuadé que les peuples comme les hommes

doivent se féliciter d'avoir des amis assez dévoués pour leur dire la vérité en tout et sur tout, nous n'avons pas cru devoir modifier cette partie de notre travail qui, comme toutes les autres, est la reproduction fidèle de notre pensée sur le sujet que nous avons traité !

CHAPITRE IV.

DU CARACTÈRE ET DES MOEURS DES BRÉSILIENS.

Nous avons fait connaître succinctement les incalculables ressources que le Brésil offre aux travailleurs qui joignent à quelque intelligence cette persévérance sans laquelle il n'est rien de possible.

Avant d'indiquer la part réservée à nos compatriotes dans l'exploitation de ce beau domaine, il est bon de voir si le caractère, la religion, les tendances des habitants ou les lois politiques de l'empire sud-américain ne constituent pas des obstacles à l'alliance économique des deux peuples.

De là la nécessité d'étudier ce caractère, ces tendances, et ainsi que la constitution politique du Brésil.

Il est impossible de faire comprendre le caractère brésilien, ses transformations depuis trente années, et celles plus profondes qu'il est à la veille de subir, sans dire un mot du régime

colonial imposé par le Portugal à ses possessions du Nouveau Monde pendant trois siècles.

Les principes économiques qui régnèrent en Europe du XVIe au XVIIIe siècle inclusivement, n'admettaient pas qu'une colonie pût faire l'échange de ses produits agricoles contre des objets manufacturés, avec d'autres États que la métropole.

On devine que les marchands portugais ne se firent pas faute d'abuser du monopole; mais là ne s'arrêtaient pas les entraves : les colons ne devaient pas exploiter, l'or excepté, les richesses minérales du sol, cette exploitation se bornât-elle à leur usage personnel.

L'habitant de Saint-Paul ou de Minas-Geraes qui eût fondu quelques parcelles du fer qu'il foulait aux pieds, pour en faire une bêche, eût encouru des peines aussi rigoureuses que s'il eût volé sur le grand chemin.

Si ce système n'eût mis obstacle qu'au développement agricole et industriel du pays, il n'eût été qu'oppressif et ruineux.

Mais le despotisme ne s'arrêta pas aux faits économiques; à toutes les époques, et surtout après l'émancipation des États-Unis, qui laissait pressentir l'inévitable destinée des grandes

colonies, le gouvernement portugais apporta tous ses soins à abrutir ses sujets américains; et comme l'ignorance, la superstition, la paresse et le libertinage sont les vices les plus propres à étouffer les sentiments d'indépendance que tout homme porte naturellement en soi, les ministres portugais laissèrent périr les traditions d'instruction et d'élégance acquises par les mineurs au temps de leur opulence, et qui se transmettaient de génération en génération.

Pour qu'aucune lumière extérieure ne pût contrarier l'obscurantisme gouvernemental, l'administration portugaise défendit de la manière la plus absolue l'entrée des ports brésiliens aux navires européens. Un Anglais qui s'introduisit clandestinement dans la colonie expia, par une captivité de quinze ans, sa témérité.

Or, il est impossible de le nier, le clergé catholique fut, là encore, le plus puissant instrument d'oppression et d'obscurantisme, mais ce ne fut pas impunément, car lui aussi, tomba, et plus profondément que le peuple, dans cette vie quasi bestiale où les instincts remplacent la lumière intellectuelle. Trop indulgent pour les vices qui énervent et dégradent, il devint lui-même la honte de la chrétienté.

On voit que chez les Brésiliens bien plus encore que chez tout autre peuple, il faut admettre une dualité bien tranchée résultant des penchants propres à la race d'une part, et de l'autre, de l'action économico-politique secondée par l'influence morale et l'enseignement religieux.

Étudiés à l'état primitif, les Brésiliens sont doux, sobres, hospitaliers, liants; également aptes aux arts libéraux et aux arts mécaniques; bien que leur indolence de corps et d'esprit puisse être attribuée à l'action du climat aussi bien qu'aux préjugés enfantés par l'esclavage, tout porte à croire que cette indolence est un défaut inhérent à notre race latine. Il serait difficile de dire si la vanité est chez ce peuple un sentiment inné ou acquis [1], mais ce qu'on ne saurait nier, c'est que les Brésiliens sont jaloux, jaloux au point que les deux tiers des crimes commis au Brésil ont pour point de départ la jalousie.

On voit par cette analyse, que nous croyons

1. Pour être juste, il faut ajouter que ce sont surtout les Portugais de basse extraction, enrichis au Brésil, qui se pavanent avec le plus d'orgueil; du reste, les Français parvenus ne leur cèdent guère en outrecuidance, et ce qui n'est pas à la louange de nos compatriotes, c'est que les nègres redoutent généralement de leur être vendus.

impartiale, que le caractère brésilien est dans son essence un des plus satisfaisants; mais nous l'avons dit : non-seulement la longue et oppressive domination portugaise s'opposa à l'amélioration intellectuelle et morale des populations brésiliennes, mais encore elle ajouta de nouveaux défauts à ceux que nous venons de signaler. Privé de ce qui porte surtout l'homme au travail, de la perspective d'écouler et de vendre avantageusement ses produits, le Brésilien, d'indolent qu'il était, devint apathique; la superstition remplaça dans son cœur le sentiment religieux. La morale chrétienne s'effaçant chaque jour davantage dans les groupes épars, le fils des Portugais empruntèrent aux tribus indiennes des habitudes de promiscuité plus naïves encore que licencieuses.

Les imperfections du peuple brésilien trouvent non-seulement leur raison d'être dans la longue oppression du Portugal, mais elles témoignent même en faveur de ces populations si injustement attaquées. Nous ne craignons pas de le dire, appliqué à d'autres hommes, ce régime de démoralisation systématique n'eût pas seulement produit un peuple de paresseux, elle eût fait une nation de brigands.

Or, il n'y a peut-être pas d'exemple qu'un voyageur ou un marchand ait jamais été dépouillé au milieu de ces épaisses forêts où le crime aurait toute certitude d'impunité. Si les provinces les plus reculées fournissent un chiffre élevé à la statistique criminelle, c'est toujours la jalousie ou l'amour-propre blessé qui fait les coupables.

Grâce à leur contact avec l'Europe, les populations du littoral, les habitants des villes surtout, échappèrent dans une certaine mesure à la dégénérescence générale ; mais là se trouvait un écueil. Les Européens établis au Brésil étaient presque tous des Portugais venus exclusivement pour s'enrichir : marchands, usuriers et cabaretiers, leur activité jointe à leur astuce en faisaient bientôt des capitalistes, et alors ces hommes qui devaient tout aux Brésiliens, les accablaient de leurs insolents dédains. De là naquit cette sourde antipathie contre les étrangers qu'on reprocha aux habitants de l'Empire jusqu'à ce que l'indépendance eut commencé à l'effacer en lui enlevant sa raison d'être.

La proclamation de cette indépendance a fait subir au caractère brésilien des transformations aussi heureuses que profondes. La liberté des

transactions jointe à de nouveaux besoins a fait sortir les populations de leur léthargie ; cet élan n'a pas partout la même énergie, mais des rapports récents nous apprennent que, très-puissant dans la zone maritime et dans les grandes villes de l'intérieur, il se fait encore sentir jusque dans les solitudes du Matto-Grosso. Tout permet de l'affirmer, cette transformation que les circonstances favorisent va s'accomplir avec une rapidité relative bien rare dans ces contrées.

Nous croyons qu'on peut résumer ce chapitre en disant que si le Brésilien *libre* d'aujourd'hui ne ressemble pas au Brésilien qui végétait sous la domination portugaise, il se transformera complétement dans l'avenir sous la double et bienfaisante influence de la liberté et de ce progrès européen dont le Brésil ne reçut si longtemps que les rayons affaiblis.

Et que le lecteur le sache bien, quand nous avançons que, par leur prochaine transformation, les Brésiliens deviendront un des peuples les plus remarquables de la famille latine, cette assertion n'est pas une simple hypothèse ; on rencontre chaque année à Paris un certain nombre de Brésiliens appartenant au *nouveau peuple*. Intelligence lucide, amour de la patrie,

urbanité parfaite, ils réunissent toutes les qualités qui font la distinction de l'homme et le charme des sociétés.

Nous savons bien qu'ils appartiennent à une pléiade d'hommes éminents assez restreinte, mais ils n'en donnent pas moins la mesure de ce qu'on peut attendre de la nation tout entière.

Ceux de nos lecteurs qui ont lu ce qu'écrivaient, il y a quelques années encore, bon nombre de voyageurs et de publicistes[1] sur le Brésil, éprouveront quelque étonnement de nous trouver en si complète contradiction avec ces auteurs; ils chercheront peut-être à s'expliquer cette divergence d'opinion par l'exagération d'un sentiment que nous ne nions pas, mais qui ne nous aveugle point. Nous allons d'ailleurs nous faire comprendre à l'aide d'une image qu'on nous pardonnera, parce qu'elle explique parfaitement une contradiction résultant d'une différence de date.

Lorsqu'on parcourt un jardin en hiver, on croit volontiers que tous ces arbres dépouillés

1. Ce qui répand surtout des données inexactes, c'est qu'on réimprime comme voyages récents des relations qui datent de quinze et quelquefois trente années : telles sont les *Impressions de voyage d'un aveugle*, par Jacques Arago.

de feuilles sont morts ; seuls, les visiteurs attentifs qui viennent postérieurement remarquent sur ces mêmes arbres les germes d'une vie qui va se produire sous l'heureuse influence d'une température plus douce.

Les anciens voyageurs qui ont écrit sur le Brésil ont surtout été choqués de mœurs et d'usages anti-européens. Occupés de recherches scientifiques, ils n'ont pas observé ce qu'il y avait de séve latente dans ces populations engourdies ; de là leurs critiques consciencieuses et pourtant inexactes, quant au présent, sans fondement, quant à l'avenir.

Les tendances des Brésiliens se révèlent assez exactement par leurs divers sentiments envers les Européens : ils respectent les Anglais, estiment les Allemands, mais ce sont les Français qu'ils aiment et qu'ils imitent ; nous sommes heureux d'ajouter qu'ils n'ont pas affaire à des ingrats, car il n'est pas possible d'ouvrir une relation de voyage ancienne ou moderne sans que, dès la première page, l'auteur fasse connaître qu'il a contracté au Brésil des amitiés qui ont singulièrement facilité ses excursions et adouci pour lui les peines de l'exil. Ceux-là mêmes qui se sont montrés le plus sévères au

point de vue politique et moral, ont cité cent preuves qui ne permettent pas de douter que, redevenu lui-même, le Brésilien ne s'unisse étroitement avec ceux de nos compatriotes qui se fixeront dans l'Empire.

CHAPITRE V.

DE L'ESCLAVAGE AU BRÉSIL.

L'esclavage est une institution trop importante au point de vue économique et moral pour que nous n'en fassions pas le sujet d'une étude distincte.

Nous l'avons imprimé dans toutes nos publications sur l'Amérique du Sud : l'esclavage est un fait monstrueux, antichrétien, et les écrivains moralistes devraient refuser le titre de civilisée à toute nation qui, étant souillée par cette odieuse institution, ne fait pas tous ses efforts pour la supprimer.

Si nos lecteurs ont déjà pu constater notre évidente sympathie pour le Brésil, nous tenons à ce qu'ils sachent que cette sympathie a plus d'une raison d'être, mais que la plus puissante, celle qui doit rallier à la fortune du jeune empire tous les hommes généreux, c'est qu'au Brésil l'esclavage affecte un caractère qui lui ôte la

physionomie repoussante sous laquelle il nous apparaît généralement en Europe.

Nous sommes trop ennemi des exagérations pour répéter que les esclaves sont aux États-Unis en butte à ces traitements odieux dont un pathétique récit a si vivement impressionné les deux mondes. Les monstruosités détaillées dans *L'Oncle Tom* sont imaginaires ou si exceptionnelles, qu'il y aurait injustice à en faire une base d'accusation générale; mais ce qu'on ne peut nier, c'est que si les nouveaux Américains soignent leurs nègres, ce n'est pas en tant qu'enfants de la même famille; non, ils les ménagent comme leurs chevaux ou leurs bêtes de somme, à titre de *propriété*. Aussi croyons-nous que les noirs auraient fort à se plaindre si leur prix tombait de mille à dix dollars par tête.

Au Brésil, nous en sommes certain, un autre intérêt que celui qui résulte de leur valeur vénale, se joint au sentiment de la conservation des esclaves.

Le propriétaire voit en eux des hommes d'une classe inférieure et plus ou moins dégradée, mais non pas des bêtes brutes.

Que l'on explique cette divergence d'appréciation dans les deux Amériques par le mélange

de race qui se fait beaucoup plus volontiers au sud qu'au nord, qu'on en fasse honneur au catholicisme ou au caractère essentiellement tolérant des Brésiliens; le fait existe, et sa portée est immense, car non-seulement, il garantit, pour l'avenir, l'extinction de l'esclavage, mais il permet d'entrevoir la coexistence des deux races sur le même sol et leur complète fusion dans l'avenir.

Aux États-Unis, le jour où ils seront libres, les noirs constitueront une armée d'implacables ennemis, parce que les préjugés et les mœurs s'opposent à toute fusion avec le noir, qu'il soit libre ou esclave.

Au Brésil, non-seulement on trouve des traces de mélange à tous les degrés parmi un grand nombre de citoyens bien posés; mais ce qui est mieux, le préjugé de la peau n'existe pas, et la constitution politique qui reconnaît les mêmes droits à tous les hommes libres, quelle que soit leur couleur, n'est que l'expression des idées générales.

L'esclavage n'est donc au Brésil qu'une nécessité économique qui n'a pas d'autre raison d'être que le besoin de bras pour l'agriculture. Certes il faudra attendre longtemps encore le

moment où, n'étant plus indispensable, l'esclavage s'éteindra de lui-même. Mais chaque Européen qui s'acclimate sous le tropique, chaque découverte qui met la puissance d'une machine là où s'épuisait la force d'un homme, chaque progrès, en un mot, avance d'un jour celui de la délivrance.

Ce jour ne sera pas salué seulement par les amis des noirs, mais encore par les hommes d'État et les moralistes, car nul ne saurait le contester, l'infériorité relative du Brésil tient moins encore à l'insuffisance de sa population qu'à l'influence morale de l'esclavage. Là où il est synonyme de servitude, le travail devient une humiliation que chacun évite, et les forces actives de la nation, celles-là mêmes qui devraient faire sa puissance et sa richesse, se transforment en éléments de troubles politiques : forcé de demander au budget l'existence que le travail lui eût amplement fournie, le citoyen devient factieux de conservateur que l'eût fait l'exercice d'une profession.

L'esclavage ne nuit pas seulement à l'économie politique et à la tranquillité du pays, il pervertit et énerve les jeunes générations en leur facilitant de précoces excès.

C'est, en un mot, une plaie que chacun doit s'efforcer de guérir. Honneur donc et sympathie à tous ceux qui, dans la mesure de leurs forces, contribueront à l'œuvre humanitaire.

Si l'esclavage pouvait avoir un avantage, ce serait de confirmer ce que nous avons dit de la douceur du caractère brésilien ; bien peu de nos négrophiles européens endureraient les libertés excentriques que se permettent impunément les domestiques esclaves. S'il est un fait irrécusable, c'est qu'on est plus mal servi par douze noirs que par trois serviteurs blancs.

CHAPITRE VI.

DE LA CONSTITUTION BRÉSILIENNE.

Nous avons terminé l'un de nos derniers chapitres en signalant l'heureuse influence de la liberté sur le caractère national des Brésiliens. C'est qu'en effet l'affranchissement est radical et absolu.

Après avoir été, politiquement parlant, le peuple le plus opprimé, les Brésiliens vivent aujourd'hui sous le régime le plus complétement libéral qu'ait jamais formulé une constitution; cette constitution [1], qui joint à ses mérites propres le mérite relatif d'être une des plus anciennes parmi celles des peuples chrétiens, a résolu, dans le Nouveau Monde, le difficile problème d'une organisation fédérale soumise à la royauté. La constitution brésilienne a cela de

1. M. Charles Reybaud a donné dans son intéressante publication : *le Brésil* (Paris, Guillaumin), un résumé lucide de l'histoire moderne et de la constitution de l'empire; nous renvoyons à ce consciencieux écrivain, ceux de nos lecteurs qui voudraient étudier la politique brésilienne.

particulier et d'excellent, selon nous, qu'un conseil d'État, composé des hommes les plus éminents, prête le concours de ses lumières au souverain, et que chacun des conseillers est *individuellement* responsable des avis qu'il émet.

D'après le pacte constitutionnel, les vingt provinces de l'Empire sont doublement représentées au congrès national :

1° Par des sénateurs choisis par l'Empereur sur une liste contenant un nombre triple de candidats, et qui est le résultat de l'élection.

2° Par un nombre de députés proportionné à l'importance des provinces, lesquelles diffèrent essentiellement entre elles de superficie, de densité de population, de fertilité et de richesses.

Ces deux assemblées votent les lois et toutes les dépenses concernant les services généraux de l'Empire.

Tout ce qui est d'intérêt local est laissé aux chambres provinciales, produit de l'élection.

La constitution brésilienne admet un cens électoral, mais ce cens a une base tellement large qu'il n'exclut guère que les vagabonds, les domestiques et les moines.

En effet, sont électeurs municipaux ou du

premier degré, les individus qui, par leur travail, se font un revenu de 300 fr. ; ils nomment les électeurs provinciaux parmi les citoyens qui, à l'aide de leur patrimoine, de leur industrie, de leur travail ou même d'un traitement, se font un revenu de 600 fr.

Les présidents des provinces sont nommés par l'Empereur qu'ils représentent ; les chefs des armées de terre et de mer, les magistrats de l'ordre judiciaire sont également nommés par le chef de l'État.

Au contraire, tous les fonctionnaires administratifs locaux, les juges de paix, les officiers de la garde nationale, jusqu'au grade de lieutenant-colonel, sont élus par leurs concitoyens. La constitution a conservé à l'Empereur le droit d'accorder des titres nobiliaires, mais intransmissibles ; nous trouvons cette dérogation aux principes républicains qui régissent les deux Amériques, très-heureuse.

Un jour, il faut l'espérer, les hommes dédaigneront ce qu'on nomme les hochets de la vanité ; mais, jusqu'à ce qu'on puisse obtenir un dévouement entièrement désintéressé, il faudra opter entre les récompenses pécuniaires ou les distinctions honorifiques. Or, nous nous

prononçons d'autant plus volontiers pour ces dernières, qu'il y a cent fois plus de suffisance et de prétentions aristocratiques chez les princes de la finance que chez les fils des croisés.

Au Brésil, les distinctions ne récompensent pas seulement les services militaires et administratifs; le souverain les accorde aussi aux bienfaiteurs de l'humanité [1].

Mais revenons à la constitution brésilienne; elle consacre en termes aussi clairs qu'explicites toutes les libertés civiles, politiques et religieuses; les dernières seules sont soumises à quelques restrictions qu'explique la longue domination du clergé catholique au Brésil. Si, du reste, la constitution contient des réserves quant à l'exercice ostensible des cultes dissidents, les non-catholiques n'ont pas à en souffrir, car la tolérance en matière de foi est un des traits dominants du caractère brésilien, et nous sommes heureux de trouver ici une occasion de réparer une regrettable omission, en affirmant qu'il n'est pas de contrée où l'on soit moins qu'au

1. Au Brésil, presque tous les établissements de charité sont édifiés aux frais des particuliers; c'est ainsi que le marquis Jose Clemente Pereira a fait construire le plus bel édifice de Rio-Janeiro, l'hôpital des fous, qui a, dit-on, coûté 9 millions de francs.

Brésil tourmenté pour les croyances religieuses.

Mais le juste éloge que nous venons de faire du pacte fondamental de l'empire donnerait une fausse idée du véritable état des choses, si nous ne disions où en est l'*application* de cette excellente constitution qui garantit au Brésil la plus brillante, disons mieux, la plus heureuse destinée.

Elle approche, avons-nous dit, de la perfection autant qu'il est donné aux institutions humaines d'en approcher, au XIXe siècle [1]. Mais, nous devons le répéter, ce serait étrangement abuser le lecteur que de lui laisser croire qu'il en résulte pour le Brésil, une situation irréprochable, tant s'en faut.

Dans chaque nation, et surtout parmi celles du Nouveau Monde, une constitution n'est que l'expression des principes d'une fraction de la population, la plus éclairée, il est vrai, mais aussi la moins considérable numériquement parlant. Le niveau intellectuel des autres classes les empêche de comprendre la loi nou-

1. Le duc de Wellington, consulté, après les troubles, par le ministre du Brésil à Londres, sur la valeur de la constitution brésilienne, en reçut cette réponse : « Vous avez raison d'être « fier de votre constitution et de votre pays : je ne connais pas « en Europe un État qui aurait résisté à une pareille épreuve. »

velle, et par conséquent de s'y conformer autrement que par la contrainte.

Il faut nécessairement attendre, pour obtenir la vraie obéissance, celle que dicte la raison, que la lumière se soit faite dans les masses. Or le Brésil, malgré ses incontestables et rapides progrès constitutionnels, n'en est pas là. Il en est même d'autant plus éloigné sur plusieurs points du territoire, que les représntants des lois les transgressent eux-mêmes au profit de leurs intérêts ou de leurs passions politiques.

Un écrivain doué d'un jugement sain et que sa position officielle a mis à même de voir [1], s'est longuement étendu sur les violations de la constitution par ceux-là mêmes qui ont mission de la faire respecter. Il en rejette le tort sur le système fédéral, comme si, chez un peuple démoralisé par une longue servitude, les agents du pouvoir central étaient plus moraux que les fonctionnaires locaux.

M. de Ponthoz est un écrivain trop sérieux, on peut même ajouter, trop consciencieux pour que, en écrivant après lui sur le Brésil, on puisse s'abstenir de le réfuter là où ses cri-

1. M. Van Straten de Ponthoz, consul général de Belgique, à Rio-Janeiro. (*Budget du Brésil.*)

tiques s'appliquent aux bases de l'organisation constitutionnelle. Cette réfutation aura, d'ailleurs, son utilité puisqu'elle donnera au lecteur un aperçu de ce qu'était le Brésil il y a dix ans.

En 1831, après l'abdication et l'éloignement de Don Pedro, fondateur de l'Empire et de la dynastie, le Brésil devint le théâtre d'une longue lutte toujours passionnée, souvent violente, entre les partisans du régime unitaire, ceux d'une république fédérale et enfin un troisième parti qui demandait le démembrement de l'Empire.

Le trône était alors occupé par un enfant; le pouvoir oscillait entre les mains d'hommes qui n'avaient pas eu le temps de conquérir dans l'opinion une forte position.

D'ardentes passions individuelles s'agitant sans cesse, des intérêts provinciaux opposés, toujours prêts à faire appel aux armes; telle fut la situation jusqu'à la majorité de l'Empereur et quelques années encore après, parce que cette majorité était trop précoce pour que le jeune souverain pût user d'une autorité qui fut depuis le plus énergique instrument des progrès de l'Empire.

Le Brésil ne recouvra sa complète tranquillité qu'au moyen de changements importants

faits à la charte primitive de Don Pedro ; ces concessions faites par le gouvernement impérial furent formulées dans un acte *additionnel* qui transporta aux provinces une partie des prérogatives réservées naguère au gouvernement central.

Quels que soient les défauts de cet acte, si, comme l'affirment les juges les plus compétents, il a sauvé le Brésil d'un démembrement immédiat, on ne peut que l'approuver, eût-il, comme le croit M. de Ponthoz, créé des dangers pour l'avenir.

Le temps, qui est un grand éducateur, a déjà permis aux Brésiliens de constater ce qu'ils seraient devenus si, cédant aux influences d'égoïstes ambitions, ils avaient donné au monde un spectacle pareil à celui qu'offrent les républiques de l'Amérique Espagnole [1].

Il dépend d'ailleurs du pouvoir central de regagner sans secousses et avec l'assentiment des populations une partie du terrain perdu. Pour cela, il lui faut annihiler le plus sérieux argument

1. Nous avons déjà dit que le Chili formait une unique mais complète exception. Il faut ajouter que dans l'Amérique centrale le danger semble devoir rappeler les populations à l'union qui seule fait la force. Le Pérou paraît entrer dans une nouvelle voie.

qu'on puisse produire contre l'action centrale : l'impossibilité où la met son éloignement de satisfaire vite et bien aux besoins divers des localités.

On doit l'avouer, au Brésil, l'obstacle provenant des distances atteint des proportions inouïes; nos lecteurs auront peine à croire qu'il faut en moyenne quatre mois pour se rendre de Rio-Janeiro à la capitale du Matto-Grosso.

A l'encontre donc de l'honorable écrivain belge , on peut affirmer que le pouvoir central loin d'avoir à redouter l'avenir, a tout à en espérer. Aujourd'hui, cette opinion a cessé d'être une hypothèse ; non-seulement le parti du démembrement n'existe plus, mais l'action du pouvoir central va chaque jour se fortifiant, et chaque progrès réalisé le consolidera. Un réseau de chemins de fer enlèverait au fédéralisme la moitié de ses partisans, et l'établissement d'une ligne électrique mettant les provinces les plus reculées en communication instantanée avec la capitale, achèverait de lui ôter ce qu'il pourrait avoir d'irrationnel et de menaçant pour l'unité nationale.

Mais on ne saurait trop le répéter, le gouvernement Brésilien a mille fois raison de s'abstenir

de tout envahissement illégal. C'est en prouvant que nul ne saurait mieux user des pouvoirs qui lui sont restés, qu'il amènera la nation à les augmenter.

Ajoutons qu'il est un moyen d'un autre ordre de resserrer l'unité de l'Empire, c'est d'établir nettement, au profit des nouvelles générations, les conséquences des deux systèmes qui régissent l'Amérique catholique ; c'est de prouver par des faits patents que chaque race a ses aptitudes politiques en dehors desquelles il n'y a que confusion et misère.

Nous aurons occasion de rappeler plus loin avec détail que cette nécessité d'affermir le pouvoir central fournit un nouvel argument en faveur de l'émigration française, à l'exclusion des nations germaniques.

Disons pour résumer une discussion qui aura paru longue, qu'au Brésil, encore plus qu'ailleurs, les modifications constitutionnelles ne dépendront plus du triomphe des partis politiques mais des grands intérêts matériels qui feront pencher la balance vers la forme gouvernementale la plus propre à les servir et à les protéger.

Si donc nous continuons l'examen de l'organisation politique et administrative du Brésil,

c'est pour faire connaître son point de départ vers ses destinées ultérieures.

On sait déjà que l'élection joue le premier rôle dans la constitution brésilienne ; cette base est la plus large et par conséquent la meilleure ; mais l'élection pratiquée d'une certaine façon peut donner des résultats bien défectueux ; le Brésil en fournit un exemple :

Ne sachant où trouver en l'absence d'impôts fonciers un cens électoral susceptible de fournir un nombre considérable d'électeurs, les auteurs de la loi électorale ont admis dans la liste des citoyens aptes à voter, les fonctionnaires publics, en assimilant leurs traitements aux revenus, fruit du patrimoine ou du travail industriel.

Il en est résulté, outre une recrudescence d'avidité à l'endroit des fonctions rétribuées, que ce sont les parties prenantes au budget qui contribuent le plus efficacement à la nomination des députés appelés à le voter.

L'élection appliquée aux fonctionnaires des administrations provinciales a des résultats non moins fâcheux. Elle fait naître une lutte incessante entre tous les aspirants, et amène de fréquents changements parmi les titulaires qui, généralement d'une capacité médiocre, ne peu-

vent acquérir que dans la pratique des affaires une expérience susceptible d'atténuer leur inaptitude.

Malheureusement cet acharnement à poursuivre les emplois a sa raison d'être dans l'état économique même du pays ; le travail manuel a été déconsidéré par l'esclavage, l'industrie est presque nulle ; il ne reste donc en dehors des professions libérales, inabordables pour le plus grand nombre, que le commerce et l'administration. Aussi dans les rangs inférieurs, les places existent-elles plutôt en raison du nombre des postulants qu'en raison des besoins réels.

La première conséquence de cet abus, c'est que les fonctions sont mal rétribuées et que les fonctionnaires cherchent et trouvent dans la vénalité le complément d'un salaire insuffisant.

L'obligation que nous avons prise de ne rien dissimuler nous oblige de dire que cette déplorable vénalité ne s'est pas toujours arrêtée au seuil des grandes administrations ; ce qu'il faut déplorer par-dessus tout, c'est que la magistrature elle-même n'a pas pu se garantir complétement d'un vice qui s'aggrave en raison de l'importance du mandat.

Hâtons-nous de dire que non-seulement de

grandes améliorations ont déjà eu lieu par la puissance de l'opinion, mais que l'Empereur apporte à la répression de tout attentat contre la fortune publique une sévérité qu'aucune considération ne fait fléchir.

Il est impossible qu'une si puissante et si persistante volonté ne triomphe pas complétement; nous sommes heureux d'ajouter que la haute administration se distingue déjà par une intégrité qu'un peu d'énergie fera descendre dans les rangs inférieurs.

CHAPITRE VII.

DU BUDGET DU BRÉSIL.

M. de Ponthoz a dit avec raison : *Un État gouverné par des institutions représentatives se reflète tout entier dans son budget.* » Parcourons donc à la hâte le grand livre de l'Empire. Il présente un phénomène inconnu aux nations de l'Europe, malgré leur désir manifeste de le considérer de près ; nous voulons parler d'un budget se soldant par un restant disponible RÉEL[1].

Et ce prodige, ce miracle gouvernemental se reproduit au Brésil depuis plusieurs années.

Ce budget modèle s'élève en moyenne à cent six millions de francs[2] ; il se divise en six grandes fractions correspondantes aux six ministères qui sont :

1° Le ministère de l'empire.

1. Malgré la perturbation apportée dans les recettes des douanes par la guerre d'Orient, le budget du Brésil n'a jamais cessé de donner un *excédant positif* de recettes, servant à l'amortissement.

2. Auxquels il faut, pour avoir le budget général, ajouter les 36 millions votés et dépensés par les provinces ; et enfin les taxes communales qui s'élèvent à quelques millions de francs.

2° le ministère de la justice et des cultes.
3° id. des affaires étrangères.
4° id. de la marine.
5° id. de la guerre.
6° id. des finances.

§ I. *Ministère de l'empire.*— Il comprend dans ses attributions outre celles qui sont assignées en France au ministère de l'intérieur, la liste civile [1], le sénat, la chambre des députés, le conseil d'État, l'administration des postes, l'instruction et les travaux publics. Il absorbe à peu près le huitième du budget, 17 millions.

L'on ne se rendrait pas compte de l'exiguïté de certaines allocations comme celles qui s'appliquent à l'instruction publique et aux travaux de l'empire, si nous n'avertissions nos lecteurs que, par une conséquence logique du régime fé-

1. La liste civile et ses annexes ne s'élèvent qu'à 3 millions deux cent mille francs. Si on considère, d'une part, le nombre des membres de la famille impériale (neuf personnes), et de l'autre, la cherté excessive des objets de luxe à Rio-Janeiro, on se demande comment fait le chef de l'État pour soutenir dignement son rang et ne jamais refuser l'assistance aux trop nombreux nécessiteux qui assiégent son palais. Ce prodige s'explique par cette observation que les hommes qui possèdent une véritable grandeur de caractère dédaignent un faste indispensable aux médiocrités.

déral, une notable partie des dépenses afférentes à ces deux chapitres reste à la charge des provinces.

Toutefois, en totalisant le contingent de l'État et celui des provinces, on trouve encore que le Brésil ne fait pas la part assez large aux premiers éléments de tous progrès matériels et moraux qui sont les routes et les écoles primaires.

Quant aux voies de communication, les provinces ont une excuse à présenter, et elle est péremptoire ; chez elles les bras sont insuffisants et les hommes capables de diriger les travaux manquent : d'où il suit que les résultats ne répondent jamais aux sacrifices.

C'est ici le lieu de signaler une des singularités de l'administration brésilienne ; elle affecte volontiers de grosses sommes aux travaux d'utilité publique, tels que routes, ponts, etc., mais elle apporte à l'entretien de ces travaux une négligence véritablement incompréhensible. Cette bizarrerie a été signalée par la plupart des voyageurs qui ont parcouru l'intérieur des terres.

Au Brésil, on emploie, pour se procurer les fonds nécessaires à certains établissements religieux ou philanthropiques, un expédient que bon nombre de nos compatriotes croient probablement

de création récente et française; nous voulons parler des loteries au profit de telle ou telle œuvre. Au Brésil, elles remplacent les centimes additionnels de nos cotes départementales ou communales. Le gouvernement n'autorise pas d'impôts, il accorde une ou plusieurs loteries aux fondateurs d'une église, d'un hôpital, etc. Et comme les Sud-Américains ont une véritable passion pour ce jeu, le placement des billets n'est jamais douteux: la plus pauvre des négresses trouve toujours le prix d'un billet de loterie.

L'instruction ne donne pas non plus des résultats proportionnés aux sacrifices; et ici, il y a lieu d'être moins indulgent sur les motifs qui expliquent, sans l'excuser, une fâcheuse inertie, attendu qu'un orgueil national mal compris et des amours-propres égoïstes constituent les principaux obstacles à la diffusion de l'instruction. Les professeurs brésiliens ne peuvent suffire, sous le rapport du nombre et peut-être de la capacité, aux exigences de leur service; ils en ont conscience, et néanmoins, ils s'opposent à ce qu'on appelle les milliers d'hommes intelligents dont l'Europe ne trouve pas l'emploi. Nous espérons que les inspirations du vrai patriotisme, de celui qui, loin de nier une infériorité aussi évidente

qu'excusable, est impatient de la faire cesser, triompheront de cette misérable opposition.

L'immense empire du Brésil ne peut pas compter dans le monde civilisé seulement par ses balles de sucre et de café, produits de l'esclavage; il faut qu'il réponde à ses détracteurs par des travaux intellectuels proportionnés, sinon à son importance politique, du moins au chiffre de sa population.

Nous savons que les discours politiques qu'on entend dans le parlement de Rio-Janeiro, ne sont pas inférieurs à ceux que l'on prononce dans le congrès de Washington ou le parlement de Londres; mais quelque fier qu'il soit, à bon droit, de ses orateurs, le Brésil doit comprendre que l'éloquence de ses hommes d'État ne saurait lui suffire; qu'avec l'illustration de la tribune il doit compter celle du haut enseignement; il faut plus encore : il faut que la pensée écrite lui fasse une place dans la grande république des lettres. Or, on ne forme guère d'écrivains remarquables avec des professeurs médiocres. Qu'à talent égal, on donne la préférence aux nationaux, nous le comprenons, mais à la condition que si ce talent fait défaut, le gouverne-

ment et les provinces n'hésiteront pas à le chercher là où il se trouve.

Nous aurons occasion de signaler dans un chapitre spécial tout ce que les besoins intellectuels de l'Empire ajoutent d'arguments en faveur de la fusion franco-brésilienne.

Il est un article du budget de l'Empire que nous tenons à signaler, non pour son importance financière, puisqu'il ne s'élève qu'à cent vingt mille francs, mais à cause des intentions qu'il révèle. Cette somme est consacrée à catéchiser et civiliser les Indiens.

Ces pauvres gens répondent bien mal à la sollicitude du gouvernement impérial. Mais fidèle interprète des sentiments du pays, il pense qu'il se doit à lui-même de persévérer dans une œuvre qui ne donne pour résultat que la satisfaction de manifester une intention louable.

§ II. *Ministère de la justice et des cultes.* — Ce chapitre du budget est relativement plus favorisé au Brésil qu'en Europe ; il reçoit neuf millions, soit le onzième du budget général. Il est vrai que sa part est assez restreinte dans les allocations provinciales. Le premier vice à signaler dans ce service, c'est que la police et ses

agents se trouvent confondus avec les magistrats de l'ordre judiciaire. De là de graves et nombreux inconvénients.

Mêlé aux intrigues électorales[1], le juge perd de son autorité morale en servant les partis, et comme partout un vice en amène un autre, la vénalité trouve un trop facile accès là où l'équité seule devrait régner. Somme toute, l'administration de la justice laissait beaucoup à désirer au Brésil; mais depuis quelques années, une amélioration très-sensible s'est produite, elle est due, et au sens moral qui grandit, et à l'active surveillance du chef de l'État qui, nous l'avons dit, ne laisse impuni aucun acte de concussion. Si la loi n'admet pas la destitution du juge, elle autorise son changement de résidence, et cette faculté arme le pouvoir d'une force suffisante pour régénérer et par conséquent réhabiliter la magistrature.

Il y a quelques années nous eussions éprouvé de l'embarras à parler du clergé brésilien, et pourtant l'action que les ministres du culte exercent parmi les nations catholiques est trop considérable pour qu'on puisse s'abstenir de l'étu-

1. Une loi récente ne permet plus aux fonctionnaires de se faire élire dans leur circonscription.

dier. Heureusement, aujourd'hui, la tâche est beaucoup moins pénible, disons mieux, la régénération de l'Église brésilienne n'est plus douteuse. Non-seulement l'Empire compte des prélats dont le caractère est à la hauteur de leur mission, mais l'un d'eux, le vénérable archevêque de Bahia, a trouvé et appliqué un remède souverain à un mal qu'il devenait urgent de guérir. Il s'est adressé aux Lazaristes français qui, comprenant l'incalculable portée de leur intervention, ont envoyé au Brésil, et des sœurs de charité animées de ce dévouement que chacun admire, et des missionnaires dignes comme elles du saint fondateur de leur ordre, de Vincent de Paul. Sans doute ces chastes femmes et ces propagateurs de la morale chrétienne n'ont pas détruit le déplorable état de choses qui subsiste depuis des siècles; mais les résultats obtenus sont tels, qu'il y a tout lieu d'espérer que les prêtres brésiliens prendront, chaque jour davantage, le véritable caractère du pasteur. Ils ne cesseront pas d'être la providence du voyageur, les hôtes généreux et bienveillants de l'étranger; ils deviendront encore des modèles de continence là où cette vertu est d'autant plus rare que tout conspire contre elle.

Nous indiquerons plus loin un moyen d'accélérer cette régénération morale qui intéresse toutes les nations latines.

§ III. *Ministère des affaires étrangères.* — Il ne prend au budget que deux millions.

Il est vrai que la politique extérieure de l'Empire est moins compliquée que celle des grands États européens, et que la mission essentielle de ses diplomates consiste à déjouer la propagande républicaine de la confédération Argentine et les empiétements furtifs de la Bolivie et du Pérou.

Nous indiquerons, en parlant des colonies mixtes, quels seraient les meilleurs moyens de garantir les frontières ouest de tout envahissement.

Pénétrés de l'importance prépondérante du Brésil dans les destinées de l'Amérique du sud, les hommes d'État de l'Empire surveillent attentivement ce que tout Sud-Américain peut, à bon droit, nommer l'ennemi commun. Nous avons déjà signalé l'énergique résistance du Brésil, alors que les États-Unis tentèrent, à l'aide de flibustiers, leurs précurseurs habituels, de s'établir sur les rives de l'Amazone. Tout nous porte à espérer qu'il en sera toujours ainsi, parce que

faible dans plusieurs branches de son administration, le Brésil a trouvé dans ses hommes d'État et ses diplomates autant d'énergie que de patriotisme.

Propagateur de l'union entre la France et le Brésil, nous devons signaler ce fait curieux que, malgré des prétentions opposées sur certain territoire existant entre les Guyanes française et brésilienne, les deux États n'ont jamais cessé d'être dans les meilleurs rapports; tandis que l'Angleterre, dont les possessions ont moins de contact avec l'empire sud-américain, a été en fréquent désaccord avec lui. Plus d'une fois, et récemment encore, la brutalité traditionnelle envers les faibles, qui fait détester partout l'Angleterre, s'est exercée aux dépens du Brésil.

Mais, si le gouvernement est obligé de céder devant des exigences qu'appuient des forces trop disproportionnées aux siennes, l'amour-propre national froissé enregistre chacune de ces violations du droit et attend qu'une nation de la famille latine, en mêlant ses intérêts aux siens, l'aide à repousser une humiliante dépendance.

L'alliance franco-brésilienne pourrait, dans un temps donné, hâter certaines modifications

territoriales, conséquence fatale de l'antagonisme des races anglo-saxonne et hispano-portugaise. Nous disons que ces modifications sont inévitables, parce que le Brésil ne peut résister efficacement aux États-Unis qu'autant qu'il se sera établi dans ses limites naturelles. Or, ces limites naturelles étant, à l'ouest, le Rio Paraguay, l'État de ce nom doit disparaître aussi bien que Corrientes, l'Entre-Rios et la Banda orientale, qui empêchent l'Empire d'atteindre sa limite rationnelle, la Plata. Cent fois, ces nécessités ont été proclamées[1], et jamais le gouvernement brésilien n'a cessé d'y répondre par d'énergiques protestations. Malgré leur évidente sincérité et des arguments excellents, s'il ne s'agissait que du Brésil, ces protestations ne prouvent que l'extrême répugnance du souverain et de ses conseillers à accomplir une

1. Tout récemment encore, par notre ami Xavier Eyma. Il signalait en ces termes la nécessité fatale pour le Brésil de porter sa frontière occidentale jusqu'au Parana et au Paraguay : « L'Uruguay est à enregistrer de nouveau sur le livre des con« quêtes du Brésil.

« Il en est de même du Paraguay et de tous les territoires « enclavés actuellement entre les limites de l'Empire et la rive « gauche du Parana et du Paraguay, qui, à sa jonction avec le « premier, forme comme une ligne droite qui semble une fron« tière naturelle. » (*Les Deux Amériques*, page 3.)

tâche difficile peut-être, mais indispensable.

Les Anglais ont été forcés d'étendre leur domination dans l'Inde bien au delà des limites assignées par les plus ambitieux directeurs de l'honorable Compagnie. Le sentiment de la solidarité que le danger fait naître vient d'unir enfin les républiques de l'Amérique centrale contre leur ennemi commun : Walker. Nous espérons que, plus prévoyants, les peuples de l'Amérique du Sud n'attendront pas que les flibustiers soient établis au confluent du Paraguay et du Parana pour étouffer une mésintelligence qui n'a pas plus de raison d'être dans le Nouveau Monde que dans l'ancien[1]. Les troupes brésiliennes ont déjà été appelées dans l'Uruguay, et la tranquillité qu'elles ont procurée à cette malheureuse république a dû convaincre tous les Orientalistes amis de leur pays qu'en dehors du Brésil, il n'y avait point de salut pour eux.

1. Nous avons recherché très-consciencieusement des motifs sérieux à la froideur qui règne entre les Espagnols et les Portugais, en Europe; entre les Argentins et les Brésiliens, en Amérique; nous n'avons rien trouvé. Nous en concluons que, semblables aux traditions qui rendaient jadis nos provinces hostiles les unes aux autres, les jalousies argento-brésiliennes iront chaque jour s'effaçant.

Nous savons que nous évoquons ici des éventualités que n'aime pas à prévoir un gouvernement qui, aussi sage qu'éclairé, voudrait consacrer exclusivement les ressources du pays à ses immenses besoins économiques; mais il en est des États comme des individus : ils sont parfois forcés d'acquérir le superflu alors qu'ils manquent du nécessaire.

§ IV. *Ministère de la marine.* — Il prend au budget une somme de 14 millions. Un jour viendra où cette somme sera décuplée, attendu que le Brésil est appelé, par sa position géographique[1] et sa topographie, à devenir une des plus grandes nations maritimes. Quant à présent, la flotte de l'Empire se borne à protéger son immense littoral, qui ne comprend pas moins de douze cents lieues de développement.

On reprochait naguère à cette branche importante de l'administration de continuer les coupables traditions du régime colonial : l'énergie des chefs de ce département a déjà fait disparaître les principaux abus.

1. Voir l'Annexe B.

Mais ce qui au Brésil nuira longtemps au développement de l'armée navale, c'est que, à l'exemple de ce qui se passe en Europe, les fonds alloués paient les traitements d'un état-major trop nombreux, tandis que les arsenaux et les chantiers manquent d'ouvriers et surtout de contre-maîtres habiles.

Tout en reconnaissant que la marine brésilienne a fort à faire pour surveiller la contrebande, nous voudrions que le gouvernement envoyât chaque année une frégate en Europe, en France surtout; la présence d'officiers en uniforme brésilien dans les salons de Paris aiderait plus qu'on ne croit à l'union tant désirée. En France, — nous le confesserons, quoiqu'il en coûte à notre amour-propre national, — la révélation se fait surtout par les yeux; et bon nombre de nos compatriotes, qui ne songent nullement aux immenses ressources qu'offre le Brésil, se trouveraient portés à l'étudier, alors que l'apparition d'un état-major brésilien aurait excité l'active curiosité de notre capitale.

L'étude de nos grands établissements maritimes justifierait d'ailleurs ces expéditions annuelles, qui, confiées aux plus dignes, ajoute-

raient à l'émulation que le gouvernement est parvenu à créer dans cet utile corps.

§ V. *Ministère de la guerre.* — L'empire brésilien consacre vingt mille hommes et 29 millions à la protection de ses frontières et au maintien de l'ordre intérieur. Nous sommes heureux d'ajouter que la seconde mission est, depuis dix ans, devenue très-facile à remplir. Les Brésiliens ont des enseignements, malheureusement trop fréquents, sur ce que produisent les dissensions politiques.

Nous l'avons dit, à l'exception du Chili, toute l'Amérique espagnole, cette admirable contrée trois fois grande comme l'Europe, est stérilisée, ruinée par des guerres politiques qui la préparent fatalement à la domination des Nord-Américains.

Au Brésil, il n'y a plus de partis proprement dits. Il existe plusieurs manières d'interpréter la constitution, mais l'ordre public ne saurait être troublé par ces nuances dans les opinions parlementaires.

Disons, pour en revenir à l'armée brésilienne, que, sans égaler, pour l'organisation et l'instruction, les armées des grands États de l'Europe,

elle n'en est pas moins remarquable, eu égard au singulier amalgame qu'elle présente de blancs, de noirs, de mulâtres et d'Indiens, quelques-uns volontaires, le plus grand nombre arrachés à une vie indolente par une conscription qui a essayé d'exempter tous les hommes utiles.

Les Brésiliens ont une grande antipathie pour le service militaire, et emploient tous les moyens possibles pour s'en dispenser : mais la guerre contre Rosas a prouvé ce qu'on savait déjà, que les troupes brésiliennes sont aussi braves que bien disciplinées.

A l'instar de celle des États-Unis, la force armée se divise au Brésil en deux sections : la troupe de ligne et les milices provinciales; la première prend au budget environ 14 millions.

Comparé à l'étendue de l'Empire, le chiffre de l'armée brésilienne paraît bien restreint; mais si l'on considère la part proportionnelle que cette armée prélève sur le budget et l'emploi d'une importante fraction des forces militaires, on en vient à désirer qu'un nouveau système de protection permette d'alléger les sacrifices du pays.

Nous avons dit que grâce à une administration aussi loyale que prudente, l'Empire jouissait d'une paix profonde; ce calme intérieur est si

complet que la moitié de la force publique forme deux armées d'observation cantonnées, l'une sur les frontières sud, et l'autre dans l'ouest de l'Empire.

La chute de Rosas, dictateur de Buénos-Ayres, dont la politique était systématiquement hostile au Brésil, doit permettre de réduire l'armée du sud en ne lui laissant que les cadres des corps qui n'appartiennent pas aux armes spéciales; nous dirons plus loin comment elle pourrait être remplacée par des colonies mixtes qui coûteraient moins d'abord et garantiraient bientôt gratuitement l'Empire de toute agression de la part des Argentins ou des Orientalistes [1]. Sur la frontière ouest le danger est plus réel, il augmente sans cesse par la force des choses. Privés de débouchés faciles vers l'océan Pacifique, la Bolivie et le Pérou tendent fatalement à s'emparer des grands cours d'eau qui, seuls, leur donneraient un facile accès vers l'océan Atlantique.

L'armée impériale étant destinée à compen-

1. La république du Rio de la Plata se nomme aussi Argentine. Quant à l'État dont Montevideo est la capitale, on le désigne sous le nom de république de l'Uruguay ou Banda orientale.

ser l'infériorité numérique qui existe entre les populations brésiliennes et celles de la Bolivie et du Pérou, la réduction de cette armée s'opérera en proportion directe de la colonisation par des émigrants aussi aptes au maniement des armes qu'aux travaux agricoles.

Nous n'avons pas à nous préoccuper des vices d'organisation de l'armée brésilienne, d'abord parce que le gouvernement travaille de concert avec le parlement à les faire disparaître; ensuite parce que nos compatriotes sont dispensés de faire partie de cette armée comme soldats, et qu'une exclusion, que cette fois nous comprenons, ne leur permet pas d'y figurer comme officiers.

§ VI. *Ministère des finances.* — Cette branche importante de l'administration retient sur les valeurs qu'elle encaisse la somme de 35 millions.

Elle donne lieu à deux observations dont la première est relative à la dette du Brésil. Si cette dette révèle que le jeune empire n'a pas su échapper à cette infirmité des gouvernements modernes[1], elle fait du moins ressortir

1. Il faut dire ici, pour être juste, que la plus grosse part de

avec éclat la moralité de la nation. Le Brésil, nous l'avons dit, a traversé des phases malheureuses. Des discordes intestines, la guerre civile ont mis son existence en danger; eh bien! alors même que l'argent manquait pour les services intérieurs, le gouvernement impérial n'a pas différé d'un seul jour le paiement des intérêts de la dette; c'est là un fait qui n'a pas le retentissement d'une grande victoire, mais qui est infiniment plus important pour l'avenir, car cette stricte ponctualité assure au Brésil les ressources nécessaires à ses immenses travaux. Honneur donc à tous les hommes qui, comme ministres à Rio-Janeiro ou représentants du Brésil en Europe, ont compris qu'aucune calamité intérieure ne pouvait retarder le paiement de la dette extérieure.

Si on n'a pas suffisamment apprécié alors toute la portée de cet acte, elle se révèle aujourd'hui par des faits qui en disent plus que les traités de morale. Le 5 p. 100 brésilien est à 103 fr.; le 3 p. 100 espagnol n'atteint pas 40 fr. L'empire sud-américain a un crédit illi-

la dette du Brésil résulte d'un traité qui, en reconnaissant l'indépendance de cet empire de la couronne de Portugal, transporta une part de la dette portugaise au Brésil.

mité sur la place de Londres. L'Espagne va sollicitant partout des capitaux qu'elle n'obtient avec peine qu'à un taux ruineux.

La dette du Brésil n'est que de 300 millions. Or, d'un côté, l'Empire possède, en biens nationaux, dix fois cette valeur, et un excédant *vrai* de recettes permet d'espérer que cette dette ne s'accroîtra que pour créer ces grands travaux de viabilité qui rendent avec usure l'argent qu'on y consacre [1].

La seconde observation que suggère l'examen du budget financier, c'est que l'impôt direct ne fournit au trésor impérial qu'un contingent presque insignifiant, moins de 2 millions, et que ce budget est alimenté pour les quatre cinquièmes par les droits de douane mis à l'importation des produits et quelque peu à l'exportation.

Il faut dire que ce dernier impôt est censé remplacer l'impôt foncier de la dîme.

1. Il y a deux sortes de dettes nationales : les mauvaises qui servent à combler les déficits, les bonnes qui se contractent en vue de la richesse à venir : nous les qualifions de bonnes parce qu'en réalité ces dettes sont des placements très-avantageux. L'État brésilien étant propriétaire de milliards d'hectares de terre, toute voie de communication qui ouvrira des débouchés aux produits agricoles, décuplera la valeur du domaine national.

Nous aurons occasion d'apprécier dans une étude spéciale ce que l'assiette de l'impôt présente de radicalement défectueux au Brésil, et d'indiquer les moyens de revenir à un mode plus rationnel.

Pour nous résumer sur l'administration brésilienne, nous dirons franchement qu'elle n'est pas telle que la voudraient ceux qui la dirigent.

En effet, les ministres luttent avec une incessante énergie contre les abus, triste héritage du régime colonial. Ils n'en eussent triomphé que lentement si une toute-puissante volonté ne s'était vouée à la régénération de tous les services publics.

Lorsque la raison humaine en sera venue à honorer les hommes, non en raison du sang qu'ils auront versé sur les champs de bataille, mais en raison des services réels qu'ils auront rendus, le souverain du Brésil aura une belle place dans l'histoire ; car il n'a pas désespéré d'un peuple qu'on disait à jamais impuissant. Il a consacré à la régénération de l'Empire ces belles années de la jeunesse que tant d'autres princes perdent dans les plaisirs, donnant ainsi à tous l'exemple des vertus qui manquaient à son pays.

CHAPITRE VIII.

FRANCE ET BRÉSIL.

Le rapide examen que nous venons de faire des richesses naturelles du Brésil, du caractère de ses habitants et de son organisation politique et administrative, conduit à cette conclusion que l'émigration européenne répond à une nécessité économique du premier ordre. Il n'est pas moins évident que les nations européennes trouveront au Brésil une vaste carrière où le travail, l'intelligence et les capitaux, exempts d'entraves, conduiront infailliblement à la fortune.

Après avoir énuméré les richesses attractives du Brésil, il nous reste à étudier l'aptitude de nos populations à en profiter. Mais cette seconde partie de notre tâche sera plus rapide et plus concise, attendu qu'il n'est pas besoin de développer des faits dont chacun peut se rendre compte soi-même ou que de nombreux récits ont fait connaître.

Il ne suffit pas pour qu'une fusion s'établisse entre deux peuples que leurs gouvernements aient toujours été dans les meilleurs rapports, et qu'une mutuelle sympathie les attire l'un vers l'autre ; il faut que l'une des nations contienne en trop ce que l'autre compte en moins.

Et quelque humiliant que cela soit à dire, à ce point de vue, hommes et choses, intelligence et marchandises sont dans une situation identique. L'empire sud-américain manquant tout à la fois de bras vigoureux et d'intelligents spéculateurs, il nous faut établir que la France en possède trop, quant à la part qu'elle peut leur faire.

Nous disons que la France contient un trop grand nombre de laboureurs, d'industriels et de commerçants, c'est-à-dire que les premiers n'ont qu'une existence misérable et que les autres se nuisent et se ruinent par le fait d'une concurrence désordonnée.

L'opinion publique reconnaît d'autant plus volontiers les chances fâcheuses du commerce et de l'industrie, qu'il suffit de boire une tasse de lait, d'acheter un vêtement quelconque pour voir ce que produit la concurrence : la falsification en tout et sur tout. Pour qui veut raison-

ner, il résulte de cette situation que l'honnête marchand, l'industriel consciencieux se ruinent infailliblement. On ne se récrie donc pas trop contre l'émigration de ces deux classes d'habitants; mais aussitôt qu'il est question d'enlever des bras à l'agriculture, l'anathème formulé par le comice de Dunkerque se répercute de cercles en cercles jusqu'à la société agricole de Bayonne. Car, il faut bien l'avouer, pour venir des quatre points cardinaux, les doléances des écrivains agricoles n'en sont pas plus variées, nous pourrions même dire qu'elles n'en sont pas plus habiles.

En effet, ne pourrait-on leur répondre : Vous vous plaignez qu'on déserte le travail des champs; faites que ce travail, que l'on regarde comme le plus nécessaire, ne soit pas en même temps le plus mal rétribué, celui qui impose le plus de privations[1]. Les phrases sur l'excellence de la vie champêtre et très-frugale, sur les

1. Un récent article de M. L. de Lavergne (*Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1857), sur l'énorme déplacement des populations rurales a soulevé une polémique assez aigre, mais dont la conclusion ne saurait être autre que celle-ci; à savoir : que, même avec des salaires élevés, les laboureurs ne veulent pas travailler pour les fermiers, et que le seul moyen d'attacher l'homme à la terre, c'est de l'en rendre propriétaire.

avantages hygiéniques de la cohabitation avec les vaches et les moutons, font bien dans les livres des écrivains moralistes, mais nous comprenons de reste qu'elles ne touchent pas des hommes qui n'obtiennent pour récompense d'un pénible labeur qu'une existence misérable, tourmentée par les exactions de l'usure.

Si parfois les laboureurs ont tort de quitter leurs champs, c'est lorsqu'ils ne font que changer leur misère contre celle plus triste des villes de fabriques. Mais lorsqu'ils trouvent moyen de troquer leurs parcelles de terre contre un vaste domaine, net d'hypothèque, affranchi de l'impôt foncier, ce domaine fût-il au delà de l'Atlantique, qui pourrait dire qu'ils n'ont pas raison de faire l'échange? Non-seulement ils ont cent fois raison par rapport à eux et à leur famille, mais encore eu égard au progrès de l'agriculture française; car, dussions-nous être signalés à la vindicte de tous les cercles, sociétés et comices d'agriculture, nous posons comme principe que le premier des progrès à poursuivre pour l'agriculture, c'est la suppression de sept à huit cent mille petits propriétaires ruraux : soit une population de trois à quatre millions d'individus. Quelque paradoxale que paraisse cette

assertion, elle est rigoureusement exacte. De courtes explications vont convaincre ceux de nos lecteurs qui n'ont pas de parti pris.

L'Angleterre est incontestablement la contrée où les progrès agricoles sont le plus éclatants; chacun sait que ces progrès sont les conséquences de la *grande culture*. Or, cette culture se fait avec moins d'*un million* de bras (L. Faucher). En appliquant ce système à la France, celle-ci n'aurait besoin que de quatre à cinq millions de laboureurs au lieu de dix-huit qu'elle emploie et qu'elle rétribue en proportion du rendement, c'est-à-dire fort mal.

La Belgique, qui vient immédiatement après l'Angleterre, est un pays de grande et moyenne culture. Les quelques États d'Allemagne qui prennent encore rang avant la France travaillent sur la même échelle.

Et il ne saurait en être autrement : depuis bien longtemps, les économistes ont prouvé que l'agriculture n'est rien autre chose qu'une *industrie*, soumise par conséquent à toutes les lois qui régissent la production industrielle. Les pauvres paysans qui cultivent à la sueur de leur front le petit lopin de terre héréditaire, sont absolument vis-à-vis des fermiers, posses-

seurs de vigoureux attelages, dans une condition analogue à celle de nos malheureux tisserands du Nord, luttant avec l'antique métier paternel contre les machines des grandes fabriques.

Cette lutte inégale et désespérée des forces de l'homme contre celles des animaux ou de la vapeur inspire la sympathie; mais, en fait, elle est absurde; car, des lois restrictives ou protectrices fussent-elles promulguées en faveur de ces travailleurs obstinés, elles seraient impuissantes, comme tout ce qui s'oppose au progrès matériel, progrès dont le dernier mot est de dispenser l'homme des travaux les plus pénibles.

Quoi qu'en disent donc les orateurs des comices, les progrès agricoles ne peuvent être réalisés que dans la grande culture; la moyenne se les approprie dans une certaine mesure; la petite leur reste forcément étrangère, ou plutôt elle rétrograde vers les temps primitifs où l'homme, subissant dans toute sa rigueur l'arrêt divin qui le condamne au travail, n'obtenait une maigre subsistance qu'au prix de ses sueurs.

Tandis que la grande agriculture charge la vapeur de répandre l'engrais, de battre les

céréales, etc., la culture parcellaire supprime les chevaux de la charrue et les remplace par l'homme, trop souvent même par la femme!

Et, pour la société, que résulte-t-il en fin de compte de ces divers modes d'exploitation? C'est que le fermier anglais, qui paie un loyer de 200 francs par arpent, s'enrichit en donnant ses produits à meilleur compte que le laboureur français qui, en servant un fermage de 30 francs, n'obtient qu'une subsistance toujours grossière, souvent insuffisante, et par suite réduit sa propre consommation de produits manufacturés à d'infimes proportions.

Sur plusieurs points de la Grande-Bretagne, en Écosse surtout, on n'est arrivé à établir de grandes fermes qu'en expulsant violemment du territoire des familles entières qui cultivaient mal, il est vrai, depuis des siècles, l'héritage de leurs pères. En Autriche, la loi intervient dans le partage des terres pour empêcher qu'il n'aboutisse à ce que nous nommerons l'*émiettement*. Dieu merci, aucun procédé violent ou restrictif n'est possible aujourd'hui, et c'est par persuasion, en faisant entrevoir à nos laboureurs un échange avantageux, que l'on pourra les amener à desserrer leurs rangs, non pas, disons-le bien

haut, pour donner lieu à ces grandes exploitations rurales dont l'Angletetre est si justement fière. Nous nous empressons de décliner une pareille énormité, attendu que, si nous tenons à l'application des préceptes de l'économie politique, nous comprenons aussi qu'on les modifie, pour les harmoniser avec les nécessités de la morale et de la politique. Or en France, plus que partout ailleurs, les bonnes mœurs et la stabilité exigent le morcellement ; mais par morcellement il faut entendre une division du sol donnant à chacune des familles qui le cultivent une étendue suffisante à l'emploi de tout son temps ; au delà ce n'est plus du *morcellement*, mais de l'*émiettement*, qui n'offre plus politiquement et moralement les garanties que nous avons reconnues provenir d'une division rationnelle.

Or la moitié de la France agricole est littéralement *émiettée* en parcelles où la charrue ne peut fonctionner.

C'est aux propriétaires de ces parcelles qu'il faut proposer l'échange, un échange qui, pour quelques lopins épars, leur donnera un vaste domaine d'un seul tènement, où le travail des générations présentes et futures se trouvera assuré d'une large rémunération.

On l'a déjà compris : c'est ici que le Brésil intervient avec ses inépuisables ressources et cette sympathie que ressent instinctivement tout peuple pour ceux qui viennent aider à son progrès social. Nous aimons à espérer que cet accueil sera d'autant plus cordial que le nouvel empire tient à réparer le temps perdu.

Nous ne craignons pas de trop nous avancer en disant que, dès aujourd'hui, nos petits propriétaires ruraux peuvent faire au Brésil de solides fortunes, non pas, qu'ils le sachent bien, en adoptant aveuglément les méthodes brésiliennes, procédant presque partout d'une aveugle routine et des préjugés, mais en réunissant les données d'une véritable expérience aux prescriptions de la science moderne, qui n'est trop souvent représentée au Brésil que par des maîtres sans disciples.

Non-seulement les cultivateurs français doivent se fixer au Brésil pour y propager de bonnes méthodes, pour y faire naître la prévoyance, cette vertu si rare par-delà l'Atlantique [1], mais encore pour répondre aux

1. Les populations des deux Amériques, si divergentes en toutes choses, ont pourtant un sentiment commun : la haine des forêts; au nord comme au sud, on détruit des bois admi-

besoins des fabriques d'Europe qui manquent de laine et de soie ; la production de cette dernière matière serait pour nos cultivateurs la plus digne manière de payer la généreuse hospitalité qui leur est offerte au Brésil. Ils auraient aussi à aider le gouvernement dans les efforts qu'il ne cesse de faire pour amener la fabrication du thé brésilien à la perfection qu'a atteinte le thé de la Chine.

Nous reviendrons du reste, dans un chapitre spécial, sur la nécessité de modifier les cultures brésiliennes, aux divers points de vue de l'émigration européenne et de l'assiette de l'impôt.

Commerce. — Nous devons étudier maintenant les ressources que le Brésil offre à nos commerçants. Bien que ce soit vers le commerce intérieur que nous leur conseillons de tourner leurs vues, nous croyons utile d'envisager dans leur ensemble les échanges du Brésil avec l'Europe et l'Amérique du Nord : nos lecteurs retireront de cet aperçu d'utiles enseignements.

Le commerce général de l'Empire est d'un peu plus d'un demi-milliard (530 millions) par

rables, sans motif, au risque même de tarir de précieux ruisseaux.

année; l'exportation entre dans ce total pour environ 260 millions.

Nous ne suivrons vers leurs destinations respectives que les quatre produits les plus importants, qui sont : le café, le sucre, les cuirs et le coton.

Le café, qui entre à lui seul pour la moitié dans le chiffre de l'exportation, se rend surtout (les 2/5es) aux États-Unis, où les douanes le laissent entrer sans payer de droit; les villes hanséatiques et l'Angleterre en consomment ensemble deux sixièmes; le reste se divise entre la France, l'Autriche, les États du nord de l'Europe et le Piémont.

Le rang modeste qu'occupe la France dans la consommation du café brésilien est un des plus puissants arguments que puissent invoquer les libres échangistes à l'appui de leur doctrine. En effet, le droit d'un franc par kilogramme qui frappe les cafés étrangers produit pour ceux du Brésil une augmentation de *cent pour cent;* et pourtant, s'il est un fait aujourd'hui incontesté, c'est l'importance du café dans l'hygiène des travailleurs[1]. Il est certain que, si le

1. La guerre de Crimée a été une expérience faite sur une grande échelle et concluante à ce point, que tous ceux qui y

gouvernement français abaissait les droits de douanes à 25 p. 0/0 de la valeur réelle, la consommation du café quadruplerait en France au grand profit des classes laborieuses, qui insensiblement remplaceraient l'abrutissant alcool par une boisson tonique et fortifiante. Il va sans dire qu'à ce supplément de consommation du café brésilien correspondrait une sérieuse augmentation dans la vente de nos articles en Amérique.

Le sucre tient le second rang dans l'exportation brésilienne; sa vente s'élève à plus de 50 millions de francs. Malgré ses nombreuses colonies, l'Angleterre consomme à elle seule le quart de ce produit; l'Autriche en absorbe le cinquième; le Portugal, les villes hanséatiques, la Plata, achètent le reste, à l'exception de quelques millions de kilogrammes que se partagent la France et plusieurs autres États.

La production des cuirs brésiliens donne à l'exportation une valeur d'environ 18 millions. Ils s'écoulent surtout sur les marchés d'Angle-

ont assisté, reconnaissent que c'est l'usage constant du café qui a permis à nos troupes de supporter les fatigues et les privations de cette pénible campagne. Chaque soldat recevait quotidiennement un litre de café de l'administration, et beaucoup en achetaient en supplément.

terre; les États-Unis, l'Autriche, la France en consomment pour environ 2 millions.

Les cotons récoltés par les planteurs brésiliens trouvent leur placement surtout en Angleterre, en France et en Portugal.

Le Brésil exporte encore pour des sommes considérables des diamants (11 millions), du caoutchouc (9 millions), de l'eau-de-vie de canne, du cacao, du riz, du maïs, du bois de teinture et d'ébénisterie, du tabac, etc. L'or, qui avait, jusqu'en 1847, donné un rendement moyen de 2 millions et demi, n'atteint pas 800,000 francs en 1855.

En résumé, bien que la France achète une certaine quantité des produits du Brésil, elle ne tient que le troisième rang[1] dans le tableau de ses exportations; l'Angleterre, au contraire, reçoit à elle seule un tiers des produits de l'Empire; après elle, viennent, par ordre d'importance, les États-Unis pour 72 millions, la France qui consomme pour 25 millions et que suivent d'assez près les villes hanséatiques, le Portugal et la Plata; la Belgique, la Suède et la

1. Ce rang, elle ne l'occupe que depuis quelques années; en 1849, elle était encore primée par les villes hanséatiques, le Portugal et l'Autriche.

Sardaigne achètent chacune pour plusieurs millions de produits brésiliens.

L'importation brésilienne, qui est d'environ 270 millions de francs, classe les États européens dans un ordre qui diffère essentiellement du précédent. Si, en effet, l'Angleterre figure toujours au premier rang et pour la moitié des produits consommés, la France se place au second rang (avec 30 millions) et prime sensiblement les États-Unis et le Portugal, qui viennent après elle. Ces puissances, à leur tour, laissent bien loin en arrière les villes hanséatiques et la Plata, qui méritent seules d'être mentionnées.

Sans doute nos lecteurs ont déjà deviné que ce sont les fabriques et manufactures d'Europe qui fournissent des retours aux vaisseaux chargés de café, de sucre et de coton. En effet, le Brésil consomme pour :

77	millions de	tissus de	coton,
14	id.	id.	laine,
8	id.	id.	soie,
6	id.	id.	lin.

L'importation des vins est tombée à moins de

10 millions; la consommation de la farine de froment tend également à diminuer; elle ne s'élève qu'à 12 millions. L'importation des monnaies d'or et d'argent, qui, de 1849 à 1854, s'était accrue de 6 à 21 millions, est retombée à 13 millions en 1855.

Considérées d'une manière absolue ou comparées à celles des autres États du globe, les transactions commerciales du Brésil paraissent très-considérables; mise en regard de l'immensité de l'Empire, de la richesse du sol, de la puissance du climat, cette exportation de 260 millions semble et est en réalité bien médiocre. L'on a besoin, pour excuser le Brésil de produire si peu, de se rappeler que les quatre cinquièmes de son territoire manquent de population, et que non-seulement les bras lui font défaut, mais aussi que beaucoup des produits de l'intérieur n'arrivent pas au littoral, quelquefois à cause d'obstacles sérieux que le gouvernement seul pourra détruire, plus souvent par le fait de l'apathie des producteurs, qui ne leur permet de surmonter aucune difficulté.

Il n'est pas de voyageur ayant visité l'intérieur du Brésil qui n'y ait signalé d'étranges anomalies : souvent les cultivateurs d'une loca-

lité vont chercher, au loin, le marché qu'ils trouveraient beaucoup plus près, s'ils consentaient à changer leurs habitudes; plus souvent ils laissent perdre de précieuses richesses naturelles, parce qu'elles ne sont pas demandées à la ville qu'ils fréquentent. Qu'un bac cesse de fonctionner, qu'un pont de bois pourrisse, et voilà les transactions suspendues; chaque arbre qui tombe en travers de la route oblige celle-ci à faire un détour. Quelquefois même ce sont des obstacles imaginaires qui entravent l'exportation des produits [1].

La mission des commerçants français ne con-

1. Nous ne rapporterons ici qu'un exemple des motifs qui peuvent modifier la circulation. Deux routes conduisaient d'un bourg de la province de Saint-Paul à l'un des affluents du Parana, la plus directe avait été abandonnée lors de l'exploitation des mines, parce que la forêt qu'elle traversait servait de refuge à des Indiens hostiles. On fit alors la seconde, qui évitait l'endroit dangereux en triplant le parcours; après l'expulsion des Indiens, on reprit la première route jusqu'à ce qu'un habitant y fut assassiné. Cet homme étant mort en état de péché, son esprit *revint* demander la sépulture en terre sainte pour son corps et des prières pour son âme; on ne put accomplir la première demande, attendu que le corps n'avait pas été retrouvé. Il en résulta de la colère de la part de *l'esprit* qui se mit à poursuivre les voyageurs. Ceux-ci reprirent alors la longue route, à l'exception d'un marchand allemand qui, en sa qualité d'hérétique, brava le revenant, et trouva ainsi le moyen de faire d'excellentes affaires.

sistera donc pas seulement à vendre et à acheter, mais aussi à stimuler la production en facilitant l'exportation des produits. Dans cette circonstance, leur intérêt se trouvera identiquement le même que celui des producteurs, et servira le progrès de l'Empire. Aussi pourront-ils compter non-seulement sur l'appui moral de l'administration, mais encore, dans une certaine mesure, sur l'assistance pécuniaire. Dans l'intérieur du Brésil, les bras, l'intelligence, l'activité surtout font défaut, mais l'argent ne manque pas; toutefois nous devons prévenir ceux de nos compatriotes qui traiteraient avec l'administration brésilienne qu'à cause de la complication de ses rouages, ses lenteurs ne le cèdent en rien à celle de l'administration française, aussi, quitte à être supris agréablement, sera-t-il bon d'ajouter quelques mois aux époques indiquées dans les traités. Les mécomptes seraient plus sérieux, si au lieu de demander une assistance pécuniaire, on traitait pour obtenir la création d'un pont, d'une route, etc., malgré la bonne foi et la bonne volonté des chefs de service à Rio-Janeiro, les travaux se font avec une lenteur qui mettrait l'impatience française à une dure épreuve. Nous ne saurions trop le répéter aux futurs colons

brésiliens, la haute administration de l'Empire est composée de quelques hommes probes, actifs, intelligents, mais qui sont le plus souvent mal secondés, alors surtout que leur présence ne stimule pas les agents inférieurs.

Il résulte de cet exposé de la mission du commerce français au Brésil et des obstacles qu'il peut rencontrer dans les innovations qui lui incombent, que dans l'intérieur surtout, il serait exposé à de graves mécomptes, s'il était exercé par délégation.

« Ce ne sont pas, dit M. de Ponthoz, quelques « agents pour recevoir les consignations, c'est « toute une milice commerçante qu'il faut aux « pays manufacturiers pour occuper le littoral « du Brésil et pour en exploiter avec sécurité les « régions nouvelles. »

Un commis, quelque dévoué et intéressé qu'il soit, ne peut remplacer le chef de maison. Les négociants anglais et allemands ont compris depuis longtemps cette vérité admise depuis quelques années seulement par nos compatriotes. Le Brésil est d'ailleurs, en tant que marché commercial, dans une situation qui exige autant de prudence que de perspicacité; entraînés par les crédits qu'offraient les négociants rivaux, les

débitants ont pris la mauvaise habitude des remboursements à longs termes. Or, il n'y a que l'intéressé seul qui soit en état d'apprécier jusqu'où peut aller la prolongation des échéances avant de devenir un danger.

Industrie. — Le rôle de l'industrie française au Brésil aura beaucoup d'analogie avec celui que nous venons d'indiquer au commerce ; elle aussi, elle aura à changer, améliorer et créer. Qu'elle exploite les matières premières comme les bois et les minerais, ou qu'elle s'emploie au décorticage des graines, à la fabrication du sucre et de la cachaça[1], qu'elle fasse de la faïence, de la soie, de l'huile ou du gaz, qu'elle prépare des laines, des viandes ou des cuirs, partout et longtemps elle aura à lutter contre la routine et l'inertie, mais elle pourra compter sur l'encouragement de cette phalange d'hommes supérieurs que le progrès de l'éducation va chaque jour grossissant. Nous croyons qu'une des aptitudes intellectuelles du peuple brésilien accélérera ses progrès industriels, nous voulons parler de son goût pour la mécanique. Il n'est pas de

1. Eau-de-vie de sucre.

voyageur qui n'ait rencontré, au milieu des solitudes de l'intérieur, d'ingénieuses machines suppléant à l'insuffisance des bras, et ayant pour inventeurs des hommes qui n'avaient jamais vu un moulin.

Pour se faire une idée, même approximative, de la carrière ouverte par le Brésil à l'industrie européenne, il faut distinguer deux sortes d'action procédant, l'une de l'initiative intellectuelle, l'autre de la puissance collective; les services qu'il faut demander aux sociétés anonymes ou en commandite seront indiqués dans le prochain chapitre qui traitera des grands travaux d'utilité publique; nous n'avons à mentionner ici que les entreprises d'intérêt local.

Il est beaucoup plus court de dire ce que possèdent les provinces et leurs villes que d'énumérer ce qui leur manque.

Moins régulières que les cités d'origine espagnole, les villes du Brésil, la capitale exceptée, sont mal bâties, privées de pavage et d'éclairage; quelques églises rappellent seules l'ancienne opulence des contrées aurifères; les établissements publics, palais des gouverneurs, tribunaux, hospices, prisons, etc., sont généralement de grandes constructions sans style et

sans solidité, destinées à disparaître. Quelques couvents, aujourd'hui dépeuplés, attestent néanmoins que l'Église du Brésil fut une des plus riches de la chrétienté.

Nous avons déjà dit que les routes proprement dites n'existent qu'à l'état embryonnaire autour des principales villes. Les grands centres de l'intérieur ne sont donc reliés au littoral que par de larges sentiers parsemés de loin en loin de ranchos dépendants d'habitations qui se refusent à animer la route [1].

Les chemins vicinaux sont naturellement encore plus rudimentaires que les grandes routes; aussi un guide est-il indispensable pour se rendre d'un point à un autre, en dehors des principales artères. On traverse les cours d'eaux sur des ponts dont le mauvais entretien révèle l'insouciance des administrations locales.

Les rivières constituent, au Brésil, comme

1. Nous sommes heureux de dire que l'absence d'auberges dans l'intérieur du Brésil s'explique par la persistance des mœurs patriarcales; quelques lettres de recommandation, renouvelées d'étape en étape, permettent aux voyageurs honorables de parcourir le Brésil en couchant toujours sous un toit hospitalier. Quant aux muletiers et aux pauvres compagnons, ils ont trop l'habitude de transformer leur selle en traversin et leur poncho en couverture, pour s'inquiéter d'un autre gîte que celui qu'offre la forêt ou le rancho.

dans tous les États peu peuplés, de précieux auxiliaires aux routes; aussi leur voisinage ajoute-t-il plus au prix des terres que ne le fait la proximité d'un chemin de fer à l'égard de celles de l'Europe. Mais tout en reconnaissant la puissance de ces voies naturelles, il est bien rare que la certitude d'une plus-value immédiate porte les propriétaires intéressés, à faire des travaux nécessaires pour rendre navigables les cours d'eau qui pourraient facilement le devenir.

Nos lecteurs doivent actuellement avoir une idée de ce qui reste à faire pour amener le Brésil, non au niveau où l'Europe est arrivée en 1857, mais au point où elle était au commencement du siècle.

Dire que cette tâche demandera, seulement pour être convenablement dirigée, un million d'hommes actifs et intelligents, c'est rester au-dessous de l'estimation la plus modeste.

CHAPITRE IX.

DES GRANDS TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE AU BRÉSIL.

Nous avons indiqué dans le précédent chapitre quelle devait être l'action de nos compatriotes joignant au désir de s'enrichir l'intelligence de chercher la fortune là où elle se trouve assurément : dans le développement forcé des progrès d'un grand empire.

Nous allons continuer notre examen en nous adressant tout à la fois aux spéculateurs capables de diriger de grandes affaires, et aux modestes capitalistes qui veulent trouver dans leurs placements la certitude d'un intérêt élevé et les chances d'une bonne affaire.

Pour comprendre combien est vaste le champ des travaux au Brésil, il faut se rappeler les deux faits sur lesquels nous avons particulièrement appelé l'attention de nos lecteurs, savoir : la configuration topographique d'une part, et

de l'autre, l'éparpillement de la population lors de la découverte des mines d'or.

De ces faits si importants pour l'économie politique brésilienne, naît une double nécessité : le ralliement de groupes épars au moyen de voies de communication intérieures, et la création de débouchés propres à faciliter l'exportation des produits.

Il faudrait des années d'études pour déterminer le tracé des chemins de fer et des canaux qui doivent donner l'homogénéité commerciale à l'empire ; mais il est permis à tout écrivain qui connaît la configuration du Brésil, d'émettre son avis sur l'ensemble des voies de ralliement et d'écoulement.

Considérons d'abord la région maritime, celle surtout qui se trouve entre la Serra-Domar ou Géral et la mer, de beaucoup la plus avancée sous le rapport agricole et commercial ; elle ne réclame que des perfectionnements dans le cabotage et quelques travaux hydrauliques d'une exécution facile. Il est bien vrai que l'organisation douanière nuit au développement de ses échanges, mais ce sont là des inconvénients que le temps corrige infailliblement.

Avec la chaîne maritime, les difficultés sur-

gissent tout à coup. Si des affaissements de la Serra offrent de loin en loin, de faciles passages, ces voies de communication ne sauraient suffire.

Nous avons dit que les Nord-Américains obvièrent jadis à des difficultés de même nature en faisant franchir l'obstacle par des canaux éclusés, établissant une communication facile et peu coûteuse entre les grandes vallées du centre et la mer.

Aujourd'hui, le monde civilisé adopte presque partout les chemins de fer préférablement aux canaux ; nous croyons qu'on a trop dédaigné ces derniers et que l'administration brésilienne fera sagement de ne pas se montrer exclusive dans l'établissement des voies de communication; aussi, en parlant des grands réseaux à établir, nous admettons le triple concours des fleuves, des canaux et des chemins de fer.

Les perfectionnements de la viabilité ont pour but de faciliter les transactions économiques, mais aussi de resserrer l'homogénéité de l'empire, en mettant en rapport les divers groupes; si l'exportation demande des lignes perpendiculaires au littoral, le ralliement politique en exige de parallèles.

On obéira à cette double urgence :

En ralliant d'abord le Haut-Paraguay à l'un des affluents de l'Amazone et la partie supérieure du *Parana*, dont la chute peut être facilement éclusée, aux Tocantins ou à l'Araguay ; il serait nécessaire, en outre, de canaliser le San Francisco et d'établir, au point où il cesse d'être navigable, un chemin de fer aboutissant à Port-Alègre avec embranchement sur Santos. C'est sur cette ligne mi-fluviale, mi-ferrée, la plus rapprochée du littoral que viendraient se souder les chemins *transversaux* de Bahia, Pernambouc, Rio Janeiro et ceux destinés à relier les lignes ci-dessus indiquées.

Nous nous garderions bien d'indiquer le parcours des tracés et les villes qui doivent profiter les premières de l'avantage si considérable résultant d'un chemin de fer. Nous avons voulu simplement établir que le Brésil aurait à solliciter l'assistance européenne pour l'établissement d'une grande vicinalité qu'on ne saurait évaluer à moins de vingt mille kilomètres.

Cette œuvre colossale a déjà reçu un commencement d'exécution, depuis plus d'une année, les travaux des lignes de Rio Janeiro au Parahyba et de Bahia, vers l'intérieur, sont en pleine activité.

Si les fonds qu'on voulait demander à l'Angleterre ont, en fait, été fournis par les Brésiliens, il faut dire que le gouvernement central et les provinces ont dignement secondé l'élan national, en assurant, le premier, un maximum d'intérêt de 5 p. 100, et les budgets provinciaux en ajoutant 2 p. 100 à la garantie de l'État.

Mais le patriotisme ne saurait suppléer aux capitaux brésiliens évidemment insuffisants, eu égard à l'immensité du réseau que nous avons esquissé : le temps n'est donc pas éloigné où nos compatriotes seront appelés à parfaire les sommes nécessaires à l'achèvement de ce prodigieux travail.

Si, comme nous l'espérons, la paix s'établit enfin dans l'Amérique du Sud, le Brésil sera aidé dans son œuvre par des États encore plus intéressés que lui à l'ouverture de faciles débouchés vers l'Atlantique. Il est certain que le jour où la Bolivie, le Pérou et l'Équateur songeront sérieusement à développer leurs véritables richesses, celles que leur assure un sol d'une fertilité sans pareille, ces puissances, disons-nous, devront offrir au gouvernement impérial de hâter, par des subsides, la canali-

sation des affluents de l'Amazone et du Haut-Paraguay.

A la fin du dernier siècle, un gouverneur du Matto Grosso a fait passer un canot d'un sous-affluent de l'Amazone dans le bassin du Paraguay. N'est-ce pas là une de ces mises en demeure qu'une grande nation ne saurait décliner? Quant à nous, nous regrettons que ce canot n'ait pas été conservé dans le musée national de Rio Janeiro comme une éternelle incitation à un travail qui, même dans l'état actuel du Brésil, n'offre pas d'insurmontables obstacles.

CHAPITRE X.

A QUELLE NATION LE BRÉSIL DOIT-IL DEMANDER ASSISTANCE ?

Nous avons énuméré les plus pressants besoins du Brésil et l'assistance qu'il réclamait de l'Europe ; nous avons également prouvé que rien dans le caractère national, dans la constitution, ne faisait obstacle à l'émigration française vers l'Empire ; il nous reste à établir, en tenant compte de ces mêmes éléments de nationalité et de politique, que la France est presque exclusivement appelée à seconder le Brésil dans son œuvre de défrichement et de développement commercial et industriel.

Cette étude est d'autant plus nécessaire que, jusqu'à ces derniers temps, les hommes d'Etat de l'Empire semblaient ne pas avoir suffisamment apprécié la nécessité de l'intervention française et l'espèce de monopole qui lui est réservé dans

le grand œuvre de la régénération de l'Amérique catholique.

Aussitôt que la traite fut réellement anéantie au Brésil, la grande, l'unique préoccupation économique des gouvernés et des gouvernants fut de remplacer les bras esclaves prêts à faire défaut [1] par des bras libres. Tournant les yeux vers l'Europe, ils virent que seuls les Allemands quittaient par groupes nombreux leur ingrate patrie, pour chercher aux États-Unis une existence plus large et des institutions plus libérales.

Les Brésiliens qui, eux aussi, pouvaient offrir aux émigrants de vastes espaces et toutes les libertés, pensèrent qu'en faisant appel aux colons de la race germanique, ceux-ci se partageraient, et qu'un nombre plus ou moins considérable viendrait peupler les immenses et fertiles déserts du sud de l'Empire.

Mais l'appel ne fut généralement entendu que par cette infime partie de la population qui, n'ayant aucune ressource, est privée par cela

1. Au Brésil, les diverses exigences de l'agriculture seraient seules une cause d'extinction de la race noire. Les plantations où l'on cultive la canne à sucre emploient les hommes en grande majorité; celles où l'on récolte le café ont beaucoup plus d'avantage à n'avoir que des femmes, les deux sexes sont donc ainsi séparés sans préméditation aucune.

même de la liberté de ses mouvements. Comme, dans les temps modernes, c'est toujours par les déshérités que commencent les émigrations, le gouvernement brésilien ne se rebuta pas, il continua ses efforts, espérant que les classes plus élevées suivraient enfin ces enfants perdus de l'armée des défricheurs; mais les résultats ne répondirent pas à l'insistance de ses agents de tous grades.

Le nombre des émigrations au Brésil reste insignifiant comparé aux innombrables phalanges qui se dirigent spontanément vers les grandes vallées de l'Ohio et du Missouri.

Et ce qui est à considérer, ce n'est pas l'insuccès de leurs compatriotes, au Brésil, qui empêche les Allemands de se fixer sur les terres de l'Empire, car tous, à l'exception des indignes, y trouvent un accueil hospitalier et une existence facile. Au besoin même, le trésor public vient en aide à ceux qu'une trop nombreuse famille retient dans la misère.

Et non-seulement les émigrants allemands n'ont individuellement qu'à se féliciter de leur sort dans l'Empire; mais, réunis en corps, ils ont encore mieux réussi; la colonie de San Léopoldo, située dans la province de San Pedro, prit même

dès son origine un remarquable développement, qui s'est accru au point de faire de cet établissement l'un des plus sérieux centres de production.

Quelle est donc la cause qui empêche la race allemande de se fixer sur cette belle et riche terre qui l'appelle depuis si longtemps?

La cause, c'est ce mystérieux sentiment moitié intellectuel, moitié instinctif, qui groupe les hommes en nations distinctes.

Et nous ne saurions trop insister sur ce fait, qui prouve mieux que le raisonnement l'antagonisme entre les deux familles saxonne et latine, c'est que le succès, ce grand et invisible argument, non-seulement reste sans résultat au Brésil, mais qu'à un certain point de vue, il aboutit à des échecs. Cette assertion demande à être expliquée.

Nous avons dit que plusieurs colonies allemandes réussissaient au Brésil, et qu'une d'elles avait atteint un remarquable degré de prospérité[1]. Eh bien! qu'en est-il résulté? Sans doute qu'après vingt-cinq années cette colonie est devenue un centre saxon-brésilien où les deux races vivent confondues?

1. Dans le dernier rapport au directeur général des terres, nous trouvons les renseignements les plus satisfaisants.

Nullement! Les Allemands restent Allemands; et, si le gouvernement ouvre des écoles à l'usage des générations nouvelles, ces écoles demeurent à peu près désertes, tandis qu'une nombreuse clientèle est assurée *aux écoles allemandes fondées et payées par les colons.*

Dans les autres colonies, les émigrants sont en trop petit nombre pour s'isoler aussi complétement; ils apprennent du Portugais ce qu'il en faut savoir pour les besoins de la vie: mais ouvrez leur modeste bibliothèque, écoutez les chants de leurs enfants, et vous constaterez que les populations sont et resteront Allemandes. Pourquoi? Parce que les deux nations qui vivent sur le même sol ne s'attirent ni par leurs vertus ni même par leurs vices. L'Allemand et le Brésilien ne peuvent fraterniser nulle part, et le cabaret même, cette impure, mais puissante source de fusion, ne les a jamais réunis.

Et que les Brésiliens ne soient pas choqués de cette obstination des populations allemandes à s'isoler. Cette inaptitude à la fusion est un des caractères indélébiles de la race germanique.

Partout où on la suit, on la voit restant fidèle à son caractère, à ses mœurs, à sa philosophie comme à sa poésie, sans s'inquiéter si cette na-

tionalité persistante est un acte de patriotisme ou d'ingratitude.

Catherine de Russie a fondé des colonies allemandes dans la Russie méridionale, l'Autriche en a établi en Transylvanie, et la Suède sur divers points de son territoire. Eh bien ! d'aussi loin que vous voyez ces villes ou ces villages, vous devinez que là habite une autre race. Et bientôt, en effet, vous retrouvez un pur rameau de la grande famille saxonne.

Mais pourquoi chercherions-nous au loin des exemples de *l'infusibilité* des Allemands, alors que la France en offre le témoignage le plus concluant. Non-seulement elle possède l'Alsace depuis deux siècles, mais encore, par le fait du recrutement, elle a retenu au cœur du pays un quart des Alsaciens. Eh bien, ils n'en sont pas moins restés plus Allemands que Français, tout en étant fiers de porter ce dernier titre. Il est donc évident qu'ils restent Allemands malgré eux, et que par conséquent, il n'y a pas plus lieu de les en louer, dans certains cas, que de les en blâmer, dans d'autres ; aux États-Unis on peut constater que, malgré une origine commune, ce n'est que difficilement que la fusion s'opère entre l'Anglais et le Saxon, ce dernier hésitant à renouveler dans le Nouveau

Monde l'union qui se fit dans l'ancien. Du reste nous ne sommes pas le premier à constater ces faits. Nous ne savons quel écrivain d'au delà du Rhin, H. Heine, croyons-nous, a dit que là où trois Saxons étaient réunis, l'Allemagne était reconstituée; c'est là une vérité que le Brésil doit prendre en sérieuse considération, non pour renoncer à des travailleurs laborieux, dociles, donnant partout l'exemple de l'ordre et des qualités domestiques; mais pour ne pas consacrer exclusivement à une assistance matérielle les capitaux qui doivent ouvrir une nouvelle ère au Brésil, non-seulement en augmentant sa production agricole, mais encore et surtout, en mêlant un sang nouveau à celui des conquérants. Quelque considérable qu'elle soit, l'assistance numérique sera toujours presque insignifiante, eu égard à l'étendue de l'Empire. Et si, à cause des oppositions que nous venons de signaler, le Brésil n'obtient jamais d'autres colons que ceux qui ne peuvent aller ailleurs, ses finances s'épuiseront sans résultats proportionnés au sacrifice. Il est une vérité fondamentale que nous croyons utile de poser dès à présent en axiome : c'est que, *en fait d'émigration, l'argent ne doit que déterminer un courant qui ait sa raison de succès dans les affinités de races;*

si donc après quelques années, il faut continuer les sacrifices, c'est qu'évidemment on a mal choisi son terrain.

S'il était besoin de chercher dans la politique intérieure des motifs pour modérer l'administration dans ses appels à l'émigration saxonne, nous établirions sans peine que, par ses traditions comme par son génie propre, l'Allemand tend au régime fédératif, dont la race latine se trouve si mal partout où elle essaie de l'implanter.

Nous devons répéter ici que jusqu'à ces derniers temps, le Brésil ne pensait pas avoir le choix des aides dont il a un si pressant besoin, et que même, s'il avait eu conscience du danger, il eût encore préféré des embarras lointains à une privation de bras chaque jour plus compromettante.

Et d'ailleurs, comment l'administration brésilienne se fût-elle adressée à la France, alors que la plupart de nos écrivains, abusés eux-mêmes, répétaient sans cesse que nos populations propres à tous les travaux de la civilisation, non-seulement ne voulaient pas émigrer, mais que, le voulussent-elles, elles n'avaient pas les qualités qui font le succès des établissements transatlantiques : cette double assertion renfermait tout à

la fois une étrange confusion des faits et une erreur manifeste. On faisait confusion, en ce qu'on rejetait sur nos travailleurs un tort qui ne fut jamais que celui de nos hommes d'état et de leurs agents. A partir du duc de Choiseul jusqu'à nos jours, il n'est pas de faute qu'on ne puisse reprocher à tous ceux qui, en France, se sont occupés de colonisation : mauvais choix des localités et plus mauvais choix de colons, imprévoyant gaspillage, despotisme absurde; tout semblait réuni pour amener des désastres qu'on se gardait bien d'analyser, car on fût arrivé à cette conclusion, que le plus prospère de nos départements eût été infailliblement ruiné si on lui eût imposé pendant quelques années le régime colonial français.

Pour conclure que les Français sont inférieurs, comme colons, aux Allemands, aux Suisses, aux Belges, aux Espagnols, il faut les voir sur le même terrain, surmontant les mêmes difficultés. Eh bien, toutes ces nationalités furent réunies sur le sol africain, et presque toutes se retirèrent vaincues par la fièvre ou rebutées par l'omnipotence du gouvernement militaire et les lenteurs de l'administration civile. Elles partirent ne laissant pour représentants que des hommes de

métiers ou des marchands ; les colons français seuls n'abandonnèrent pas le sol alors même que la mort les décimait.

Que l'on cesse donc de rejeter sur les victimes les fautes de chefs inhabiles.

Nous avons dit que dans l'appréciation qu'on fait de notre aptitude comme colonisateurs, une injuste confusion se joint à une erreur. Cette erreur, c'est la prétendue antipathie du Français pour le déplacement. Est-ce qu'un proverbe répété partout ne révèle pas au contraire la tendance générale aux émigrations ? *Nul n'est prophète en son pays,* disent les Normands, les Gascons, les Auvergnats, les Comtois, etc., etc., et chacun s'empresse de quitter sa ville, sa famille, pour aller à l'aventure chercher une fortune que l'étranger compte trouver à la place même où vivait l'émigrant. Nous avons fait, sur une petite échelle, il est vrai, des recherches sur les natifs de plusieurs villes, et toujours nous les avons trouvés en grande minorité vis-à-vis des immigrés.

Il est bien vrai que jusqu'à ce jour, le déplacement s'est surtout fait de province à province, mais nous avons des preuves *matérielles irrécusables* qu'un très-grand nombre de travailleurs

appartenant à tous nos départements sont prêts à traverser l'Atlantique aussitôt que les gouvernements français ou étrangers leur faciliteront le voyage[1].

Nous espérons que le Brésil, dans son intérêt surtout, profitera de cette disposition universelle. Comme colons, les Français n'ont qu'un défaut sérieux; ils sont impatients, et l'impatience engendre nécessairement l'instabilité; mais aussi quel parti des chefs intelligents peuvent tirer de ce besoin de faire vite; si d'autres nations sont peut-être plus aptes à fonder, c'est à nos compatriotes qu'il appartient d'accélérer le progrès, non-seulement parce qu'ils sont doués d'intelligence et d'initiative, mais parce qu'ils ont plus qu'aucun autre peuple chrétien la faculté de se fusionner par le cœur et l'esprit.

Nous avons dit que les jeunes Allemands de San-Léopoldo ne chantaient que les vers des poëtes d'outre-Rhin. A la troisième génération,

1. Ce qui est plus étrange, c'est que ce sont les populations réputées les plus casanières, vendéennes, bretonnes, comtoises, etc., qui semblent les plus disposées à l'émigration transatlantique. Les Irlandais, eux aussi, étaient cités pour leur attachement au sol, et l'on sera bientôt obligé d'établir des règlements restrictifs pour empêcher le déplacement de la verte Érin.

les fils des colons français ne parleront que la langue du Camoëns, et l'union sera d'autant plus complète que le caractère brésilien se sera, lui aussi, modifié dans le sens français. Nous avons signalé la fâcheuse influence qui résulterait, eu égard à leurs tendances fédérales, de l'immigration des Allemands; par tradition comme par caractère, les Français tendent à l'unité. Ils préféreront toujours être un grand peuple, même à être un peuple heureux; ils sont et resteront partout les apôtres de la solidarité, par instinct et pour l'accomplissement d'une mission providentielle, dont le plus grand nombre n'a pas conscience.

La Belgique, le pays de Liége surtout, doit fournir un contingent précieux, mais bien restreint. La Suisse franco-italienne, la Savoie, sont appelées à former des établissements sur cette chaîne de montagnes qui empêche les produits du centre de l'Empire de venir aux ports d'embarquement; convenablement aidés, ces vigoureux enfants des Alpes auront vite raison de ces *sierras* qu'on nommerait des collines, si on les comparait au Mont-Blanc.

La France, la Belgique et la Suisse, nous le savons, ne représentent pas à elles seules la

famille latine, et si nous ne consacrons que quelques lignes aux nations qui, comme elles, sont appelées à soutenir notre civilisation dans l'Amérique du Sud, c'est que le triste régime sous lequel elles épuisent leurs forces ne leur permet pas de fournir, quant à présent, un sérieux contingent aux jeunes nations du Nouveau-Monde.

Le Piémont seul, grâce à la puissance que possède un gouvernement libéral, peut renouveler dans l'économie politique le glorieux exemple qu'il a donné dans la politique; l'occasion de prendre en Amérique, comme en Europe, une place aussi honorable qu'avantageuse s'offre à lui. Que le gouvernement piémontais facilite l'émigration au Brésil de ses montagnards nécessiteux, et, en servant l'alliance qui doit exister entre tous les peuples latins, il aura bien mérité de l'humanité.

Que dire, du reste, de l'Italie, après qu'on lui a adressé un soupir et un regret?

L'Espagne produit toujours de braves et sobres travailleurs qui feraient la fortune d'un pays bien administré, mais qui, découragés, ne savent plus aujourd'hui fertiliser cette terre toujours secouée par les révolutions. Un assez

grand nombre de ces robustes travailleurs, chassés par les guerres civiles, traversent l'Atlantique ; mais une puissante attraction, résultat d'une commune origine, les porte à se fixer dans l'Amérique espagnole, bien que, trop fidèle imitatrice de la mère patrie, elle ne présente partout que trouble et confusion.

Enfin le Brésil reçoit chaque année du Portugal une quantité assez considérable de travailleurs ; mais la faible densité de la population dans la péninsule lusitanienne ne saurait donner un nombre d'émigrants proportionné aux besoins de l'Empire. Il paraîtrait, de plus, que l'émigration ne se recrute dans la mère patrie que parmi les classes non-seulement les plus pauvres et les plus ignorantes, mais encore les plus vicieuses, et par conséquent les moins capables de donner l'exemple de la moralité et du travail, là où elles s'établissent.

De son côté, le Portugal se plaint de l'accueil peu sympathique fait à ses émigrants ; il faut conclure de ces plaintes diverses que, d'un côté, les Portugais ont conservé vis-à-vis des Brésiliens quelques-unes de ces manières qui blessaient si profondément ces derniers alors que l'Empire n'était qu'une colonie, et que, de leur côté, les

Brésiliens gardent, peut-être à leur insu, vis-à-vis de leurs frères d'Europe, l'amer ressentiment d'une oppression encore trop récente.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE XI

COLONISATION FRANÇAISE AU BRÉSIL.

Nous pensons avoir prouvé que c'était surtout en France que le Brésil devait trouver l'assistance nécessaire à l'accomplissement de ses destinées économiques et sociales.

Il ne nous reste donc plus qu'à étudier les divers modes selon lesquels il peut employer cette force auxiliaire; cette étude est d'autant plus nécessaire que vingt années de recherches sur cette matière nous portent à penser que le gouvernement brésilien, tout en apportant une grande et vraie sollicitude à ce qui concerne l'immigration, n'a pas suffisamment apprécié les radicales différences que présente l'emploi de cette force, selon qu'elle fonctionne au profit

des particuliers ou pour le compte de l'État, c'est-à-dire, en vue de l'intérêt général.

Le développement que nous croyons nécessaire de donner, au point de vue brésilien, à la question d'immigration élucidera ce qu'il peut y avoir d'obscur dans l'idée que nous venons d'émettre. Nous divisons notre étude en deux sections bien distinctes.

PREMIÈRE SECTION.

L'Émigration employée au service des particuliers.

Avant d'étudier les moyens de *provoquer* l'émigration vers le Brésil, il est indispensable de détruire une illusion que partagent certains hommes d'État de l'Empire.

Nous voulons parler de l'émigration *spontanée*. Au delà de l'Atlantique, cette expression a un grand succès : dans les journaux aussi bien qu'à la tribune, tout le monde demande l'émigration *spontanée*, comme ici on demande que les laboureurs restent à la charrue. On oublie au Brésil que l'expatriation a sa raison d'être *dans la contrée qui envoie des émigrants* et non dans celle qui les reçoit. Les persécutions poli-

tiques ou religieuses, les misères excessives déterminent seules les émigrations *spontanées;* les émigrants cherchent alors au loin la liberté et le bien-être.

En dehors de l'Irlande, l'époque moderne ne présente aucun de ces grands et spontanés déplacements.

Aujourd'hui, l'émigrant cherche tout simplement une plus large rémunération de son travail, ou de la terre à bon marché; en un mot, l'expatriation n'est plus une protestation, c'est un calcul, une affaire. Envisagée ainsi, elle préfère encore telle contrée à telle autre; mais elle se décide en faveur de celle qui lui offre une fortune ou plus rapide ou plus certaine. La conséquence est que l'émigration sera d'autant plus active que l'assistance sera plus considérable. Cette digression terminée, revenons à l'examen de l'émigration provoquée au profit des particuliers.

L'intervention du gouvernement dans l'économie politique du pays est un besoin, on pourrait dire une infirmité propre à toutes les nations de la famille latine, le caractère saillant qui les distingue des autres sociétés.

Or, si cette intervention est nécessaire en

Europe, au centre d'une civilisation avancée, de quelle urgence ne sera-t-elle pas dans un pays où manquent tout à la fois les ressources matérielles et l'expérience!

Le gouvernement brésilien ne saurait donc refuser son assistance aux transactions de toutes sortes qui, dans l'Amérique du Nord, repoussent toute intervention gouvernementale. Non-seulement il est le promoteur naturel et indispensable des établissements d'utilité générale, il est encore, et pour longtemps, le patron des intérêts privés.

Or, aujourd'hui, le besoin le plus pressant, le plus général, est incontestablement l'importation de travailleurs étrangers : c'est donc sur ce point que l'intervention gouvernementale doit surtout se produire; et la nation le comprend si bien, que le parlement a récemment voté et mis à la disposition de l'administration la somme de 18 millions de francs.

Mais quelle est la manière la plus fructueuse d'employer cette allocation?

On ne saurait répondre à cette question avant d'avoir analysé sommairement les divers modes suivant lesquels l'émigration européenne a été employée au Brésil jusqu'à nos jours.

§ I. *Système primitif.* — De grands propriétaires ou des industriels font engager, en Allemagne ou en Portugal, des individus sans ressources. Employés sur les habitations ou dans les ateliers, ils remboursent les sommes avancées pour leur voyage, à l'aide d'une retenue opérée sur le salaire.

C'est le procédé le plus élémentaire. Ses principaux inconvénients sont, d'une part, l'arbitraire auquel peut donner lieu la fixation du salaire de la journée, et de l'autre, la difficulté pour l'importateur de rentrer dans ses avances, s'il vient à constater, ce qui n'est guère possible, que cette journée n'a pas été consciencieusement employée.

Remarquons que le personnel de cette émigration, recruté le plus souvent parmi les paresseux, les vagabonds et les mendiants des grandes villes, ouvre le champ à de nombreuses contestations.

Mais il n'est pas impossible de remédier, dans une certaine mesure, aux inconvénients de ce mode de recrutement, en choisissant mieux les colons et en formant de deux ou trois familles un groupe solidaire vis-à-vis du propriétaire.

§ II. *Système du partage des récoltes.* — Un

des hommes notables de l'Empire, le sénateur Vergueiro, ancien ministre et propriétaire de vastes plantations de café dans la province de Saint-Paul, a inauguré au delà de l'Atlantique un système d'immigration et de remboursement qui a été accueilli avec une faveur marquée. Voici en quoi consiste ce système :

Non-seulement les émigrants sont transportés, aux frais du propriétaire, de leurs villages à la plantation, mais ils trouvent encore à leur arrivée des maisons pour les recevoir. Cette arrivée concorde généralement avec l'époque de la cueillette du café, en sorte que les colons s'adonnent immédiatement à une occupation très-lucrative, puisque le propriétaire leur abandonne la moitié du *produit net* de la récolte.

Un *compte* courant est ouvert à chaque famille, on y inscrit les sommes avancées pour son voyage, sa maison et même sa nourriture, jusqu'au moment où les colons peuvent se la procurer sur le lot de terre mis à leur disposition.

Les résultats ont été avantageux pour M. Vergueiro, puisqu'il a donné une grande extension à sa spéculation et que plusieurs riches propriétaires l'ont imité. La facilité avec laquelle

ces diverses personnes ont pu recruter des colons prouve implicitement que les travailleurs se trouvèrent, eux aussi, satisfaits de ce mode de rémunération.

Il y avait donc lieu de regarder cette expérience comme concluante et d'en faire la base des opérations futures, si son succès ne dépendait pas exclusivement de la moralité du premier propriétaire importateur.

En effet, nous avons dit qu'on créditait le compte du colon de la moitié du produit de la récolte, mais nous avons souligné l'expression *produit net* parce que c'est là qu'est l'écueil.

La cueillette du café n'est que la première des opérations appliquées à cette précieuse fève; il reste à la décortiquer, la sécher, l'ensaquer, l'emmagasiner, la transporter enfin sur le marché où elle est vendue au cours moyen.

Or, qui ne comprend que la dépense nécessitée par ces diverses opérations, peut devenir, entre les mains d'un propriétaire avide, la source de dols que le colon ne peut guère déjouer, ignorant qu'il est de tout ce qui se pratique en dehors de la cueillette?

Il n'est pas même nécessaire, pour que la mésintelligence se mette entre le propriétaire et les

colons, que la tromperie existe, il suffit que ces derniers la soupçonnent.

De récentes perturbations dans les établissements de la province de Saint-Paul ont porté atteinte à l'excellence attribuée au système du partage des récoltes.

Nous croyons toutefois que, pour ne pas être applicable en tous lieux et adopté pour les colons de toute provenance, le système Vergueiro n'en est pas moins une conception heureuse qui n'a besoin pour rendre de grands services que de recevoir les perfectionnements de l'expérience.

Plusieurs modifications semblent devoir éviter les écueils que nous avons signalés.

On peut établir un prix officiel pour tous les travaux accessoires, et fixer également pour chaque exploitation le prix du transport de *l'Alquière* au marché régulateur ; ou, ce qui est plus simple encore, établir le prix du café tel que le colon le fournit au fur et à mesure de la récolte. Mis ainsi à même de vérifier l'exactitude de la part qui leur est attribuée, les colons ne verraient pas une odieuse exploitation de leur ignorance dans ce qui n'est le plus souvent que la déception résultant d'espérances exagérées.

Malheureusement tout ne sera pas dit après que les moyens que nous proposons ou d'autres plus convenables auront été adoptés. Il restera dans le système Vergueiro un écueil qu'il ne dépendait pas de cet honorable sénateur d'éviter, c'est la quasi-servitude de l'émigrant pendant plusieurs années [1]. Si les Allemands s'impatientent souvent de cette longue dépendance, combien ne serait-il pas imprudent d'y assujettir des Français !

Pour les immigrants en général et pour nos compatriotes en particulier, les administrations, aussi bien que les directeurs de colonies, doivent admettre que, du moment où le travailleur européen est bien acclimaté et connaît la langue, les travaux et les ressources du pays, il a le désir de l'indépendance; dès ce moment naît une impatience qui envenime les plus petites contestations. Le meilleur mode d'immigration sera donc celui qui fera le plus exactement con-

1. En supposant que la famille se compose du père, de la mère et seulement de deux enfants, nous arriverons facilement à 1,800 fr. de dépense. Quelque productif que soit le travail de la cueillette, les besoins de la famille satisfaits, il faut compter au moins trois années avant que la dette soit éteinte; et si la famille importée n'observe pas une stricte économie, si la maladie de son chef l'empêche de participer à une récolte, bien des années se passeront avant qu'elle recouvre sa liberté.

concorder l'époque de la libération avec le désir de la liberté.

Nous croyons que, comme règle générale, les avances ne devraient êtes faites que lorsque les immigrants pourraient les rembourser, au plus tard, vers le milieu de la deuxième année, époque à laquelle ils ne devraient rester débiteurs que de l'État qui laisserait au colon toute latitude de changer de profession et de choisir un nouveau patron. Nous indiquerons, à la fin de ce chapitre, dans quelle mesure l'assistance gouvernementale peut favoriser ce système en lui enlevant son plus grave inconvénient.

§ III. *Système de la vente des terres à crédit.* — Une compagnie de Hambourg, créée avec le concours de M. le prince de Joinville, a fondé, dans la province de Sainte-Catherine[1] sur une portion des terres données en dot à l'épouse du Prince, une colonie dont l'organisation, en harmonie avec le désir de posséder immédiatement qui anime les émigrants, serait susceptible de provoquer le courant d'émigration qu'il importe tant au Brésil d'élargir, si la compagnie avait les ressources nécessaires.

1. Voir l'Annexe A.

A Dona Francisca, le mode d'opération est le plus simple qui existe ; le directeur offre un abri provisoire aux émigrants venus à leurs frais sur des navires affrétés à Hambourg ; ils choisissent un lot qu'ils paient comptant ou le plus souvent à terme. Comme il arrive fréquemment que les ressources des émigrants sont épuisées dès leur arrivée, ils travaillent une partie de la semaine, soit pour des colons plus riches, soit pour le compte de la direction. Lorsqu'ils ont, par-là, pourvu aux besoins de leur famille, ils consacrent le reste de leur temps au défrichement de leurs propriétés.

Ils conservent ainsi toute leur liberté, et n'ont d'autres obligations que les paiements annuels qui doivent les libérer et qui sont moindres que l'impôt foncier qu'ils sont habitués à acquitter en Europe.

Ce mode de colonisation ne donne lieu à aucune contestation, à aucune critique, si ce n'est qu'il manque d'attraction, attendu que, dans la phase constitutive où se trouve le Brésil vis-à-vis de l'émigration, le plus sûr, peut-être l'unique moyen d'appeler les travailleurs européens, c'est de combler, sinon par des primes, tout au moins par des avances, la différence qui existe

entre les prix de traversée pour les États-Unis et ceux qu'on paie pour se rendre au Brésil[1].

Aussi, malgré l'état de prospérité incontestable de la colonie de Dona Francisca, la compagnie de Hambourg éprouve toujours d'assez grandes difficultés à réunir autant d'émigrants qu'elle voudrait en envoyer sur ses terres. Il serait à désirer que, soit en augmentant son capital social, soit en obtenant du gouvernement brésilien une subvention bien méritée par des efforts consciencieux et persévérants, cette compagnie pût avancer aux émigrants pauvres la faible somme qui leur manque et les décider, par-là, à se diriger de préférence vers la colonie de Dona Francisca.

§ IV. *Système du Rio-Novo.* — L'année 1855, il est bon d'enregistrer cette date, a vu se former à Rio-Janeiro une société qui, sous le titre de Compagnie du Rio-Novo, a fondé sur les bords de la rivière du même nom (province de

1. Les armateurs chargés d'envoyer des colons à Doña Francisca, font bien l'avance de moitié du prix de la traversée, mais en l'augmentant d'un quart, ce qui ne procure qu'un faible soulagement et crée au colon père de famille une lourde dette. Pour l'émigrant français, le prix de traversée se trouve augmenté de celui du Havre à Hambourg qui est, quant à présent, le seul port d'embarquement pour la colonie.

Espiritu Santo) une colonie sur des bases que nous croyons sans antécédents au Brésil.

Cette compagnie a fractionné sa concession en lots d'environ vingt hectares; sur chacun de ces lots elle fait élever une maison; un cinquième des terres est non-seulement défriché, mais planté et ensemencé. A ces travaux si bien faits pour attirer les émigrants, la compagnie du Rio-Novo joint les avances nécessaires pour effectuer le voyage d'Europe au siége de la colonie, la fourniture des outils, semences, et enfin l'alimentation jusqu'à la première récolte.

Et la même libéralité se reproduit dans le mode de remboursement. Cinq et même sept années sont accordées aux familles ou groupes de cinq adultes qui achètent un des lots.

Quant au fonds de terre lui-même, le colon peut en jouir en toute propriété, moyennant une rente perpétuelle de *cent francs* rachetable à sa volonté, moyennant vingt annuités.

Des établissements de première nécessité comme machines à manioc, scieries, moulins à sucre, à décortiquer, à huile, etc., facilitent l'installation et le développement des populations.

Établis près du littoral, les colons peuvent, à

leur choix, vendre leurs produits au directeur de la colonie ou les expédier pour la capitale de l'Empire.

Nous ne savons si quelques vices d'application ne viendront pas atténuer l'excellence de cette combinaison, mais nous n'hésitons pas à dire que ce système de colonisation est tout à la fois le meilleur et le plus patriotique; car l'expérience a prouvé que vis-à-vis du Rio-Novo, ce ne sont pas les colons français qui manquent à la colonie, c'est elle qui ne peut suffire aux trop nombreuses demandes de vigoureux travailleurs bien propres à faire à la fois leur fortune et celle de la société[1].

L'exposé qui précède dicte la réponse à la question que nous nous étions posée : Quelle part doit être appliquée aux individus dans les fonds votés pour déterminer l'émigration européenne au Brésil?

1. Nous croyons que la compagnie du Rio-Novo a poussé trop loin le système d'avances, en allant jusqu'à payer le voyage du colon, de son village au port d'embarquement. Nous ne considérerons jamais la pauvreté comme un vice, mais nous croyons qu'il n'est pas d'adulte qui, avec du courage et de la sobriété, ne puisse gagner le point d'embarquement. C'est donc seulement aux ménages embarrassés de jeunes enfants qu'il faudrait avancer le voyage entier.

Cette quotité doit être assez considérable :

1° Pour établir l'égalité entre les traversées d'Europe au Brésil et celles d'Europe aux États-Unis, soit une prime fixe de 100 francs à tout passager d'entre-pont.

Observons, en passant, qu'il y aura quelques précautions administratives à prendre [1] pour que les armateurs ne profitent pas d'une partie de cette prime expressément réservée aux colons.

Après les mesures générales viennent les diverses combinaisons que suggèrent la profession et la situation des émigrants.

2° L'émigration libre étant la meilleure, à tous égards, c'est elle surtout que le gouvernement doit provoquer en *prêtant* aux travailleurs nécessiteux une partie de la somme nécessaire à leur traversée. En admettant que la prime de compensation ait ramené le prix de la traversée à 150 fr., nous voudrions un tarif de *prêt* établi sur les bases suivantes [2] :

1. Une déclaration écrite, visée par le consul brésilien du port d'embarquement, un article spécial du contrat de passage indiquant qu'il a été tenu compte au colon de la prime d'importation, enfin une publicité suffisante assureraient, nous l'espérons, le bienfait de la mesure. Comme moyen coercitif, l'administration brésilienne pourrait, en cas de fraude, retirer à l'armateur l'autorisation d'embarquer des émigrants à prime.

2. Cette partie de notre ouvrage était imprimée, lorsque nous

Pour l'adulte isolé, 75 fr.

Pour un groupe de cinq adultes *solidaires*, chacun 100 fr.

Pour les enfants au-dessous de dix ans, 60 fr.

3° Tout chef de colonie, propriétaire et industriel faisant venir des groupes ou des familles de colons, recevrait, à titre de prêt, une somme égale à celle par lui avancée; il resterait responsable de ladite somme, qui devrait être remboursée de la manière suivante : 1° La part afférente au chef de famille pendant la première année ; celles de la femme et des enfants donneraient lieu, chacune, à une prorogation de six mois, en sorte qu'un ménage ayant trois enfants aurait trois ans pour payer.

Nous croyons que nonobstant le grand stimulant qu'elle fait naître, l'avance pour la traversée *entière* ne devrait être admise qu'à titre exceptionnel, et surtout pour des groupes *solidaires*. Cette solidarité sur laquelle on sera peut-être

avons eu connaissance des mesures adoptées par la compagnie d'émigration de Rio-Janeiro. Nous consacrerons dans une prochaine édition une large place à l'examen des moyens employés par cette patriotique société. Disons seulement, quant à présent, que le gouvernement qui ne pouvait se faire lui-même le prêteur des colons nécessiteux, a mis l'association à même de le suppléer; il ne pouvait trouver une meilleure combinaison pour arriver sûrement à ses fins.

surpris de nous voir tant insister, donne plus de garantie de moralité que ne sauraient le faire les certificats et les attestations des maires et des curés.

Toutes larges que soient ces combinaisons, elles n'auraient qu'une médiocre efficacité si le gouvernement ne garantissait l'avenir des colons libres et de ceux qui le deviendraient successivement, en s'assurant, par une voie quelconque, dans chacune des *commarcas* des provinces de Minas, Saint-Paul, Parana, Sainte-Catherine et Rio-Grande du sud, de terrains convenables, qui seraient vendus un peu au-dessous de leur valeur réelle, mais resteraient *grevés d'une contribution foncière* annuelle de cinq pour mille du prix de la vente.

Au gouvernement incombe encore une autre tâche, celle de modifier les cultures ou plutôt d'en introduire de nouvelles en rapport avec la constitution physique des émigrants. Par une persistance qui lui fait honneur, l'administration est parvenue à naturaliser le thé de Chine dans la province de Saint-Paul ; il lui faut à présent implanter la production de la soie là où elle peut réussir, c'est-à-dire dans la moitié de l'Empire ; grâce à des études faites avec beau-

coup de suite et de soin, il est établi que le Brésil possède plusieurs espèces de vers à soie produisant jusqu'à dix cocons par année, ces cocons plus pesants et non moins beaux que ceux d'Europe. Aucun sacrifice ne doit arrêter le gouvernement impérial dans ses efforts pour généraliser cette riche production qui assure un travail si convenable à la famille de l'émigrant. C'est là une mine non moins riche et plus certaine que celles qui attirèrent la population vers le désert. Par son prix, la soie peut être assimilée aux plus riches minerais ; mais elle n'a pas à craindre, comme ces derniers, la cherté des transports. Il dépend du gouvernement brésilien qu'elle devienne pour l'homme blanc ce qu'est le coton pour le possesseur d'esclaves.

La cire et le miel doivent aussi venir ajouter aux ressources des colons, parce qu'on les obtient sans fatigue, par un travail qui ne demande que des soins et de l'intelligence.

L'administration fera donc sagement de favoriser, par tous les moyens en son pouvoir, ces industries, qui, pour n'être que complémentaires, n'en sont pas moins dignes de son intérêt.

DEUXIÈME SECTION.

De l'immigration faite pour le compte de l'État. — Nous avons dit au commencement de ce chapitre, que le gouvernement impérial ne nous semblait pas avoir suffisamment tenu compte des divergences qui doivent exister dans l'emploi des fonds récemment accordés à l'immigration, selon qu'elle sert les intérêts privés ou qu'elle seconde les progrès du pays.

Ces divergences, on peut les formuler en quelques mots : dans le premier cas, c'est le simple *prêt* qui doit être la règle, la subvention intégrale n'étant que l'exception. Dans le second cas, la dépense est faite sans prétendre à restitution directe; de là la nécessité de lui faire porter tous ses fruits.

A l'encontre de l'émigration provoquée au profit des individus ou des compagnies, celle qui est faite pour l'Etat contient un élément exclusivement intellectuel et moral que nous étudierons en son lieu. L'ordre logique des matières veut que nous n'envisagions, quant à présent, l'immigration faite au profit de l'État

que dans son action matérielle ou plutôt économique, action qui se produit surtout dans les colonies que nous nommerons gouvernementales, à cause de l'État qui les fonde avec le concours des provinces.

Des colonies gouvernementales. — Le gouvernement central et les provinces ont créé au Brésil des colonies qui toutes prospèrent. Si c'est là, comme nous le croyons, tout ce que les fondateurs ambitionnaient, nous disons que ces entreprises, quelque excellents que soient leurs résultats, constituent une mauvaise spéculation gouvernementale, non pas à cause de ce qu'elles ont coûté, mais parce que les fonds provenant de toute une province ou de l'Empire n'ont servi qu'à faire quelques centaines, au plus, quelques milliers d'heureux.

L'équité, comme la bonne administration, veut que les fonds demandés à tous soient employés au profit de tous, ou tout au moins au profit du plus grand nombre.

Si, considérée à ce point de vue, la fondation des colonies gouvernementales absorbe une portion notable du crédit récemment voté par le parlement, elle exige au préalable, une étude

approfondie des besoins généraux, car, l'émigration faite au compte de l'État doit répondre à chacun des besoins du pays. Ces besoins sont nombreux, mais il en est un qui, sans conteste, prime tous les autres : c'est celui des communications.

Il serait oiseux d'énumérer toutes les raisons économiques, politiques, intellectuelles et morales qui exigent l'établissement immédiat de routes, canaux et chemins de fer[1].

Le dernier des planteurs du Matto Grosso en comprend la nécessité tout aussi bien que le négociant de Rio-Janeiro.

Nous n'avons pas, on le conçoit, la pensée d'indiquer une application spéciale, mais nous avons une connaissance assez exacte du pays pour assigner le rôle général que doivent remplir

1. M. Ch. Reybaud fait ressortir en ces termes la prééminence due aux travaux de route. « Mais les terres fussent-« elles prêtes à recevoir les colons, et ceux-ci eussent-ils com-« pris tous les avantages d'une expatriation au Brésil, le « mouvement d'émigration serait bientôt arrêté, si entre les « contrées où doivent se constituer les colonies et le littoral de « l'Atlantique, des voies de communication n'étaient pas ou-« vertes. Le Brésil manque de routes carrossables, tout le monde « le sait, et on le sait mieux au Brésil qu'ailleurs; et cette dif-« ficulté des transports paralyse tout à la fois la création d'ex-« ploitations nouvelles et le développement des exploitations « existantes. » (*Le Brésil*, page 115.)

au Brésil les colonies fondées par l'État ou les provinces. Ce rôle se définit en quatre mots. Les colonies gouvernementales doivent servir de *pivots aux progrès futurs;* en effet, c'est en les prenant comme points d'appui qu'on peut entreprendre enfin la grande vicinalité et satisfaire à toutes les obligations qu'elle impose.

Espacées de sept à huit lieues brésiliennes, les colonies fondées par l'État doivent être exclusivement et avant tout chargées de *l'entretien* des routes, canaux, chemins de fer [1] et lignes électriques ; car, ainsi que nous l'avons déjà écrit, tous les voyageurs ont signalé cette singularité, que les Brésiliens étaient moins impropres à faire de grands travaux d'utilité publique, qu'à les entretenir. On peut, croyons-nous, expliquer cette anomalie en observant que c'est la haute administration qui construit, tandis que ce sont les autorités locales qui veillent à l'entretien.

Non-seulement les colonies doivent concourir dans la mesure de leurs forces aux travaux généraux et provinciaux; elles seront en outre, et

1. L'établissement des lignes ferrées si difficiles au Brésil n'a de chance de réalisation rapide, qu'autant que les compagnies trouveront, le long du parcours, des centres où elles puissent réunir les forges, ateliers, infirmeries, etc.

simultanément des centres de production alimentaire et industrielle, où l'on trouvera des auberges, des relais de poste et de chariots, des ateliers de taillanderie, de charronnage, de bourrellerie. Elles auront un médecin, si c'est possible, souvent un vétérinaire, *toujours un maître d'école*. En un mot, elles offriront toutes les ressources de la civilisation au milieu du désert.

Et puis, à côté de leurs fonctions *générales*, les colonies de l'État en comportent de spéciales ; près des villes, elles sont de véritables écoles professionnelles où les jeunes Brésiliens viennent faire leur apprentissage. Si le gouvernement veut introduire de nouvelles cultures ou perfectionner les anciennes, les colonies, en dehors de leurs attributions générales, deviennent des fermes modèles et d'expérimentation. A proximité des grandes cités du littoral, dont le climat est si désastreux pour les enfants trouvés[1] elles contiennent des crèches et des salles d'asile.

Nous les avons appelées plus haut les *pivots*

1. Comme spécimen de ce que peuvent faire les colonies de l'État, nous avons adressé à M. de Panara, de regrettable mémoire, un travail dans lequel nous établissons *par des chiffres*, que l'on pouvait, à Rio-Janeiro, sauver cinq fois plus d'enfants abandonnés en dépensant moitié moins.

du progrès; ajoutons, pour finir, qu'elles seront entre les mains de l'administration le levier à l'aide duquel elle écartera les mille obstacles qui retiennent les populations centrales dans un si déplorable état; elles révéleront à première vue ce que peuvent le travail et l'intelligence.

Est-ce qu'en présence de tant de services demandés aux colonies fondées par l'État ou les provinces, la dépense, quelle qu'elle soit, peut être assimilée à celle qui n'aboutit qu'à créer un nouveau village ?

Il est vrai qu'envisagé ainsi que nous venons de le faire, l'établissement des colonies devient un fait social des plus importants. Le choix de leur emplacement, la composition de leur personnel, leur administration donnent à la direction générale des terres une telle importance, qu'elle devient de fait l'arcane de l'*avenir brésilien*.

Or, l'Empire ayant eu précisément la bonne fortune de trouver, dans les fonctionnaires qui dirigent cet important service, des hommes à la hauteur de leur mission, les fonds étant votés, il ne reste plus, selon nous, qu'à faire un sympathique appel à nos travailleurs pour que la grande œuvre commence.

CHAPITRE XII.

DES COLONIES MIXTES ET MILITAIRES.

Nous avons détaché ce chapitre du précédent parce qu'il a trait à un ordre de services exceptionnels parmi ceux que les Français sont appelés à rendre à l'Empire.

Nous avons vu en décrivant les frontières de l'Empire, qu'il avait pour voisins à l'ouest, la confédération Argentine, le Paraguay, la Bolivie, et le Pérou. De la première de ces puissances, le Brésil n'a à craindre qu'une propagande politique ou plutôt anarchique, de jour en jour moins dangereuse, attendu que, malgré leur ignorance, les populations de la frontière sont bien obligées d'établir un parallèle entre le pays qui offre toutes les garanties politiques et sociales et celui où la guerre civile et d'incessantes dilapidations mettent en danger la fortune et la vie des citoyens. Si la logique doit triompher un jour des mauvaises passions, ce ne sont pas les Brésiliens qui deviendront républicains, mais

les Argentins qui se donneront un Empereur[1].

Conséquemment, les nombreux corps d'armée que le Brésil entretient sur la frontière S.-O. pourraient, sauf les armes spéciales, être remplacés par des colonies mixtes, dont les habitants seraient susceptibles d'être instantanément mobilisés.

Le Paraguay ne doit son existence, comme état indépendant, qu'à l'anarchie qui, depuis la déclaration de l'indépendance, n'a pas cessé de régner dans les anciennes colonies espagnoles.

Un homme d'une énergie aussi étrange que persistante détacha naguère cette province du reste de la confédération sans autre motif que de se créer une dictature, où le bon, le ridicule et le tyrannique se mêlèrent, de telle sorte, qu'il est impossible de dire si définitivement le Paraguay gagna ou perdit sous l'administration fantastique du Docteur Francia[2].

1. Ces lignes étaient écrites lorsque parut l'ouvrage de notre excellent ami Xavier Eyma : *Les Deux Amériques*. Juge aussi impartial qu'éclairé, l'auteur résume en quelques pages la pensée qui plane sur notre livre : la dissemblance du génie des deux familles latine et anglo-saxonne, et les conditions diverses de leurs progrès dont la formule est au nord la république, soit la liberté illimitée, et au sud la monarchie représentative, soit l'autorité limitée.

2. Grâce au strict blocus dans lequel il enferma le Paraguay,

Son successeur n'a renié qu'en paroles les entraves politico-économiques qui fermaient naguère la province aux transactions commerciales; la force des choses l'emportera sur le mauvais vouloir du Dr Lopez[1]; mais il n'est pas moins nécessaire que le Brésil entretienne des postes sur le haut Parana. Plutôt destinés à surveiller qu'à intervenir militairement, ces postes pourraient être, sans nul inconvénient, confiés à des colons, cultivateurs de profession, soldats par occasion.

La Bolivie et le Pérou comprennent un immense territoire qui doit la plus grande partie de sa population blanche à la richesse de ses mines d'or et d'argent. Bien que très-appauvries, elles suffiront pendant longtemps à alimenter les projets ambitieux de chefs aussi avides que peu

ce pays échappa aux incessantes révolutions qui agitèrent la confédération Argentine; mais privés de tout contact avec les populations européennes, les Paraguaisiens reculèrent en civilisation.

1. Un traité garanti par le Brésil, la France, l'Angleterre, les États-Unis et la Sardaigne, ouvre enfin et irrévocablement la navigation du Paraguay au commerce de toutes les nations; et une compagnie, organisée par des Boliviens intelligents, a déjà préparé les moyens de faire arriver par le Paraguay les marchandises à destination de la Bolivie orientale et méridionale, jusqu'à Oliden. (*Voir la carte.*)

intelligents. Mais le désordre doit avoir une fin, même dans l'Amérique du Sud, et s'il surgissait un homme aussi capable et plus heureux que le général Santa-Cruz, son premier soin serait de chercher dans l'agriculture la base des transactions économiques du pays. Or, l'agriculture Péro-Bolivienne qui a dans l'Est, à sa disposition, un des plus riches sols de l'univers, ne peut trouver d'écoulement, au Sud, que par le Paraguay, au Nord, que par les affluents de l'Amazone. Bien que le Madeira cesse d'être navigable sur une partie de son cours, il n'en est pas moins destiné à devenir le débouché du Pérou et de la Bolivie septentrionale. Ces deux États feront donc un jour d'incessants efforts pour s'assurer des deux rives du fleuve, et même, dans le cas où sa navigation resterait impraticable, pour empiéter jusqu'au Rio-Topayos ou tout autre affluent moins obstrué de l'Amazone. De là un danger permanent pour l'empire brésilien dont les populations riveraines sont beaucoup plus clair-semées que celles de la Bolivie et du Pérou. Il faut ajouter que cette frontière se trouve à huit ou neuf cents lieues du littoral, où se concentrent la force et la vie de l'Empire. Quand bien même le Brésil pourrait tenir indéfiniment emprisonnés

deux vastes États, il n'en manquerait pas moins à sa mission providentielle qui est de sauver l'Amérique latine en la faisant puissante.

Que le gouvernement impérial demande aux parties intéressées de contribuer pour la plus forte somme dans les travaux de canalisation du Madeira ou d'un chemin de fer latéral (là, où les roches obstruent le fleuve), qu'il se réserve la conduite des travaux et des droits de transit, nous le comprenons ; mais ce qui n'est pas admissible, c'est que, arguant du peu d'importance du Madeira pour le commerce du Brésil, il se refuse à ouvrir cette grande voie naturelle au commerce péro-bolivien.

Bien qu'à ces latitudes, la création de colonies composées d'Européens n'offre pas toutes les garanties désirables, nous pensons qu'en s'inspirant de ce qu'ont fait les Hollandais au Cap, et en choisissant les localités avec intelligence, on pourrait fixer des habitants de la France méridionale dans cette contrée, non pour s'y livrer à l'agriculture proprement dite, mais pour pratiquer l'élève du bétail, celle des vers à soie, et pour exploiter, outre la cochenille [1] toutes

1. Les procédés pour extraire le sulfate de quinine du quinquina sont si faciles aujourd'hui, que les colons français pour-

les richesses végétales aujourd'hui entièrement perdues.

En admettant que le gouvernement impérial soit obligé de dépenser pendant plusieurs années, en subsides, une somme égale à celle qu'il paie pour l'entretien de ses postes d'observation, il y aurait toujours avantage pour lui à créer des centres de population susceptibles d'attirer le commerce dans ces solitudes où l'Indien erre seul aujourd'hui. Bien que son heure ne soit pas venue, nul ne peut nier, qu'un jour, la grande vallée de l'Amazone ne doive jouer un rôle considérable dans la production américaine; il est donc d'une sage politique de prévoir cet événement et de se mettre en mesure d'en profiter en le préparant ; c'est parce que la population brésilienne ne saurait suffire à créer sur la frontière ouest des colonies mixtes, que nous réclamons une modification dans les contrats que l'administration passe avec les compagnies de navigation et de colonisation. Dans ces contrats il est stipulé que les colonies établies sur les frontières seront

raient faire eux-mêmes cette opération. Le sulfate de quinine valant en minimum le double de son poids en argent, il deviendrait avec la cochenille la base d'une exportation qui n'aurait pas à redouter les prix élevés de transport.

composées de nationaux ou de Portugais, à l'exclusion des autres Européens. Nous demandons que les Français soient également admissibles, non que l'intérieur ou le littoral ne puisse leur offrir des débouchés suffisants, mais parce qu'ils conviennent mieux que tous les autres peuples pour la garde des frontières. A l'encontre des Brésiliens et des Portugais, les Français aiment à guerroyer, et les habitudes de la vie militaire ont encore développé chez le plus grand nombre ce goût inné; c'est là une garantie que leur courage sera toujours à la hauteur de leur mission; nous aimons à croire que le gouvernement brésilien n'en a jamais douté, et que son exclusion s'explique par l'ignorance où il se trouvait de l'aptitude de nos compatriotes à lui fournir un contingent précieux. S'il en était autrement, si, comme quelques hommes d'État brésiliens nous l'ont dit, l'administration avait redouté une défection au profit de la Bolivie ou du Pérou, elle aurait singulièrement méconnu deux traits dominants du caractère français : la fidélité au drapeau et le besoin pour tous d'appartenir à une grande nation. C'est ce besoin d'être toujours *au premier rang* qui, à lui seul peut-être, expliquerait toutes les folies sou-

vent funestes, toujours généreuses de la nation.

En disant que les Français tiennent plus à la gloire qu'au bonheur, nous n'entendons pas décerner un éloge, mais constater un fait qui garantit qu'en aucune circonstance, il ne saurait entrer dans l'esprit des Français établis au Brésil de se séparer du grand et prédominant empire pour se joindre à des républiques qui n'ont pas la force de conserver entier l'ancien domaine de la monarchie espagnole.

Des considérations d'un autre ordre militeraient en faveur de l'admission des Français à la garde des frontières ; ils portent partout avec eux l'esprit d'unité et de centralisation nécessaire dans toutes les parties de l'Empire, indispensable là où l'administration a tant de peine à faire sentir son action.

Quelque longue que soit déjà cette étude, nous ne saurions la terminer avant d'avoir appelé l'attention des hommes de cœur de tous les pays sur un fait qui intéresse l'humanité tout entière.

Les Anglais, dans l'Amérique du Nord, les Espagnols et les Portugais, dans celle du Sud, ont exterminé les races primitives, et, comme punition de ce premier crime, ils ont vu leurs

efforts impuissants alors qu'ils prenaient des mesures pour conserver les restes des peuplades indigènes. Le Brésil apporte une sollicitude toute particulière à cette œuvre expiatoire; mais, pas plus que les autres conquérants, il n'a su rallier ces tribus errantes, qui sont tout à la fois une accusation et une menace contre la race blanche.

Les Français seuls, au Canada, dans la Louisiane, au Brésil, partout, ont su s'attacher les hordes sauvages; seuls, ils sont parvenus à leur inculquer les arts de la paix. Quelle gloire et quel profit l'administration recueillerait dans l'avenir, si, à l'aide des colons français, elle pouvait empêcher la disparition de ces anciens maîtres du sol, et, en les gagnant à la civilisation, hâter la prise de possession de la plus riche contrée du globe!

Pour nous résumer sur cet important sujet, nous dirons que les colonies du gouvernement doivent garantir la sécurité de l'Empire et son homogénéité par l'établissement des grandes communications, instruire les populations et porter le Brésil à un degré de prospérité proportionné à son étendue.

Nous le répétons à dessein une dernière fois : nos populations, qui commencent à connaître

l'empire sud-américain, *sont prêtes*. Un contingent annuel, que nous ne craignons pas d'estimer tout d'abord à dix mille âmes, attend les bâtiments qui doivent le transporter dans le Nouveau Monde.

CHAPITRE XIII.

DES BESOINS INTELLECTUELS ET MORAUX DU BRÉSIL.

Les nations, pas plus que l'homme isolé, ne progressent exclusivement par le développement des richesses matérielles, et il y a certainement moins de danger à ne pas défricher les forêts qu'à laisser l'esprit et le cœur sans culture. Si, par le fait de leur excellence native, les Brésiliens de l'intérieur ont résisté pendant des siècles au système le plus démoralisant qui se soit jamais produit, ils n'en ont pas moins besoin d'une régénération morale qui les rende dignes de leur admirable constitution.

Pour régénérer une nation, il faut le concours de deux hommes : le prêtre et l'instituteur. Or, tous deux manquent au Brésil. Quant au premier, il n'est pas nécessaire de rechercher si le tort doit en être attribué à l'administration centrale et provinciale ou au clergé lui-même. Bien qu'ils n'aient pas cessé de suivre, avec une exactitude et un zèle qu'on ne connaît plus en France,

les cérémonies du culte, on peut dire avec raison que les Brésiliens ont perdu le vrai sentiment religieux; ils n'aiment du catholicisme que ses fêtes, et restent plus ou moins sourds à sa morale. Il est certain qu'ils n'ont guère moins d'antipathie pour entrer dans les ordres que dans l'armée. Nous croyons que le gouvernement, aidé de quelques dignes prélats, parviendrait sans doute à ramener le clergé à cette pureté de mœurs si nécessaire au sacerdoce; mais n'est-il pas à craindre alors que le nombre des ecclésiastiques ne devienne de plus en plus insuffisant? Ici encore, c'est à la France exclusivement que le gouvernement doit s'adresser pour obtenir l'envoi au Brésil de ces courageux missionnaires qui vont affronter la mort, sans résultats appréciables, à la Chine ou au Japon, tandis que des nations très-catholiques sont prêtes à échapper non-seulement à l'obéissance papale, mais à la foi chrétienne. Nous demandons non-seulement que l'Empire continue à appeler les missionnaires français, mais nous voudrions que les séminaires de France reçussent le plus grand nombre possible des jeunes Brésiliens destinés au service des autels. Ils emporteraient au Brésil, indépendamment du savoir théologique, des con-

naissances en histoire naturelle et en médecine, qui ajouteraient à leur action morale, celle qui naît d'une supériorité intellectuelle mise à la disposition de tous.

En 1823, le gouvernement brésilien importa à Rio-Janeiro toute une académie de beaux-arts. Le sentiment très-louable qui avait dicté cette mesure ne tenait pas assez compte de l'état artistique des populations. Tenté après une longue oppression qui pesait encore plus sur les intelligences que sur les intérêts, cet essai prématuré, sans échouer entièrement, ne donna pas de résultats proportionnés aux dépenses qu'il avait occasionnées. Bien que les circonstances soient incontestablement plus favorables aujourd'hui, nous ne demandons pas qu'on renouvelle cette expérience, mais seulement qu'on appelle, là où le besoin s'en fait sentir, ceux de nos jeunes professeurs qui joignent à une capacité constatée par de sérieux examens ou des productions distinguées, le désir de voir et de connaître.

C'est surtout pour l'enseignement des sciences mathématiques et physiques que le Brésil doit recourir à nos compatriotes, afin que ceux de ses enfants qui ont une vocation pour ces utiles études ne soient pas obligés de venir les suivre

en Europe. Elles conviennent d'ailleurs, à l'opposé des études littéraires, à toutes les classes de la population. Qui peut dire que, s'ils eussent été mis à même de développer leur rare aptitude pour la mécanique, les habitants de la province de Minas-Geraes n'eussent pas inventé des machines permettant aux blancs de cultiver sans fatigues, et partant sans danger, la canne à sucre et les autres produits de la zone tropicale ?

Le gouvernement russe, qui avait plus d'une raison pour ne pas accueillir de maîtres étrangers, a compris que, pour un grand État, il était indispensable de former des corps savants qui fussent en mesure d'initier les populations aux sciences qu'on peut appeler *modernes*, à cause de l'extension toute récente qu'a prise leur enseignement. La Russie, disons-nous, a demandé aux nations régies par les constitutions les plus libérales, des professeurs, même des ouvriers, et c'est seulement grâce à ce concours qu'elle a pu soutenir la lutte contre les deux nations qui lui avaient formé des ingénieurs et des constructeurs de vaisseaux.

Le Brésil n'a pas à craindre la contagion des idées, il ne saurait être arrêté que par des

amours-propres peu dignes, puisqu'ils feraient obstacle aux progrès. Aussi, fort d'un long dévouement qui a fait ses preuves, demandons-nous l'élargissement de la loi sur l'instruction publique au profit des élèves de nos écoles normales et de ceux que produisent nos facultés.

QUATRIÈME PARTIE

Nous avons fait connaître le Brésil, tel qu'il est, analysant, d'une part, ses imperfections économiques et administratives, constatant, de l'autre, ses rapides progrès ; mais il est des questions qui, par leur importance ou leur nouveauté, ont besoin d'être traitées séparément. Elles font l'objet des trois chapitres qui suivent.

CHAPITRE XIV.

DE L'IMPÔT FONCIER ET DES DOUANES AU BRÉSIL [1].

Nous avons vu que le gouvernement brésilien avait emprunté à l'Europe et particulièrement à la France son organisation militaire et judiciaire. Cette similitude entre les deux pays pourrait porter à croire que l'assiette de l'impôt a, au Brésil, les mêmes bases que dans les gouvernements européens; quant à présent, il n'en est rien; au Brésil, comme dans toutes les anciennes colonies hispano-portugaises, un fait bien grave rappelle incessamment l'ancienne domination. Ce stigmate d'un passé d'oppression, c'est l'assiette de l'impôt. Le Brésil est un État immense, relativement riche et puissant, et, malgré cela, lui aussi est soumis à toutes les éventualités du régime colonial; pourquoi? parce que les six septièmes de son budget proviennent de

1. M. de Ponthoz a, le premier, fait ressortir les inconvénients et les périls de l'assiette de l'impôt brésilien; nous avons ajouté quelques arguments qui lui avaient échappé.

droits de douanes établis à l'entrée et à la sortie.

Il faut se hâter d'ajouter que le gouvernement a déjà tenté de modifier cet héritage du régime colonial, en essayant d'établir l'impôt foncier ; mais cette tentative, mal appréciée par les populations, a été la cause ou plutôt le prétexte de troubles assez sérieux pour que le pouvoir ait cru devoir ajourner indéfiniment l'application de cette mesure.

Nous disons ajourner, car un État dont toute la richesse est dans le sol, ne saurait vivre, s'il ne trouve dans ce sol même les éléments de son existence.

Outre le motif que nous venons de donner, le gouvernement impérial ne manque sans doute pas de bonnes raisons pour différer l'application de cette grande mesure, mais il doit saisir avec empressement les occasions qui se présentent de conquérir une situation normale. Or, la loi des terres et ses conséquences créent une de ces précieuses occasions.

Le cadastre de l'empire va mettre le gouvernement en possession d'une incommensurable quantité de terres qu'il vendra au fur et à mesure du développement de l'immigration européenne, immigration qui, non-seulement con-

naît les impôts fonciers, mais les a vu appliquer dans une proportion telle que, près d'eux, l'impôt brésilien sera complétement insignifiant; disons mieux : il sera une *consécration nécessaire* du droit de propriété, car un Français ne se sentira véritablement propriétaire de son domaine que lorsqu'il aura, pour ainsi dire, validé son droit par le paiement de l'impôt foncier[1]; et puisque la constitution de l'Empire admet un cens électoral, en est-il un plus normal que l'impôt foncier? Ceux qui le paient ne doivent-ils pas remplacer ces singuliers électeurs qui votent indirectement l'impôt qu'ils consomment. M. de Ponthoz l'a dit avec beaucoup de justesse : « Pour lier les intérêts agri-
« coles à l'action du régime électoral, il faut
« que le Brésil arrive au système des taxes
« directes et à l'impôt foncier. »

Si de l'individu nous nous élevons vers l'État, nous trouvons des arguments bien autrement concluants.

1. C'est, qu'en effet, le paiement de l'impôt pendant un certain temps peut à lui seul constituer un titre de propriété. C'est à tort qu'on a écrit que l'impôt foncier n'existait pas aux États-Unis. Il est très-minime, il est vrai, et ne se perçoit pas au profit du gouvernement central, mais le non-acquittement des taxes n'entraîne pas moins la confiscation des terres.

D'abord, en laissant aux provinces la moitié des produits de l'impôt foncier, le pouvoir central établit entre elles et lui une solidarité financière, lien puissant d'unité politique.

Assis pour la plus forte quotité sur l'impôt foncier, le budget n'a plus à craindre, pour ses recettes, d'oscillations perturbatrices provenant des crises financières ou politiques de l'Europe. Pour le Brésil, cette funeste solidarité est telle que la guerre d'Orient, à laquelle il resta complétement étranger, réduisit d'un vingtième les revenus de l'Empire.

Avec l'impôt foncier, le Brésil cesse d'être à la merci de toutes les puissances navales. Si, comme on ne saurait en douter, les représentants de l'Empire sont animés d'un bien légitime orgueil, ils doivent être impatients de changer un état de choses qui, dans une circonstance donnée, peut forcer le plus grand empire du monde à céder aux exigences du plus petit État de l'Europe. Nul ne peut le nier, si aujourd'hui le Danemark bloquait les ports brésiliens, les quatre cinquièmes du revenu public étant anéantis, tout l'édifice gouvernemental croulerait au bout de six mois. L'armée se licencierait, les tribunaux se fermeraient ;

l'Empire ne présenterait plus que l'image du chaos.

Mais il existe des intérêts encore au-dessus de ceux du gouvernement : ceux de la nation tout entière; or, ce sont ces intérêts qui demandent le plus impérieusement un changement dans l'assiette de l'impôt.

Un tarif de douanes n'est pas, comme on le croit, un instrument docile : c'est un fait complexe dont les conséquences peuvent être contradictoires selon qu'on les considère au point de vue fiscal ou à celui des intérêts nationaux.

Le gouvernement ne demande aux douanes que de l'argent, mais il ne peut empêcher que cette contribution à l'entrée ou à la sortie ne modifie considérablement l'économie politique du pays. En France, les douanes ont fait naître le sucre de betterave et le colza qui, avec le tabac, enlèvent les meilleures terres aux céréales; pourquoi? Pour nous faire payer le sucre et le tabac plus cher qu'à toutes les autres nations du monde; grâce aux douanes, le charbon de terre, le fer, les tapis, etc., etc., sont de trente pour cent plus chers en France qu'en Angleterre, non parce que le gouvernement profite de cette différence, mais parce que

la protection fait naître des cultures et des industries qui n'ont pas de raison d'être, et dispense les autres de se tenir à la hauteur des perfectionnements découverts par la science ou révélés par l'expérience.

Et puis, voyez la choquante contradiction de l'impôt douanier dans les nouvelles contrées. En tant que protectrices, les douanes doivent surtout favoriser les fabriques qui alimentent l'agriculture et pourvoient aux besoins de tous. Par conséquent, les établissements métallurgiques, les manufactures de tissus communs et la poterie devraient être protégés par des tarifs assez élevés pour garantir les produits nationaux de leurs similaires étrangers. Or, c'est le contraire qui arrive : dominés par les besoins généraux, les gouvernements sud-américains ne protégent efficacement que les fabriques d'articles de luxe; puisque ceux-là seuls sont garantis contre la concurrence étrangère par un droit d'importation de 40 à 50 pour cent.

Quelle est la conséquence de cette anomalie sur l'immigration ? c'est que ce ne sont ni des métallurgistes, ni des taillandiers, ni des tisseurs d'étoffes communes qui vont au Brésil, mais des marchandes de modes, des bijoutiers, etc., etc.

Si, comme nous en sommes convaincu, l'élève des vers à soie se développe au Brésil, l'Empire offrira ce singulier phénomène d'un État ayant des fabriques de soieries avant de posséder des tanneries.

Nous finirons notre plaidoirie par un argument qui eût pu nous dispenser d'en produire d'autres. Il est indispensable d'organiser l'impôt foncier, parce que le système douanier est incompatible avec le développement du Brésil; on pourrait même dire qu'il est géographiquement impossible; il n'y a pas de douanes sans armées douanières. En France, cette armée est considérable, et pourtant à l'exception de la frontière nord-est, c'est un État qui se prête admirablement au système protecteur, ce qui n'empêche pas la contrebande de se faire même sur des produits de peu de valeur, tels que les tulles et les tabacs. Pour protéger le Brésil efficacement, alors que les communications s'étendront dans l'Amérique du Sud et que l'Amazone sera ouverte, il faudrait un personnel de quatre-vingt mille préposés de tous grades. Si l'administration douanière est loin de s'élever aujourd'hui à ce chiffre, cela tient à ce qu'elle se borne à surveiller les principaux points du lit-

toral et que, au grand détriment des relations commerciales, elle n'entretient que de loin en loin des postes insuffisants. Nous ne signalerons que pour mémoire les malversations que fait naître en tous pays l'impôt douanier, et les vexations qu'il favorise [1].

Nous ne savons pas le tort que la contrebande fait au trésor, mais, ne fût-il que du dixième de l'impôt, il ne faudrait pas en conclure que, favorisée comme elle est naturellement par les populations, cette coupable industrie ne prendra pas un développement tel qu'il faudra dépenser une moitié de la recette pour garantir l'autre.

Le Brésil ne saurait, d'ailleurs, marcher à contre-sens du mouvement économique qui va sans cesse détruisant ou tout au moins abaissant les tarifs douaniers dans les deux Amériques aussi bien qu'en Europe. L'intérêt de l'agriculture brésilienne exige lui-même qu'on entre dans cette voie de dégrèvement continu.

1. Nous pouvons donner un exemple de la perte de temps qui résulte des formalités douanières : les bateaux à vapeur (très-défectueux du reste) qui longent les côtes depuis Rio-Janeiro jusqu'à l'extrémité sud, pourraient faire ce trajet en trois jours, ils en mettent plus de douze, perdant une journée à chacun des points de relâche.

Les traités de commerce ne sont au XIXᵉ siècle que des concessions douanières. Pour obtenir en Europe une réduction sur les droits quelquefois excessifs [1] auxquels est soumis le café brésilien, il faudra abaisser d'autant ceux qui frappent les vins et les articles manufacturés.

Il nous serait facile de continuer notre croisade contre l'impôt douanier, élevé, comme il est au Brésil, au rang d'arbitre souverain. Mais nous avons une trop haute opinion des hommes d'État qui veillent aux destinées de l'Empire, pour admettre qu'ils ne soient pas impatients de modifier ce legs de la domination métropolitaine. Plus leur tâche sera laborieuse dans le présent, plus haute sera leur place dans l'histoire du pays.

Si les peuples sont trop souvent ingrats envers les précurseurs du progrès, l'histoire répare tôt ou tard leur ingratitude; les populations européennes ont méconnu pendant un siècle le bienfait de la vaccine; voici cinquante ans que l'administration française lutte pour faire adopter

1. En réalité, le droit perçu en France pour les cafés brésiliens n'est pas de moins de *cent pour cent;* il est impossible que le gouvernement français ne consente pas à le réduire dès que le Brésil accordera une diminution sur les provenances françaises.

le système décimal; les obstacles qu'a rencontrés l'application de ces découvertes n'empêcheront ni Jenner ni les Conventionnels d'avoir bien mérité de la civilisation. Le gouvernement brésilien doit d'autant moins hésiter à établir l'impôt foncier que, après tout, il n'est pas impossible de faire comprendre aux plus récalcitrants propriétaires que l'impôt sert surtout à payer l'armée et la magistrature qui sauvegardent la propriété, et les grands travaux qui augmentent sa valeur, etc., c'est-à-dire que, garantissant d'un côté la dignité de l'Empire, il répond de l'autre à ce grand principe d'équité qui veut que l'impôt soit payé par ceux au profit desquels on le dépense.

CHAPITRE XV.

D'UN CRÉDIT NATIONAL BRÉSILIEN.

Selon nous, le Brésil emprunte trop à l'Europe, en général, et à la France en particulier; mais si nous désirons plus de circonspection à ce sujet, nous devons, d'un autre côté, hâter l'importation d'un établissement de crédit, promoteur indispensable des grandes entreprises que doit commencer bientôt l'empire sud-américain.

Nous ne cédons pas ici à l'engouement qui a fait créer des crédits mobiliers dans la plupart des États européens; nous croyons que cette association des capitaux destinés à stimuler les grandes industries du pays, ne convient pas à toutes les nations, mais elle nous semble véritablement répondre à un des besoins économiques des peuples catholiques.

Évitant d'entrer dans des détails qui ne nous paraissent pas indispensables, nous ne formulerons pas ici les statuts d'un crédit mobilier

brésilien, mais nous indiquerons ses principales attributions.

Le Brésil étant un Etat essentiellement agricole, c'est à l'agriculture que doit tout d'abord se rattacher la nouvelle institution de crédit. Elle aura donc pour première mission de faciliter l'établissement et le progrès des colonies privées en leur permettant de se rapprocher le plus possible du système du Rio-Novo. La fondation de ces colonies présente un vaste champ de combinaisons pour associer la propriété du sol, le travail et le capital. En Amérique, les éléments de richesse sont tels que ces trois éléments hostiles en Europe peuvent, au Brésil, s'harmoniser au grand profit de chacun d'eux.

Le crédit mobilier brésilien devra, croyons-nous, débuter par la création d'un vaste établissement de cheptel. Il faut avoir, comme nous les avons, des documents authentiques sous les yeux, pour oser affirmer que la viande fraîche est souvent au Brésil plus chère qu'en Europe. Or, nous l'avons dit, dans notre aperçu des richesses naturelles, *cent millions* de têtes de gros bétail ne peupleraient que bien imparfaitement les excellents pâturages de l'Empire.

A côté de l'agriculture se présente comme la

plus utile de ses annexes, le cabotage, établi aussi bien sur les grands cours d'eau de l'intérieur que sur le littoral. Un assez grand nombre de barques transportent, il est vrai, les denrées du lieu de la récolte aux ports d'exportation, mais ce service, généralement mal fait, est notoirement insuffisant. Le crédit mobilier doit surtout aider à la création de bateaux à vapeur dont la marche rapidité diminue les immenses distances qui séparent les divers centres de population. C'est en développant les services locaux qu'on formera le personnel d'une navigation au long cours digne du Brésil ; et c'est à son tour dans les équipages de cette marine transatlantique que l'État trouvera des marins comparables à ceux qui vinrent avec l'illustre Cabral jeter les fondements du grand Empire.

L'association financière que nous désignons par le titre qu'elle porte en Europe, titre que nous voudrions changer contre celui de *crédit national*, a une tâche non moins grande et plus laborieuse à remplir ; nous voulons parler de la création des chemins de fer. Le gouvernement et les assemblées provinciales aspirent avec une égale ardeur à voir les distances, ce grand en-

nemi du Brésil, annihilées par l'établissement des railways.

Pour arriver plus sûrement à la réalisation de leur commun désir, le gouvernement garantit cinq pour cent au capital engagé dans les trois lignes en voie d'exécution[1]; les provinces ajoutent individuellement deux pour cent à cette garantie. Nous donnons une entière approbation à cette mesure, mais nous ajoutons : Si c'est une des infirmités de la famille latine de ne pouvoir rien faire sans l'assistance gouvernementale, pourquoi, lorsqu'il s'agit d'intérêts également sérieux, favoriser telle entreprise préférablement à telle autre? Ne serait-il pas plus équitable de réunir en masse tous les grands travaux et d'en confier l'exécution au crédit national, en se réservant seulement la surveillance de l'emploi des fonds? Non-seulement on satisferait mieux ainsi à tous les besoins généraux,

1. Ces trois linges partent des grands ports brésiliens : Pernambouc, Bahia et Rio-Janeiro. Le chemin de fer de don Pedro II part de la capitale, se dirigeant vers Belem (cette section est terminée); il suit le faîte de la Serra do Mar, puis se divise en deux branches sur les deux rives du fleuve Parahyba. L'une de ces branches aboutit à Porto-Novo de Cunha, sur la limite des provinces de Rio-Janeiro et de Minas Geraes, l'autre se termine à Cachoeira, dans la province de Saint-Paul. La dépense totale est évaluée à 114 millions.

mais le gouvernement ne pousserait pas les capitalistes à méconnaître le mode selon lequel ces besoins peuvent être satisfaits.

En effet, quand même le gouvernement ne donnerait d'autre garantie que celle des fonds engagés dans les chemins de fer, il serait encore à craindre que cette faveur ne portât à établir ces chemins là même où ils peuvent être économiquement remplacés par un canal ou l'endiguement d'une rivière. Il ne faut pas que le Brésil se laisse trop séduire par l'espoir de passer sans transition de la viabilité la plus défectueuse à la plus perfectionnée ; cette dernière, par les immenses dépenses qu'elle nécessite, ne peut être d'une application générale.

Cet entraînement vers la construction des voies ferrées est d'autant plus à craindre que les Brésiliens, en considérant ce qui se passe aux États-Unis, peuvent être abusés par une analogie qui n'est qu'apparente. Les nord-américains établissent des railways jusque sur les nouveaux territoires, mais ce sont les aventureux capitalistes de New-York et de Boston qui se chargent de pourvoir aux dépenses, et ils le font d'autant plus volontiers que les clients, qui doivent faire la fortune de leurs entreprises,

arrivent chaque année par centaines de mille. Le Brésil n'en est pas encore là, soit qu'on envisage les capitaux accumulés, soit qu'on suppute le chiffre de son immigration.

L'Union n'a qu'à entretenir un courant établi; le Brésil doit d'abord établir ce courant. Or, rien ne prouve que les chemins de fer soient pour lui le meilleur moyen d'arriver à ce but. Même en admettant une analogie qui n'existe pas, on devrait se rappeler que mille bateaux remontaient le Mississipi et ses affluents avant qu'une seule locomotive eût fonctionné dans les États que d'innombrables réseaux de chemins de fer couvrent aujourd'hui dans tous les sens.

CHAPITRE XVI.

DES SUCCURSALES EUROPÉENNES.

Les besoins économiques du Brésil et ceux de la France se satisfaisant les uns par les autres, la fusion entre les deux nations se réalisera aussitôt que les deux empires auront fait pénétrer dans le sein de leurs populations respectives la connaissance de cet important fait social.

Mais parce que de graves problèmes auront été résolus en principe, il n'en faut pas conclure que cette solution doive passer spontanément à l'état de fait.

En France, régnaient, il y a quelques années à peine, les idées les plus fausses relativement au Brésil.

A l'exception des négociants qui savaient que les cafés de Rio Janeiro et de Saint-Paul se tiennent au-dessous du martinique, et de quelques exportateurs qui plaçaient avec de grands profits nos vins, nos étoffes de soie, nos livres, etc., les Français ne s'occupaient que de

loin en loin, et très-superficiellement du Brésil, persuadés que les modistes, les cuisiniers et les coiffeurs étaient seuls appelés à la fortune par delà l'Atlantique.

Nous avons pour notre part contribué à faire connaître le Brésil autrement qu'à un point de vue pittoresque et quelque peu fantastique. Si nous avons détruit des illusions poétiques, nous avons aussi fait justice d'erreurs très-préjudiciables.

Nous continuerons à faire connaître le Brésil *tel qu'il est,* matériellement et socialement parlant; mais le Brésil des affaires ne peut pas se révéler autrement que par lui-même.

Il n'y a rien à inventer pour cela, il suffit de prendre rang sur le marché. En quoi les omnibus de New-York, la canalisation de l'Èbre et cette interminable liste d'affaires de toute nature qui encombrent les places financières, auraient-ils plus le droit de figurer sur nos cotes que les fonds brésiliens? Pourquoi nos journaux industriels ne tiendraient-ils pas les capitalistes au courant de ce qui se fait et de ce qui est à faire au Brésil? Les placements à l'étranger, même dans des spéculations transatlantiques, répondent aux prévisions de beaucoup de personnes

qui tiennent à mettre une partie de leur fortune à l'abri des chances de perturbations si fréquentes dans le vieux monde. Si, comme les faits semblent le prouver, le concours financier est d'autant plus assuré que les entreprises qu'il alimente sont plus considérables, le Brésil peut, à cet égard, espérer le premier rang.

Les provinces ne trouveront pas, dès la première année, des souscripteurs à leurs emprunts, nous doutons même que les actions des chemins de fer brésiliens se négocient tout d'abord facilement à notre bourse; mais lorsqu'on saura aussi bien à Paris qu'on le sait à Londres, que, pour être séparé de l'Europe par dix-huit cents lieues de mer, le Brésil n'en est pas moins exact dans ses échéances, les capitaux de la France, aussi bien que ceux de l'Angleterre, viendront mettre le crédit national brésilien en mesure de remplir son immense tâche.

Si, d'un autre côté, les spéculateurs lisent d'abord avec étonnement que Saint-Paul demande à être éclairé par le gaz, que Port-Alègre appelle un entrepreneur de pavage, qu'une troisième ville a fait des fonds pour des monuments publics, etc., etc., la perspective de trou-

ver là-bas, quelques-unes de ces bonnes affaires devenues rares en Europe, décidera les plus aventureux à traverser l'Atlantique, et leur succès amènera le reste de ce troupeau de Panurge qui se compose des hommes d'affaires, gens fort peu accessibles aux sentiments de solidarité, liens naturels des nations d'une même famille, mais qui, attirés par l'appât du gain, n'aideront pas moins le Brésil à réaliser ses destinées.

Il nous semble donc très-désirable que le gouvernement brésilien crée à Paris une *agence économique* chargée non-seulement de provoquer l'émigration de toutes les classes d'individus, mais encore de faire connaître, à l'aide de la presse politique et industrielle, le mouvement des affaires sur les divers points de l'Empire; il faudrait, en un mot, organiser une sorte d'écho de toutes les demandes qui ne peuvent trouver leur satisfaction sans l'assistance des hommes ou des capitaux français.

CONCLUSION

—

L'émigration est un fait qui répond évidemment à une loi providentielle : il n'est pas de nation qui ne trouve dans ses annales un déplacement volontaire ou forcé. Pendant longtemps, colonisation et conquête furent les désignations diverses d'un même fait; aujourd'hui une grande vérité apparaît qui changera le mode d'occupation. En effet, tous ceux qui veulent voir, sont convaincus que la force, habile à détruire, ne sait rien fonder. Si, en Europe, les peuples prennent encore rang par le nombre de leurs baïonnettes; dans le Nouveau Monde, une autre hiérarchie s'organise qui réservera les premières places aux plus riches, partant aux plus laborieux.

C'est donc au développement intégral des richesses du sol que doivent tendre les nations américaines. Jusqu'à ces derniers temps, une

seule (l'Amérique du Nord) a complétement rempli sa tâche; malheureusement elle a compromis la grandeur de sa mission, en joignant à une rare énergie, une avidité, disons plus, une rapacité qui lui aliène, chaque jour davantage, les hommes pour qui le but ne saurait légitimer les moyens.

Ces hommes, nombreux surtout dans la famille latine, désirent que le drapeau du travail, déshonoré par d'improbes aventuriers, soit porté en Amérique par celle des nations catholiques qu'aucune atteinte aux droits internationaux n'a souillée.

Cette nation prédestinée, tout dit que ce sera le Brésil.

Seul parmi les États latins du Nouveau Monde, il a su conserver l'hérédité du pouvoir, unique palladium de la paix intérieure et de la force extérieure. Seul aussi, il a religieusement rempli ses engagements, alors que des discordes intestines auraient pu servir d'excuse, sinon à une banqueroute, du moins à des retards.

Mais pour accomplir sa glorieuse mission, l'Empire sud-américain manque de bras, et aussi de cet élan qui entraîne toute une nation, tantôt sur les champs de bataille, tantôt vers les grands

travaux de la paix. Un moment abusé, il a demandé assistance à cette même Allemagne qui, aux États-Unis, fournit le plus fort contingent aux bandes envahissantes. Bientôt convaincu que ses alliances sont là seulement où,

Jamais l'Anglais ne règnera,

il conviera enfin les forces, l'intelligence et les capitaux de la France à venir l'aider dans son immense et difficile entreprise; et il leur assurera, comme complément à une glorieuse page dans l'histoire de l'humanité, ces richesses matérielles que nous ne savons plus dédaigner.

Si, comme nous n'en avons jamais douté, le progrès social demande partout la coexistence des deux civilisations anglo-saxonne et latine, protestante et catholique, la France, qui a toujours été au service de l'idée, la France n'hésitera pas à obéir à cet instinct mystérieux qui l'a faite, en tous temps comme en tous pays, le soutien des faibles ou des opprimés.

ANNEXES

A.

NOTICE SUR DONA FRANCISCA.

C'est toujours une grande et sérieuse résolution pour une famille que de quitter la terre natale dans le but d'aller tenter la fortune et chercher une existence plus heureuse à quelques mille lieues de distance. Les hommes les plus fermes hésitent devant cet adieu éternel à la patrie, aux parents, aux amis, à toutes ces choses au milieu desquelles ils ont été élevés, et qui leur sont chères à tant de titres, devant cette vie nouvelle à recommencer dans un pays et sous un climat inconnus. Que de sacrifices à faire avant le départ, et que d'incertitudes à l'arrivée! Il faut réaliser son bien, grand ou petit, en abandonner une partie pour les dépenses du voyage, affronter les périls d'une longue traversée, essuyer peut-être des mécomptes, et se

voir condamner à pousser plus loin le voyage ou à revenir sur ses pas.

En ces sortes de choses l'imagination est une mauvaise conseillère, et ces brillantes descriptions qui éblouissent l'esprit, si vraies qu'elles soient, sont fort à craindre. Qu'importent le printemps perpétuel, les arbres toujours verts, une végétation puissante et infatigable, et les forêts vierges peuplées d'oiseaux aux mille couleurs, et tous ces bois précieux qui attendent la hache? Voilà sans doute de quoi faire jaillir la poésie des âmes les plus froides. Mais qu'importe, encore une fois? Nous n'écrivons pas pour les touristes et les amateurs de voyage, mais pour le peuple des émigrants qui en se décidant à traverser l'Atlantique n'est poussé ni par les ennuis de l'oisiveté, ni par le besoin des émotions, et ne doit prêter l'oreille qu'aux faits positifs. Pour eux, ces avantages extérieurs, tant qu'ils n'ont aucun rapport avec l'hygiène, sont de vaines fictions poétiques. Aussi bien la nature de l'homme est ainsi faite, que la limpidité d'un ciel toujours pur, la transparence de l'atmosphère, la beauté du climat, finissent par le fatiguer, et qu'il se prend bientôt à regretter les brumes du Nord, les forêts dépouillées, les rudes hivers et les vi-

cissitudes des températures et des climats de l'Europe.

Nous avons dit déjà que les provinces méridionales de l'empire du Brésil étaient les plus favorables à la colonisation européenne. Nous nous proposons de donner ici une courte et rapide description d'une des colonies placées dans ces heureuses conditions, la colonie Dona-Francisca (*province de Sainte-Catherine*). Sainte-Catherine, située entre le Rio-Grande du Sud et le Parana, est, par sa position centrale, l'une des mieux placées pour la colonisation, en ce que les centres qui viendront à s'y établir pourront facilement s'étendre dans ces deux provinces, qui offrent les mêmes avantages et les mêmes ressources. Tracer l'histoire d'une de ces colonies et l'avenir qu'y peut trouver une famille, c'est donc faire en quelque sorte l'histoire de la colonisation future des contrées du sud du Brésil, et apprendre à chacun ce qu'il est en droit d'espérer en venant s'y établir. La colonie de Dona Francisca, la plus considérable de la province, ne compte que cinq ans d'existence; il s'y trouve des colons assez riches pour avoir entrepris de grandes exploitations agricoles, et un grand nombre d'autres qui, étant

venus sans ressources, sont aujourd'hui propriétaires et dans une situation heureuse : cette colonie est dans les meilleures conditions pour nous fournir tous les renseignements utiles à connaître sur l'avenir de la colonisation de ce pays.

Montons à bord du navire d'émigrants, et plaçons-nous au milieu d'eux lorsque, après huit ou dix semaines d'une facile traversée, on signale enfin la terre. Ce n'est encore qu'une sorte de nuage que distinguent seuls les yeux exercés des marins, mais le vent est favorable ; le navire trace un rapide sillage, et bientôt apparaît une ligne de montagnes découpées qui s'aperçoivent à quinze ou vingt lieues de distance. Ces montagnes grandissent et s'éclairent de plus en plus ; sur la gauche, de petits points noirs semblent sortir de la mer ; c'est un groupe d'îles qui offrent un bon mouillage ; elles sont bientôt dépassées, et déjà nous sommes à la barre de la rivière de San-Francisco, large d'une lieue, et admettant jusqu'à des navires de vingt pieds de tirant d'eau[1].

C'est un beau jour que celui de l'arrivée, et le premier sentiment qu'on éprouve est toujours le bonheur et l'admiration à la vue de cette vé-

1. Suivre sur la carte spéciale.

gétation inconnue et luxuriante qui semble envahir jusqu'aux rochers et aux sables de la plage. A deux lieues de l'embouchure on double une dernière pointe, et sur la gauche, au bord du San-Francisco, se dessine la petite ville du même nom. C'est là que le navire vient mouiller. En ce point le fleuve est aussi large qu'à son embouchure et bien plus profond. Il y aurait place dans ce port pour une flotte tout entière.

Mais nous n'avons fait qu'une escale, et le navire peut remonter encore, car l'eau est toujours profonde, le cours semble même s'élargir, tellement qu'un peu plus loin on se demande si c'est un véritable fleuve ou une baie formée par l'île de San-Francisco. Bientôt nous arrivons à l'embouchure d'une rivière, le Saguassu, et le navire ne peut aller plus loin. Le moment est venu où le colon va quitter ce navire, dernier anneau de la chaîne par laquelle il tenait encore à l'Europe : les embarcations sont déjà prêtes à côté du bord, et chacun s'y précipite à l'envi, avec ses effets les plus utiles. Le nouveau cours d'eau où l'on est entré s'élargit immédiatement et forme une sorte de lac intérieur d'une demi-lieue environ de longueur, puis on arrive véritablement dans le Sagassu qui, un peu

plus haut, change de nom et prend celui de Caxoeira. Si la marée est favorable, la distance est rapidement franchie. Bientôt la rivière devient plus étroite, et il faut se tenir au milieu pour ne pas embarrasser les rames dans la végétation qui croît sur les bords. Moins de deux heures après avoir quitté le navire, le colon aperçoit les premières maisons de la colonie, situées au port même où il va descendre. L'une de ces maisons est destinée à recevoir les colons à leur arrivée, et se compose d'une douzaine de petites chambres pouvant loger chacune une famille. A côté est un magasin où les effets sont débarqués et mis à l'abri. Un chemin d'environ 400 mètres conduit au centre de la ville Joinville, c'est-à-dire dans la partie la plus peuplée et la plus vivante de la colonie.

Sans aller plus avant, nous pouvons dès maintenant juger des facilités d'importations et d'exportations. Une traversée de deux heures sur une rivière navigable, qui chaque jour à l'heure de la marée peut donner passage à des embarcations de dix à quinze tonneaux, conduit en un point où tous les navires peuvent arriver, et de là en une heure à San-Francisco, et en deux heures encore dans l'Océan. Nous ne croyons

pas qu'au Brésil même il existe d'autre point aussi favorablement situé et dans d'aussi heureuses conditions.

Les colons une fois à terre, chacun s'installe à sa guise; les uns restent dans la maison du port; les autres se rendent, par le chemin dont nous avons parlé, au centre de la ville, à 6 ou 700 mètres plus loin, dans d'autres habitations qui leur sont destinées.

La ville Joinville se compose d'à peu près soixante-dix maisons. Elle est habitée par les employés de la direction, par le pasteur, le médecin, l'apothicaire, le maître d'école, quelques marchands, des aubergistes, des tailleurs, des cordonniers, des menuisiers, etc. L'examen le plus judicieux n'a pas sans doute présidé au choix de l'emplacement de la ville Joinville; cependant cet emplacement est loin d'avoir tous les défauts qui lui ont été reprochés. Si le terrain est un peu bas, il n'est nullement marécageux, et il suffit de quelques heures de soleil pour effacer sur les chemins la trace des plus fortes pluies; on peut même ajouter que ce n'est pas là un sérieux obstacle à l'agrandissement de la ville.

Elle est traversée par un petit ruisseau, qui se jette dans la Caxoeira, et fournit aux habitants

une eau très-potable. L'eau, du reste, est ce qui manque le moins dans ce pays ; les sources y sont nombreuses, et il suffit de creuser la terre de quelques pieds pour trouver une eau limpide et exempte de tout sel calcaire. Il est peu de colons, dans l'intérieur de la colonie, qui n'aient dans leur propriété quelque petit ruisseau qui fournit en abondance à tous leurs besoins.

Les conditions hygiéniques de la colonie sont excellentes. Dans ces deux dernières années, le chiffre de la mortalité n'a pas été de 4 p. 100, chiffre très-faible, si l'on veut tenir compte des circonstances exceptionnelles où se trouvent des hommes qui viennent du nord de l'Europe, si l'on réfléchit aux perturbations ordinaires qu'apporte à la santé le changement de régime et de climat ; en Californie ou en Australie, le chiffre de la mortalité est infiniment plus élevé. La fièvre jaune, qui a exercé ses ravages sur toute la côte, et qui s'est déclarée au Brésil avant l'arrivée des premiers émigrants, n'a pas paru à la colonie ; aucun cas de fièvre intermittente n'a été signalé ; enfin, depuis cinq ans d'existence, pas une maladie épidémique n'a éprouvé la colonie, malgré les travaux considérables de défri-

chement auxquels on s'est livré, et dont elles sont si souvent la suite.

Le climat ne présente pas la même régularité que dans certaines régions où les saisons humides et sèches sont parfaitement tranchées. Ici, comme en Europe, il y a des années de pluie et des années de sécheresse, mais les époques de pluie et de beau temps ne sont ni fixes ni régulières. En général les mois d'hiver et d'été sont beaux et secs, le printemps et l'automne sont humides et pluvieux. En été, pendant les mois les plus chauds, de violents orages, suivis de pluies torrentielles de quelques heures éclatent fréquemment à la fin du jour. En somme, si l'on compte le nombre des beaux jours et le nombre des jours de pluie, le climat l'emporte de beaucoup sur celui du nord de l'Europe. On est trop près des tropiques pour pouvoir se fixer aux observations du baromètre ; il monte considérablement avec le vent d'est, qui amène toujours la pluie, tandis qu'il se tient à une hauteur moyenne par le vent de nord-est, qui souffle ordinairement quand le temps est beau.

Les observations thermométriques sont encore en trop petit nombre pour déterminer avec quelque précision la température moyenne du

pays, mais elles donnent au moins les points extrêmes. Au fort de l'été, le thermomètre Réaumur placé à l'ombre, se tient ordinairement entre 23 et 25 degrés, et lorsqu'il dépasse ce dernier point, c'est le signe infaillible d'un orage qui vient rafraîchir la température. Après le soleil couché il baisse fort peu et tombe rarement au-dessous de 20 degrés. Au printemps et en automne, il monte à 20 degrés au moment le plus chaud du jour, et ne descend guère au-dessous de 15 degrés pendant la nuit. En hiver, enfin, la température du milieu du jour est environ de 12 degrés, le soir et pendant la nuit elle baisse sensiblement. Avant le lever du soleil, elle descend quelquefois jusqu'à 6 degrés; une ou deux fois, par exception, on a noté à ce moment la température de 4 degrés. Il n'est donc aucune époque de l'année où la chaleur puisse rendre le travail impossible, et le froid de l'hiver n'est jamais assez vif pour devenir une souffrance. On voit aussi que les brusques variations de température, si mortelles à la santé, n'existent pas à Sainte-Catherine, et on comprend qu'il est peu de pays où les Européens puissent plus facilement et plus promptement s'acclimater.

Avant d'examiner les ressources matérielles que présente la colonie, il convient de donner aux nouveaux venus quelques conseils.

La plupart des déceptions qu'éprouvent les colons dans les premiers mois de leur installation viennent moins du pays qu'ils accusent que de l'imprévoyance de leur conduite. Au lieu de prendre des informations précises sur chaque espèce de culture, sur les frais auxquels elle entraîne, au lieu de comparer sagement leurs ressources à ces frais et de faire la part des éventualités, ils se laissent trop souvent séduire par un site pittoresque, par l'heureux emplacement d'un jardin, le bon état d'une plantation, la commodité ou l'élégance d'une habitation, et s'empressent d'acheter sans penser à l'argent qu'ils y enterrent, aux dépenses quelquefois considérables d'exploitation qu'ils auront à supporter, et à la difficulté de réaliser immédiatement leurs revenus.

Au Brésil, en effet, le cultivateur se trouve dans des conditions toutes particulières : tandis qu'en Europe le produit immédiat de la terre est presque toujours une denrée qui a une valeur commerciale, et qu'on peut vendre ou conserver plus ou moins longtemps en attendant un

prix favorable ; ici, la plupart des produits de la terre n'ont de valeur et ne deviennent une denrée susceptible d'être vendue qu'autant qu'ils ont subi une transformation par des machines ; et cette transformation doit être immédiate sous peine d'une perte totale de la récolte. La racine de manioc arrachée de terre ne peut rester ainsi plus de quarante-huit heures sans se gâter ; la canne à sucre se dessèche bientôt si on ne se hâte de la soumettre à l'action des machines. Au Brésil, le colon doit donc être en même temps cultivateur et industriel, ou bien il doit s'établir à proximité de fabricants auxquels il puisse vendre sa récolte sur pied. Au reste, l'expérience des premiers arrivés peut servir d'enseignement à ceux qui viennent après eux.

Entrons maintenant dans l'intérieur de la colonie; plusieurs chemins y conduisent : ils sont bordés des deux côtés par les propriétés des colons, et c'est là que se trouvent les terres qu'on distribue aux nouveaux émigrants. De ces divers chemins, les uns n'ont d'autre objet que d'ouvrir la forêt et de fournir des établissements aux futurs colons et un débouché facile à leurs produits ; les autres sont destinés à être prolongés pour relier la colonie aux villes de l'intérieur,

établir des relations de commerce avec ces villes, et créer plus tard de nouveaux centres dans les parties les plus éloignées. Telle est la route qui se dirige d'abord à l'ouest, puis remonte au nord-ouest vers la chaîne de montagnes nommée Serra-Geral, qu'elle traversera bientôt pour aboutir sur les plateaux de la province du Parana, à *Curitiba* qui en est la capitale. Suivons donc ce chemin, qui a 5 mètres de largeur et qui est parfaitement accessible aux chariots jusqu'aux habitations des derniers colons, c'est-à-dire jusqu'à près de 6,000 brasses ou 12 kilomètres de la ville Joinville.

A l'origine, nous sommes en quelque sorte dans le faubourg de la ville; les propriétés sont petites, les maisons rapprochées, et la culture consiste surtout en légumes de la famille de la pomme de terre. Bientôt le terrain s'élève et la route se recourbe pour tourner les petites collines que l'on aperçoit devant soi; les habitations sont plus rares et les champs cultivés plus étendus. L'une de ces collines est tout entière plantée d'arbustes de cinq à six pieds de hauteur, au feuillage d'un vert sombre et qui forment comme une petite forêt. C'est le manioc, dont la racine râpée, pressée et torréfiée, donne

une farine blanche qui remplace le pain, et qu'on mange soit à l'état de farine, soit délayée avec le bouillon ou mélangée avec les autres aliments, soit sous forme de galettes avec ou sans mélange de farine de froment. Il n'est pas sans intérêt de connaître les divers travaux par lesquels on l'obtient.

La première chose, on le comprend, est le défrichement de la forêt et la préparation du sol. C'est le travail qui effraie le plus le nouvel arrivé, et c'est pourtant le moins pénible et le moins dispendieux. En trois semaines un bon travailleur peut abattre un hectare de forêt vierge ou faire exécuter ce travail moyennant une somme d'environ 50 fr. Le bois abattu est abandonné à lui-même pendant huit ou dix semaines, suivant la saison, et au bout de ce temps, par un beau soleil et un vent un peu frais, on met le feu qui se communique de proche en proche, consume toutes les feuilles et les petites branches, et nettoie le terrain sur lequel il ne reste que les troncs abattus, noircis par le feu et les racines qui n'ont pu être arrachées. L'abattage est une opération des plus importantes; car de là dépend la combustion plus ou moins complète et, pour l'avenir, la décharge d'un

grand travail. Alors le Brésilien commence immédiatement la plantation ; mais il est plus avantageux, sinon de défricher complétement le terrain, ce qui serait presque impraticable, au moins de le nettoyer avec plus de soin en brûlant, en différents points, tous les arbres moyens qui ont échappé au premier embrasement. Ce travail est aussi pénible que le premier et l'est même beaucoup plus quand celui-ci n'a pas été bien fait. Dès lors la terre est suffisamment préparée et on peut procéder à la plantation. Elle se fait de la manière la plus simple. Les branches de manioc sont coupées en petits morceaux de huit à dix pouces de longueur, et on les enfonce en terre de quatre à cinq pouces dans une position inclinée à environ deux pieds l'un de l'autre. Dans l'intervalle on peut semer du maïs et des haricots, ce qui se fait au moyen d'un petit bâton pointu, en faisant un trou dans lequel on met quelques graines que l'on recouvre de terre avec le pied. Dès ce moment le cultivateur est libre de s'occuper d'autres travaux. Au bout de trois ou quatre mois les haricots doivent être récoltés ; le maïs est déjà grand, et le manioc a poussé de petites branches ; mais en même temps une végétation parasite se montre partout

et menace d'étouffer la plantation. Il faut y porter remède au plus tôt. C'est un travail plus ennuyeux que fatigant, qui peut être confié à des femmes ou à des enfants, mais qui doit être fait avec soin si on ne veut pas être obligé de recommencer le mois suivant. Deux mois plus tard on récolte le maïs et on fait un nouveau sarclage. Au reste le manioc est déjà plus grand, chaque plante a plusieurs branches chargées de feuilles qui abritent la terre et retardent la végétation parasite. Le dernier nettoyage du sol se fait au bout de trois ou quatre mois. Dès lors l'arbuste peut se défendre lui-même : ses feuilles couvrent complétement le sol et nulle plante étrangère ne saurait y grandir.

La racine du manioc peut être arrachée au bout de quinze ou dix-huit mois, ou bien, suivant la nature du sol, être laissée en terre jusqu'à trois ans, sans préjudice pour le cultivateur, puisqu'elle augmente toujours de volume et de poids en proportion du temps que l'arbuste reste sur pied. Mais, en général, dans un terrain qui vient d'être défriché le sol est encore trop humide pour qu'on puisse attendre si longtemps, et si la terre est un peu argileuse on s'exposerait à voir pourrir une partie des ra-

cines et à compromettre gravement la récolte.

Les racines une fois arrachées, on s'occupe d'abord d'enlever la peau qui les recouvre. Ce travail est exécuté par des enfants, ou plus avantageusement par une machine assez simple, composée d'un tonneau vide, traversé par un axe carré autour duquel il tourne. Les racines frottées les unes contre les autres et contre l'axe du tonneau, pendant le mouvement qui lui est imprimé, s'excorient et se nettoient très-aisément. Les racines sont ensuite lavées à grande eau, puis râpées menu et réduites en une véritable bouillie qu'on recueille dans une caisse. Cette matière est alors placée dans des paniers flexibles ou dans des sacs qui permettent à la partie liquide de s'écouler : on la passe ensuite sous une presse à vis qui expulse le reste du liquide. Dans son état naturel, la racine du manioc est un poison violent; par le pressurage, la partie vénéneuse s'échappe avec le liquide, et il reste une matière tout à fait inoffensive et nourrissante lorsqu'elle a été séchée au feu et a subi un commencement de torréfaction. La dessiccation de la farine se fait, aussitôt après qu'on l'a pressurée, dans des chaudières plates d'argile cuite ou de cuivre. Elle doit y être sou-

mise à un feu modéré, et il faut avoir soin pendant cette opération de l'agiter sans interruption, sans quoi on pourrait craindre de la voir brûler et jaunir, ce qui lui ôterait beaucoup de sa valeur commerciale. Ce dernier travail est long et pénible, et ne permet aucune trêve. Aussi, un homme a-t-il beaucoup de peine à cuire en douze heures plus de quatre alquières de farine (l'alquière vaut à peu près treize litres). A l'aide d'une machine, et avec la même dépense de main d'œuvre, on peut produire jusqu'à vingt ou vingt-cinq alquières de farine dans une journée.

Si maintenant nous voulons étudier la production de la farine de manioc sous le rapport économique, il nous sera assez difficile de rien déterminer d'une manière fixe et invariable; par exemple, les dépenses qu'occasionnent les différents sarclages qu'exige le terrain entre l'époque de la plantation et celle de la culture, sont éminemment variables. Ces dépenses sont lourdes pour un propriétaire qui fait exécuter tous ses travaux à la journée ; elles sont légères pour une famille qui travaille elle-même, ou pour un fermier qui a plusieurs familles qui travaillent à son compte : car les femmes et les enfants peu-

vent très-bien suffire à ces opérations pour lesquelles il faut plus d'attention et de patience que de force. Quant aux frais de fabrication de la farine, ils varient également avec les appareils dont on fait usage. Le propriétaire d'une machine établie et montée dans les meilleures conditions, peut, moyennant une somme de 200 fr., se charger de la récolte de la racine, du transport à son atelier, si la distance n'est pas trop considérable, et de la dessiccation de la farine pour l'étendue d'un hectare de terrain. Or, un hectare produit au bout de 15 à 18 mois, environ 120 à 130 alquières de farine, dont le prix moyen est de 4 fr. — soit une somme de 500 francs, dont il faut déduire 200 fr. pour les frais de récolte et de fabrication, et à peu près aussi 200 fr. dans les circonstances les moins favorables pour les frais de défrichement et d'entretien, si on a fait faire ces travaux par des hommes payés à la journée. Notons pour mémoire, le produit en haricots et en maïs, qui fournit largement aux besoins de la maison et de la basse-cour. Le produit d'un hectare serait donc de 100 fr. Il peut être intéressant de comparer ce résultat avec le produit moyen d'un hectare de terre, en Europe, semé en céréales. Si nous prenons notre point de com-

paraison en France et en Angleterre, et que nous négligions les extrêmes, c'est-à-dire, les terrains situés dans une position exceptionnelle comme dans le voisinage des grands centres de population ou quelques cultures nécessairement limitées, comme le tabac, le houblon, la garance, etc., et en même temps les jachères, les forêts et les terres à peu près incultes, la moyenne du revenu d'un hectare est d'environ 30 fr. en France, et 75 fr. en Angleterre, soit une moyenne générale de 50 fr. Or, pour obtenir ce produit, le capital nécessaire est représenté par le sol d'une valeur moyenne de 14 à 1500 fr.; soit le capital foncier, puis le capital d'exploitation du fermier, qui doit être environ de 250 fr., soit un capital total de 1750 fr. A la colonie de Dona Francisca, le capital foncier ou le prix d'un hectare de terre est d'environ 35 à 40 fr., de sorte qu'il n'y a pour ainsi dire à tenir compte que du capital d'exploitation qui n'est pas supérieur à ce qu'il est en Europe; et alors, en supposant même un rendement égal, on obtiendrait, ici, près de 30 pour 0/0 du capital, tandis que le produit, en Europe, atteint à peine 3 pour 0/0. Des machines considérables et bien montées augmentent sans doute ce capital, mais

elles augmentent le revenu dans la même proportion. En effet, si l'on veut se pourvoir d'un appareil mû par des animaux ou par une roue hydraulique, la dépense première atteindra une somme de 4,000 fr. environ; mais cette machine pourra fabriquer 4,000 alquières de farine chaque année, ce qui réduira singulièrement la part d'intérêt que devra payer chaque alquière. Notons encore que les résultats que nous donnons ici sont ceux de l'expérience dans une terre vierge et non travaillée; et que ces résultats ne peuvent manquer de s'accroître lorsque, par des travaux et des dépenses bien entendus, le propriétaire aura augmenté la valeur et la quantité de son capital foncier.

Voici un peu plus loin une autre colline couverte également d'arbustes plus élevés et au feuillage plus clair au milieu desquels il semble qu'on aperçoive de petits fruits rouges semblables de loin à des cerises. C'est le cafier, conquête de l'Amérique sur l'ancien monde, d'où il a été transporté au commencement du XVIIIe siècle après avoir passé par Batavia et par Amsterdam.

La culture du café est considérée, au Brésil, comme la plus productive de toutes; mais à la

colonie Dona Francisca l'expérience n'a pu fournir encore aucun résultat sérieux en raison de l'époque récente de sa fondation. C'est en effet seulement au bout de trois ans que l'arbuste commence à donner des fruits, et ce n'est qu'après quatre ou cinq ans que la récolte est régulière. Le plus grand obstacle pour entreprendre cette culture sur une échelle un peu étendue, n'est pas l'établissement de machines, mais le temps assez long pendant lequel il faut préparer le terrain, l'entretenir et attendre la récolte. Sans doute il est possible et avantageux, pendant les premières années, d'utiliser l'espace resté libre entre les plants de cafier, mais les quelques produits qu'on retire de cette culture suffisent tout au plus à payer les frais de sarclage et d'entretien, et, pendant quatre ans au moins le propriétaire doit vivre avec sa famille de ses ressources personnelles.

Nous n'avons pas à parler du défrichement, c'est la première condition de toute plantation, aussi bien que le nettoyage du terrain. Une fois la terre ainsi préparée, on plante les jeunes arbustes à sept ou huit pieds de distance les uns des autres, On n'a plus après cela qu'à maintenir en état la plantation et à en arracher de

temps en temps les plantes parasites. La plantation, pour réussir, demande une exposition favorable : le cafier est un arbuste sensible qui ne veut ni trop d'humidité ni trop de sécheresse, et craint autant les froids rigoureux que les vents violents. Il faut avoir soin d'empêcher la plante de s'élever trop haut. Elle gagnera ainsi en largeur ce qu'elle perdra en élévation, et la récolte en sera et plus abondante et plus facile à faire ; des femmes et des enfants peuvent aisément cueillir les grains du cafier. Des machines simples et peu coûteuses servent à séparer la graine de son enveloppe charnue, puis on laisse sécher cette graine, et des pilons légers lui enlèvent alors facilement la seconde écorce qui la couvre.

On ne saurait fixer les dépenses d'une plantation de cafier pendant les quatre premières années. Ces frais doivent être mis au compte du capital foncier ou du capital d'exploitation. Au bout de quatre ans l'entretien de la plantation est peu coûteux, car l'arbuste est assez grand et assez fort pour n'avoir rien à craindre de la végétation étrangère. D'ailleurs, on trouve facilement à affermer cet entretien avec la récolte pour la moitié du produit brut. Un hectare contient environ 1800 pieds de cafier et en suppo-

sant un rendement moyen, année commune d'un demi-kilogramme par pied, le produit est de 900 kil., soit au prix très-bas de 60 centimes le kil., une somme de 540 fr. dont moitié appartient au propriétaire et lui donne une rente de 270 fr. par hectare.

Cette culture n'a pas encore été entreprise sur un grande échelle à la colonie. Les plantations les plus considérables ne dépassent pas cinq mille pieds, tandis que dans la province de Rio-Janeiro la plupart ont plus de cent mille pieds et quelques-unes près de cinq cent mille. A Dona Francisca personne n'a encore fait du café un objet exclusif ou même principal d'exploitation. Presque tous les colons ont quelques pieds de café plantés autour de leur habitation qui produisent déjà pour leur consommation particulière; mais comme ces petites plantations s'étendent chaque jour, le moment n'est pas éloigné où la colonie n'aura plus besoin de recevoir de café de Rio-Janeiro et sera au contraire en mesure d'y envoyer son excédant.

Mais, continuons l'excursion que nous avons entreprise. Après avoir traversé un pays accidenté et pittoresque, le chemin s'abaisse brusquement et s'enfonce dans de petites vallées

où une nouvelle végétation vient frapper nos regards. Avant de l'examiner, considérons de plus près cet arbre que nous avons rencontré partout sur notre route autour des habitations. Il ne ressemble en rien à ceux que nous avons remarqués jusqu'ici. Ses feuilles ont quatre à cinq pieds de longueur, et ses fruits sont réunis et serrés en grappes énormes autour d'une même tige. C'est le bananier, le plus riche présent que Dieu ait fait à l'homme dans ces heureuses contrées. Aucun autre ne peut donner une idée aussi frappante de la vigueur de la végétation dans ces climats. Au pied de cet arbre, choisissez un rejeton de quelques mois d'un mètre de hauteur, arrachez-le sans aucune précaution et sans vous préoccuper d'offenser ses racines, coupez toutes ses feuilles et allez le planter à cent pas de là. Le lendemain cette tige informe et mutilée a déjà poussé : dans quelques jours vous verrez apparaître successivement ses longues et larges feuilles, et avant un an peut-être il donnera un *régime* de cinquante à cent fruits. Comme le papillon meurt dès qu'il a déposé les œufs qui doivent reproduire et conserver l'espèce, le bananier sèche dès qu'il a donné son fruit, et on coupe pour

faire la récolte un arbre inutile qui périrait bientôt. Mais avant cette époque plusieurs rejetons sont sortis de son pied qui poussent sur place ou qui peuvent être transplantés ailleurs, et qui donneront, chacun, des fruits l'année suivante. Le fruit du bananier est savoureux, nourrissant, toujours inoffensif en quelque quantité qu'on en mange, aussi sain pour les enfants que pour les adultes ou les vieillards. Si nous répétons ensuite avec M. de Humboldt que sur la même étendue de terrain, le bananier produit quatre ou cinq fois plus de matière nutritive que le froment, et que nous ajoutions qu'il réussit partout et produit sans culture, on sera tenté de ne pas nous croire, et pourtant il n'est rien de plus vrai et dont il soit plus facile de s'assurer, puisqu'il ne s'écoule guère qu'une année entre la plantation de l'arbre et la récolte.

Devant nous à droite et à gauche s'étendent de grandes plaines. Elles sont couvertes d'une herbe droite et verte dont l'extrémité semble jaunir. On croirait retrouver les champs de blé ou d'orge avec leurs épis dorés qu'on a laissés en Europe. Et pourtant ce sol ne peut convenir au froment : il est trop mouillé : à peine paraît-il solide et on hésiterait à y poser le pied. C'est un

champ de riz, cette précieuse substance qui forme la base de la nourriture des deux tiers du genre humain et qui est également recherchée dans toutes les parties du monde. Le riz demande un sol humide, et réussit même dans des terrains inondés où la récolte doit se faire en bateau. Les vallées nouvellement défrichées sont également dans des conditions très-favorables, car elles ne perdent que lentement cette humidité qui s'est amassée depuis le commencement des siècles : le riz y réussit donc très-bien, et c'est aussi la culture la plus avantageuse à l'origine en ce qu'elle raffermit le sol et le prépare merveilleusement à être transformé plus tard en prairie naturelle.

En outre, il n'est pas besoin, pour la culture du riz, d'une préparation et d'un entretien de terrain, comme pour la culture du manioc. Si la forêt a été brûlée en temps convenable, c'est-à-dire en octobre ou novembre, et l'ensemencement fait immédiatement, la plante apparaît au bout de quelques jours, et avec une telle énergie, qu'elle ne permet à aucune autre de la dépasser, et qu'elle étouffe elle-même à leur naissance les herbes parasites. Après être resté six mois en terre, le riz est mûr et peut être coupé. La paille du riz est battue comme celle

du froment, pour en séparer le grain. Ce grain ainsi obtenu n'est pas encore la denrée que nous connaissons : il est recouvert d'une pellicule ou d'une paille qui doit être enlevée par des machines, ce qui réduit à moitié son volume définitif. Mais comme le grain peut être conservé sans altération dans son premier état, et que la dernière opération n'a aucun caractère d'urgence, on doit déjà le considérer comme une denrée susceptible d'être vendue et qui en effet a toujours un cours fixe, dépendant du prix du riz ordinaire sur le marché. Ce cours moyen peut être fixé à 3 fr. l'alquière ; et en estimant à quatre-vingts alquières le rendement d'un hectare, le produit brut est de 240 fr., qui, diminué des frais primitifs de défrichement, de semailles et de récolte, laisse au moins 100 fr. de produit net, c'est-à-dire à peu près autant que le manioc. De plus, en se bornant à nettoyer le terrain, l'année suivante on obtient, sans ensemencer, une nouvelle récolte, moins abondante sans doute, mais aussi moins coûteuse.

La vallée où nous nous sommes engagés se continue, mais le terrain s'élève insensiblement et perd son humidité. La culture change avec la nature du sol : la plantation que nous aperce-

vons n'a rien d'analogue avec ce que nous avons vu, si ce n'est peut-être avec les joncs qui bordent nos étangs. C'est un champ de cannes à sucre : la plus riche et la plus importante culture des contrées tropicales, et destinée peut-être à diviser l'Amérique du Nord. On sait en effet qu'un des principaux arguments invoqués dans la Louisiane et dans les provinces méridionales de l'Union pour le maintien de l'esclavage, c'est que les noirs sont seuls capables de supporter le travail d'exploitation de la canne et de fabrication du sucre, et que l'abolition de l'esclavage entraînerait forcément la cessation de cette culture. Il semble en effet que, sous les tropiques, un pareil travail soit au-dessus des forces de l'Européen. Mais à la colonie Dona Francisca et dans la province de Sainte-Catherine, la température est assez élevée pour que la canne parvienne à une complète maturité, sans être de nature à rendre le travail impossible pour les hommes d'Europe; bien plus, l'époque de la récolte de la canne et de la fabrication du sucre est justement l'hiver, saison de l'année où un travail forcé n'a rien de pénible et où le voisinage du feu est très-souvent recherché. Il pourrait donc arriver que dans l'avenir la culture

de la canne, confinée jusqu'à ce jour sous les tropiques, devînt une des principales richesses de Sainte-Catherine et des contrées environnantes, où, avec des appareils convenables, les résultats seraient toujours bien supérieurs à tout ce qu'on pourrait tirer de la betterave dans le nord de l'Europe.

Deux époques conviennent également bien pour la plantation de la canne à sucre : le mois de février et le mois d'août. Le terrain étant préparé comme pour toute autre plantation, la canne coupée en morceaux de douze à quinze pouces de longueur est plantée comme le manioc, à environ deux pieds de distance. Dans l'intervalle on peut aussi semer du maïs et des haricots. L'entretien de la plantation et le sarclage demandent les mêmes soins et exigent les mêmes frais que pour le manioc. L'époque de la maturité arrive vers le mois de juin, quelle que soit l'époque de la plantation, de sorte que la canne plantée en février reste seize mois en terre ; elle est alors beaucoup plus forte et donne un rendement plus considérable. Il ne faut pas attendre longtemps pour procéder à la récolte et à la fabrication, car en novembre la canne devient dure et produit beaucoup moins. La canne une fois cou-

pée et débarrassée de ses feuilles, ce qui se fait sur place, est transportée immédiatement à l'usine et soumise à la presse. Le jus qui en sort passe immédiatement dans des chaudières où il est concentré rapidement jusqu'à cristallisation en sucre, et la mélasse qui s'écoule est transformée en une sorte de tafia appelé *cachaça.* Nous n'avons pas à décrire la fabrication du sucre, qui est connue de tout le monde, et dont chacun peut, du moins, chercher les détails dans des ouvrages spéciaux. Nous ajouterons seulement que certains petits propriétaires négligent cette fabrication et se bornent à laisser fermenter tout le jus qu'ils obtiennent pour le transformer en eau-de-vie, travail plus simple et plus avantageux quand on en trouve un écoulement facile; c'est à la colonie le cas du plus grand nombre, la plupart des plantations étant peu étendues, et les propriétaires n'ayant pas un capital suffisant pour fabriquer le sucre avec avantage au moyen d'appareils perfectionnés. Quelques jours après la récolte des cannes, on met le feu à toutes les feuilles desséchées qui sont restées sur la plantation. Le sol est ainsi nettoyé sans autre travail; les racines poussent de nouveaux rejetons et donne-

ront l'année suivante une autre récolte qu'il suffira de sarcler et de traiter comme la première. Dans les terres convenables on peut faire ainsi jusqu'à trois coupes sans nouvelle plantation; il est même des terrains qui rapportent ainsi jusqu'à sept ou huit fois. Près de la ville Joinville, la nature du sol n'est pas très-bien appropriée à cette culture, mais en avançant vers la Serra on rencontre un terrain plus favorable, aussi les plantations s'y montrent plus hautes et plus serrées.

Dans l'état actuel, où cette culture est peu avancée, on peut compter qu'un hectare de terres planté en cannes à sucre donne quatre pipes d'eau-de-vie (la pipe contient un peu plus de deux barriques bordelaises). En estimant la pipe à 180 fr., le produit brut est de 720 fr., dont il faut déduire, pour les frais de récolte et de fabrication environ 270 fr., et pour l'entretien du matériel et des barils une somme de 100 fr., soit un produit de 350 fr. qui doit couvrir les frais de culture, l'intérêt du capital et le bénéfice. Le capital nécessaire pour une usine capable de fabriquer une demi-pipe par jour avec alambic et bâtiments d'exploitation est de 6,000 fr. environ, et comme la fabrication peut

durer quatre mois, un semblable appareil suffira à l'exploitation d'une plantation de dix hectares au moins, ce qui réduit singulièrement la part d'intérêt du capital d'exploitation affecté à chaque hectare. Cette somme de 350 fr., qui est déjà un minimum ne doit donc être pour ainsi dire réduite que de la somme nécessaire aux frais de défrichement et de culture. Si d'ailleurs, comme le disent les habitants du pays, et comme on peut déjà le présumer, les terres situées un peu plus loin donnent un rendement double, la dépense d'exploitation restant la même, on comprendra combien cette culture est avantageuse, comparée même à celle du manioc, et quel avenir lui est réservé dans la suite.

Cependant les collines que nous avons successivement traversées nous ont conduits, peu à peu, près de la Serra-Géral. Les montagnes de cette chaîne se détachent plus nettement, et nous pouvons distinguer la forêt qui les couvre. Nous approchons aussi des dernières habitations. Nulle part le sol n'est plus fertile, nulle part les plantations des colons n'ont poussé avec plus de vigueur et de séve. Il y a tout avantage pour les nouveaux arrivés à venir s'établir dans cette partie de la colonie, où ils pourront bientôt commu-

niquer avec les plaines fertiles de la province voisine. Mais avant de parler des communications intérieures, il convient de dire un mot de quelques cultures dispersées çà et là, et qui méritent qu'on en fasse mention, bien qu'elles n'occupent qu'une étendue très-restreinte dans chaque propriété : c'est l'*aipim* ou manioc doux, arbuste tellement semblable au manioc qu'il faut un œil exercé pour l'en distinguer. Sa racine est un peu moins grosse que celle du manioc, et, réduite en farine, donnerait un rendement beaucoup moins considérable. L'aipim ne contient aucun principe vénéneux; cuit dans l'eau, sous la cendre, ou tout autrement comme la pomme de terre d'Europe, il fournit un aliment agréable et nourrissant. A côté de l'aipim nous voyons des plantes très-basses et dont les feuilles rondes et épaisses ont près d'un pied de largeur; d'autres, aux feuilles plus petites, rampent sur le sol ou s'élèvent autour de tuteurs plantés près de leur racine. Ce sont des variétés de la pomme de terre, ou des plantes de la même famille, qui peuvent la remplacer avec avantage tant pour la nourriture de l'homme que pour celle des animaux. C'est la *mangarita* ronde, petite et très-délicate; le *taya*, dont la racine

est longue et n'est pas inférieure en goût à la précédente. Ses feuilles peuvent être coupées plusieurs fois avant la récolte et fournissent un plat très-agréable; le *cara*, moins goûté des Européens à cause de sa saveur sucrée ; puis les *ignames*, une autre espèce de *cara* beaucoup plus gros que les patates douces, etc.; plantes inférieures en qualité peut-être, mais dont le rendement est beaucoup plus considérable, et qu'on peut employer avec succès pour engraisser les bestiaux. Toutes ces racines doivent rester en terre de huit à dix mois, et n'exigent aucune culture particulière plus difficile ou plus coûteuse que celle du manioc et des autres produits dont nous avons parlé. Leur rendement moyen par hectare de terrain varie, d'ailleurs, de 3 à 4,000 kil. pour les plus recherchées, jusqu'à 9 à 10,000 kil. pour les plus communes, de sorte qu'en prenant un rendement moyen de 5,000 kil., et en évaluant à 10 cent. le kil., le produit net est de 500 fr., sans qu'on ait besoin du secours d'aucune machine. Toutes ces racines se conservent sans danger quelques mois après la récolte ; une partie peut facilement être vendue directement, et le reste utilisé par le colon, pour lui, sa famille et ses bestiaux.

Nous décrivons ce qui existe sans tenir compte des améliorations futures et de leurs conséquences : cependant il nous sera permis de rappeler que nous avons choisi le point de départ le plus défavorable, celui où le sol est couvert par la forêt : il n'est personne qui ne soit forcé de reconnaître qu'au bout d'un certain nombre d'années, lorsque le défrichement sera plus complet, la charrue et les instruments de l'agriculture européenne devront alléger, en le simplifiant, le travail de l'homme, diminuer les dépenses et augmenter les produits.

Par tout ce qui précède, on voit combien il est facile à une famille d'arriver à vivre de son terrain, et à vivre avec une certaine abondance : et, en effet, beaucoup de colons déjà n'ont plus besoin, pour leur nourriture, de faire d'autre dépense que celle de la viande de bœuf, d'un peu de sel et de quelques accessoires. Leur régime est, d'ailleurs, bien meilleur et bien plus fortifiant que ce qu'il était en Europe; il suffit, pour s'en assurer, d'interroger la statistique. La quantité moyenne de viande de boucherie consommée annuellement par chaque Européen n'atteint pas 10 kil. : elle est de 6 kil. 50 en France où la consommation est la plus faible et

de 13 à 14 kil. en Angleterre et en Allemagne où l'on en consomme le plus : à la colonie Dona Francisca, elle a dépassé le chiffre de 65 kil. par colon pendant l'année 1855. Un pareil chiffre nous semble plus éloquent que tous les commentaires, et répond mieux qu'aucun argument à ceux qui se plaisent à représenter les colons au Brésil comme mourant de misère et de faim. Le maïs et les haricots ne sont que des cultures secondaires ou accessoires; aussi n'en dirons-nous rien autre chose, si ce n'est que la récolte suffit aux besoins. Nous n'avons rien à dire non plus des plantes légumineuses ni de quelques cultures exceptionnelles comme le tabac, le thé, le coton, etc. Les essais qu'on a tentés sont trop restreints et trop incomplets pour qu'on en puisse tirer une conclusion quelconque. Ce qui est assuré, c'est que ces plantes réussissent très-bien ici; et ce qui est infiniment probable, c'est qu'elles prendront rang dans la culture du pays, aussitôt que des expériences plus larges et plus concluantes auront été essayées.

On voit combien la vie est facile à la colonie, et combien le travail y est largement récompensé. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de mécontents et qu'aucune plainte ne s'élève parmi les colons? Il

eût été chimérique de se l'imaginer. Il est dans la nature de l'homme d'oublier vite ses souffrances passées et de ne goûter qu'à demi le bien-être présent. On mesure son bonheur sur ses espérances, et comme elles sont telles qu'il n'est rien qui puisse les remplir, on reproche au pays nouveau de ne pas être aussi prodigue de ses dons que l'imagination qui les devançait. Où trouver d'ailleurs une réunion d'un millier d'hommes tous satisfaits et heureux, et comment s'étonner que cela n'arrive pas plus ici qu'ailleurs dans une société composée d'éléments aussi divers, rapprochés tout d'un coup en un même point, et obligés de vivre ensemble à l'âge où l'homme a le plus de peine à former de nouvelles relations et à se créer de nouvelles habitudes. Si l'on veut tenir compte de toutes ces circonstances, on pourra avec plus de raison s'étonner que le nombre des mécontents ne soit pas plus considérable; et, en effet, ils ne forment qu'une très-faible minorité, dans laquelle se confondent quelques hommes qui n'ont pas laissé en Europe certains vices dont l'effet est de s'opposer partout au succès.

La description rapide que nous venons d'esquisser résume en quelque sorte le coup d'œil

que le colon, à son arrivée, a pu jeter sur la colonie, et les renseignements qu'il aura recueillis dans une première excursion. Elle peut, nous le croyons, fournir une première base à ses réflexions, et l'aider dans la direction qu'il doit prendre.

Entrons maintenant dans la forêt vierge. Mais d'abord, quels sont les hôtes qui l'habitent? Y a-t-il quelque danger à affronter leur approche, ou quelque précaution particulière pour s'en défendre?

Nous n'avons pas la prétention de donner une nomenclature de toutes les espèces d'animaux qui se cachent dans ces solitudes : ce sujet comporterait à lui seul la matière d'un volumineux ouvrage; peut-être y pourrait-on rencontrer quelque espèce inconnue ou non encore décrite. Mais lors même que cette tâche ne serait pas au-dessus de nos forces, elle ne rentre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Aux premiers pas que l'on fait dans la forêt, on serait tenté de croire qu'elle ne sert de retraite à aucun être vivant. C'est que la végétation et les lianes entrelacées empêchent la vue de s'étendre bien loin, et la fuite étant le premier mouvement de l'animal sauvage à l'approche de

l'homme, il s'enfonce dans les profondeurs impénétrables des bois longtemps avant qu'on ait pu l'apercevoir. Mais il ne peut échapper sans laisser trace de son passage, et si le chasseur ne voit pas toujours le gibier, il lui est facile de distinguer les empreintes qui sont marquées sur le sol.

Nous diviserons en deux catégories les animaux qui habitent la forêt : ceux qui constituent le gibier, et qui fournissent à l'occasion un supplément pour la table, et les animaux féroces. La première classe est, sans contredit, la plus nombreuse en espèces et en individus, et cependant la chasse ne saurait être qu'une distraction, un exercice, parfois une occasion de profit, jamais une ressource sérieuse.

La seconde catégorie comprend les animaux de la race féline depuis le chat-tigre jusqu'au jaguar. Ils sont assez nombreux, mais nullement à craindre. La forêt leur fournit du gibier en abondance, et loin d'attaquer l'homme, ils prennent la fuite à son approche. Il n'y a pas d'exemple, je crois, d'un chasseur attaqué par une once ou un jaguar. Les serpents, dont on se fait un épouvantail en Europe, ne sont pas plus redoutables, et depuis cinq ans, c'est-à-dire, depuis

la fondation de la colonie, ils n'ont causé aucun accident sérieux. Ce n'est pas cependant qu'on prenne de grandes précautions pour ne pas les fouler aux pieds, au milieu des feuilles et des hautes herbes où ils se tiennent à moitié endormis. D'ailleurs, bien que leur venin soit violent et rapide, quelques gouttes d'alcali sur la morsure et pris à l'intérieur en neutralisent les effets terribles : et si l'on n'a pas attendu longtemps pour appliquer ce remède, les suites de la morsure ne sont jamais fatales. Nous pouvons donc pénétrer sans crainte dans la forêt : un fusil pour la chasse, un couteau toujours utile en voyage et une fiole d'alcali, voilà tout l'attirail dont nous avons besoin pour notre excursion.

A 6,000 brasses environ, ou 12 kilomètres de la ville Joinville, sont situées les dernières habitations de la colonie. Un peu plus loin, un espace a été réservé pour l'établissement d'un petit village où les colons trouveront les ressources indispensables à l'arrivée, et autour duquel ils pourront se grouper. Rien n'est plus important dans ce pays que l'établissement de petits centres placés de distance en distance. Ce sont à la fois des magasins de vivres pour ceux qui débarquent, et des marchés où les cultivateurs mettent en ré-

serve et vendent les produits de leurs récoltes. C'est là que s'installeront les ouvriers qui, ne voulant pas être eux-mêmes propriétaires et cultivateurs, et préférant travailler à la journée chez les autres, n'ont besoin que d'un petit terrain pour se bâtir une maison entourée d'un jardin; là encore s'élèveront des écoles pour les enfants qui demeurent trop loin de la ville. Enfin, la création de ces petits villages est un motif de sécurité pour les cultivateurs isolés qui habitent aux environs, et peut, au besoin les défendre contre les attaques des Indiens s'ils se présentaient. Ceux-ci, du reste, sont en petit nombre et ne sont nullement à craindre.

En avançant dans la forêt, le terrain est peu accidenté, cependant on s'aperçoit qu'on approche de la Cordillère, à l'aspect torrentiel des ruisseaux qui roulent leurs eaux avec bruit et ne paraissent pas éloignés de leur source. Il est facile de voir à la végétation que le sol est des plus fertiles, et les nombreux ruisseaux que l'on traverse peuvent à peu de frais fournir une force applicable à des machines. Ces avantages de la fertilité de la terre, et de forces naturelles faciles à utiliser, compensent largement la longueur du chemin à parcourir pour arriver au

port, et attireront infailliblement les nouveaux venus.

On ne marche pas vite dans la forêt, surtout lorsqu'il faut s'ouvrir un chemin à travers les lianes. Ce n'est donc qu'après deux jours de voyage que nous arrivons au pied des montagnes de la Serra-Geral. Là nous gravissons quelques mornes pour découvrir les vallées les plus faciles à aborder, et nous trouvons bientôt un chemin praticable, et un terrain où l'on pourrait aisément percer une assez large route. Après avoir suivi quelques sentiers tortueux, nous sommes enfin au sommet de la montagne. Nous avons alors le plus admirable spectacle. A nos pieds, la forêt immense s'étend comme une mer dont les ondulations sont formées par la succession des collines et des vallées : au milieu, un espace défriché, c'est la ville Joinville avec ses maisons blanches. Plus loin on voit la ville de San-Francisco qui se confond presque avec l'horizon et semble baignée par un étroit ruisseau. C'est sa vaste baie. Plus loin encore, et autant que la vue peut s'étendre, c'est l'Océan sans limites. Si la forêt n'arrêtait pas les regards du côté opposé, nous aurions un panorama aussi vaste et de tout autre nature : derrière ce rideau

de bois sont les grandes plaines de l'intérieur, et d'immenses prairies peuplées de bestiaux qui sont pour le pays une source inépuisable de richesses.

Si nous mesurons la distance que nous avons parcourue, nous ne trouvons pas plus de 4,000 brasses ou 8 kilomètres dans la vallée jusqu'au pied des montagnes, et environ 6 kilomètres dans la Serra-Geral. Il n'y a donc que 32 à 34 kilomètres de la ville de Joinville au commencement des plateaux de la province de Parana, c'est-à-dire moins d'une journée de voyage à cheval.

A partir du plateau où nous sommes arrivés, la forêt, d'un accès de plus en plus facile, aboutit à la plaine, semée çà et là de montagnes qui rendent le pays plus pittoresque sans entraver ou ralentir la marche. De quelque côté qu'on veuille se diriger, les routes pourront être ouvertes sans aucune difficulté. Nous débouchons enfin dans les prairies où il est à peine utile de tracer des chemins.

Là, nous avons la température de l'Europe sans l'hiver : les terres sont incultes, mais non stériles : nulle part encore la main de l'homme n'y a mis son empreinte. Souvent, on peut mar-

cher huit ou quinze jours sans trouver trace d'habitation ou de passage d'un être humain. Les rares habitants de ces contrées vivent du produit des bestiaux qui paissent librement autour de leurs demeures, sans rien demander à la terre. Que ce pays soit ouvert à une population laborieuse, et bientôt ce sol fertile qui se repose depuis des siècles se transformera : les joncs dont il est couvert aujourd'hui, feront place à de riches moissons, et ces bœufs à demi sauvages conduiront docilement la charrue. Nous verrons les races du nord de l'Europe se confondre avec celles de l'Espagne : des villes apparaîtront au milieu de ces déserts, et leur marché étalera réunis les produits du monde entier, les fruits de l'Europe à côté de la banane et de l'ananas, le froment et l'orge auprès du sucre et du café. Spectacle magique de deux contrées séparées par quelques kilomètres et présentant en un même point les productions de pays séparés par plusieurs milliers de lieues.

La Serra-Geral qui s'étend parallèlement à la côte jusqu'au treizième degré, a toujours été le plus sérieux obstacle à l'ouverture de voies de communication vers l'intérieur. Cependant elle est, dans un assez grand nombre de points, tra-

versée, soit par de mauvais sentiers comme dans la province de Sainte-Catherine, soit par la belle et large route de Pétropolis, soit par des chemins plus ou moins transitables, comme à Santos et à Paranagua. De cette dernière ville, trois routes, dont une actuellement en construction, traversent la Serra et se dirigent vers Curitiba. Mais dans cette province, la chaîne de montagnes est partout très-élevée et d'un fort difficile accès. Près de la colonie, au contraire, la Serra est beaucoup plus basse : les passages ne présentent que peu d'obstacles, et l'établissement d'une bonne route pourrait se faire à peu de frais. Cette route serait évidemment adoptée par le commerce de Curitiba et des contrées voisines, comme plus prompte et plus commode. Elle serait le canal par où ces contrées enverraient leurs produits au dehors, et feraient venir ceux qu'elles tirent de l'extérieur. Ainsi, la colonie Dona Francisca verra doubler son importance en devenant à la fois un centre commercial et agricole. En outre, l'unique port de la province de Parana est aujourd'hui Paranagua, dont la barre, aussi profonde peut-être que celle de San-Francisco, est infiniment plus difficile et plus dangereuse. Il n'est pas rare que des navi-

res soient obligés d'y attendre une ou deux semaines avant de pouvoir sortir, et la mer y est toujours houleuse par les temps même les plus beaux et les plus calmes.

Le port de San-Francisco a une barre franche qui ne présente aucun obstacle, et tellement facile qu'avec une carte imparfaite beaucoup de grands navires y sont plus d'une fois entrés sans pilote. C'est sans doute le meilleur port au sud de Rio-Janeiro. Aussitôt que les communications avec l'intérieur seront établies et que ce port sera ouvert au commerce étranger, on verra y affluer les navires. Le port de Desterro Sainte-Catherine ne pourra servir de débouché à l'intérieur que dans un avenir bien plus éloigné, par cette raison que les communications à établir sont incomparablement plus longues et présentent de plus grandes difficultés. La Serra-Geral est dans cet endroit beaucoup plus élevée et trois ou quatre fois plus loin de la mer. Le chemin à parcourir traverse un pays accidenté et sauvage. Avant de songer à ouvrir une route dans ces solitudes, il faudra les peupler.

De Dona-Francisca jusqu'à ces plateaux de la province de Parana, la distance, nous l'avons dit déjà, dépasse à peine 30 kilomètres. La moi-

tié de cet espace est déjà ouvert et peuplé; le reste le sera dans une année peut-être. L'avenir dont nous parlons peut donc être bien rapproché, car les travaux à exécuter n'exigent pas beaucoup de temps ni de frais, et les avantages que le pays en retirera sont considérables.

Pour mieux faire comprendre ces résultats, il nous resterait à décrire l'intérieur de la province du Parana, qui s'étend à l'ouest jusqu'au fleuve du même nom, et est plus vaste que bien des royaumes d'Europe; mais une pareille description nous entraînerait trop loin, et les renseignements qu'on possède sur l'intérieur de cette province sont trop insuffisants pour nous permettre d'en tracer même une esquisse fidèle et complète. Laissons d'abord pénétrer la population dans ces solitudes; alors il sera temps d'étudier et leurs ressources et leur avenir. Ce qui importait aujourd'hui, c'était d'y aborder et d'y marquer une route pour l'écoulement des produits futurs; le reste est le travail des hommes et du temps.

Ce que nous pouvons poser comme un résultat acquis et hors de discussion, c'est qu'il n'est aucune contrée au monde qui présente des chances de succès plus sérieuses à la colonisation européenne.

Nous avons exposé rapidement les avantages du pays pour les émigrants, nous nous sommes soigneusement gardé de toute exagération, nous sommes même resté dans les limites d'une expérience commencée depuis peu, et qui n'a pas encore donné tout ce qu'elle promet. Nous croyons sincèrement par là rendre service non-seulement au Brésil, mais aux populations émigrantes de l'Europe, qui, nous en sommes convaincu, ne sauraient trouver nulle part ailleurs de plus sûres conditions de bien-être et de prospérité.

L. Aubé.

B.

GÉOGRAPHIE.

(Suivre sur la carte).

Configuration. — Le Brésil présente dans son ensemble la figure d'un immense triangle irrégulier ayant l'équateur pour base[1] et dont le sommet atteint le 34e degré de latitude sud. La superficie de ce triangle est de près de huit millions de kilomètres carrés.

Limites. — Le Brésil est borné au nord par l'ancienne Colombie et les Guyanes, à l'est et au sud-est par l'océan Atlantique, au sud par la république de l'Uruguay (ou Banda orientale); à l'ouest, 1° encore par la Banda; 2° par les provinces d'Entre-Rios et de Corrientes, apparte-

1. Les limites exactes de l'Empire sont au nord le 4e degré de latitude N. Dans sa plus grande largeur, le Brésil s'étend du 37e au 74e degré de longitude occidentale; il a par conséquent 950 lieues de longueur sur 925 de largeur.

nant à la confédération Argentine; 3° par le Paraguay; 4° par la Bolivie; 5° par le Pérou.

Montagnes. — Nous avons déjà signalé la Serra-do-Mar. Elle commence dans la province de Sergipe à la hauteur de San-Christovâo et court parallèlement au rivage (par le 44e degré de longitude), qu'elle rejoint lorsque celui-ci, changeant de direction au cap Saint-Thomas, oblique à l'ouest.

Cette chaîne n'a d'importance qu'au point de vue économique, à cause de l'obstacle qu'elle apporte aux transactions commerciales de l'intérieur avec le littoral. Ses pics les plus élevés ne mesurent pas treize cents mètres. La Serra-do-Mar présente de nombreux affaissements qui ont permis au Parahyba, au Doce et au Belmonte de la traverser pour se jeter dans l'Océan.

A l'ouest de la Serra-do-Mar s'élève une seconde chaîne qui, s'avançant plus près de l'équateur, se termine vers le 20e degré de latitude en faisant un coude vers l'est, qui la relie à la Serra-do-Mar. La *Serra-do-Espinhaço*, c'est ainsi qu'on la nomme, s'élève jusqu'à dix-neuf cents mètres; elle constitue la Charpente osseuse du Brésil. Enfin, à l'ouest de cette chaîne s'élève un troi-

sième groupe de montagnes ou plutôt de hautes collines (leurs crêtes n'atteignent pas mille mètres) qu'on nomme *Serra-dos-Vertentes*. Elles ne s'étendent que sur douze degrés de latitude.

Ce qui semble surtout amoindrir les chaînes du Brésil, c'est le rapprochement que l'on fait entre elles et la cordillère des Andes dont les cimes se perdent dans des neiges éternelles.

Fleuves. — Les fleuves du Brésil sont les plus considérables de l'univers, soit qu'on mesure le volume de leurs eaux, soit qu'on les apprécie au point de vue de leur importance internationale et commerciale.

On comprend que nous ne donnions pas de ces cours d'eau une nomenclature qui, pour être complète, demanderait tout un volume. Nous allons seulement faire connaître, en remontant du sud au nord, les fleuves qui, par leur rôle présent ou futur, méritent d'attirer l'attention de nos lecteurs.

Le Rio-Pardo, qui se jette dans le lac dos Patos, n'a d'importance que parce qu'il traverse une contrée des plus fertiles et qui sera l'une des plus peuplées du Brésil lorsque l'émigration la-

tine aura pris son cours normal[1]. La Serra-do-Mar court trop près du rivage (du 33e jusqu'au 22e degré) pour permettre aux eaux qui coulent de son versant oriental de se réunir. Aussi ne rencontre-t-on jusqu'à l'embouchure du Parahyba que de petites rivières navigables seulement à l'aide de la marée.

Le Parahyba, qui prend sa source dans San Paulo, sépare cette province de celle de Rio-Janeiro et se jette dans l'océan Atlantique à soixante lieues au-dessus de la capitale.

Le Rio-Doce descend de la Serra-do-Mar, coule à l'est, traverse la province de Espirito Santo et se jette dans l'Océan par le 18e degré de latitude sud : lorsque des travaux auront facilité sa navigation, il constituera, tant par lui-même que par ses affluents, un important débouché aux produits agricoles de Minas Geraes, une des plus considérables et des plus riches provinces de l'empire.

Le Jiquitinhonha ou Belmonte prend sa source au point où la Serra-do-Mar s'éloigne le plus du rivage ; il doit à cette circonstance et à la direc-

1. C'est sur un de ses affluents, le Rio-Sinos, qu'est établie la colonie allemande de San-Leopoldo, dont il a été parlé précédemment.

tion oblique de son cours de recevoir un grand nombre de tributaires qui, comme lui, ajouteront encore à la prospérité de la fertile province de Bahia. Les trois quarts des diamants du Brésil ont été recueillis dans les cours d'eaux tributaires du Jiquitinhonha.

On a vu sur notre carte que la Serra-do-Mar et celle de do Espinhaço laissent entre elles une profonde vallée vers laquelle s'écoulent les eaux de leurs versants intérieurs. La réunion de ces nombreux torrents alimente le Rio San Francisco qui, dans son cours de trois cents lieues, serait d'une si grande utilité aux planteurs de Minas, de Bahia et de Pernambouc, si de nombreux obstacles n'entravaient la navigation. Il faudrait surtout qu'un canal latéral supprimât la pittoresque mais malencontreuse cataracte de Paola Alfonso.

Le Parahyba, qui prend sa source par le 10e degré de latitude dans une ramification de la Serra-do-Espinhaço, aura dans l'avenir une certaine importance commerciale; quant à présent, ses eaux ne servent guère qu'à fertiliser, sur quelques points, l'immense désert du Piauhy.

Si le Para qu'on rencontre, après avoir côtoyé la province de Maranhâo, n'était pas si

voisin de l'Amazone, on le citerait comme un des plus grands fleuves du Nouveau-Monde. Il est formé par deux cours d'eau également importants : le Rio-Tocantins, qui prend sa source près de la capitale de Goyaz, traverse du sud au nord cette importante province, et vient se réunir par le 5e degré à l'Araguay. Celui-ci, dont le cours est encore plus long, descend de la Serra-do-Espinhaço qui le sépare du Haut-Parana. Les rives de l'Araguay, comme celles du Tocantins, sont appelées à fournir un jour à l'exportation des viandes et des cuirs en quantités illimitées.

L'île de Marajo sépare seule le Rio-Para de l'Amazone, qui est encore indiqué sur quelques cartes sous les noms de Solimone et Maranon.

Ce roi des fleuves prend sa source ou plutôt ses sources [1] dans la cordillère des Andes. Il traverse la partie ouest du Pérou et côtoie l'ancienne Colombie; c'est à Villa de Jaen de Bracamoros qu'il devient navigable; plus bas, avant d'arriver à Villa de Borja, il présente un phé-

1. Les géographes ne sont pas encore d'accord sur celle des branches supérieures qui doit être considérée comme la source principale. Grâce à des savants français, MM. de Montravel et Carrey, le cours navigable de l'Amazone est aujourd'hui bien connu.

nomène qui n'est pas sans exemple en Amérique : le lit du fleuve, qui a près d'un demi-kilomètre de largeur, se rétrécit tout à coup ne laissant plus à ses eaux qu'un chenal, de cinquante mètres, le Pango de Manseriche, que surplombent d'immenses rochers. C'est surtout après qu'il a reçu les eaux de l'Ucayali et du Tanguragua que l'Amazone devient magnifique. A San Francisco de Tabatinga, il entre dans l'empire du Brésil qui possède ses deux rives jusqu'à son embouchure, dont on s'est plu à exagérer les dimensions, mais qui a, en réalité, une largeur de plus de trente kilomètres.

Certains affluents de l'Amazone ajoutent encore à l'importance tout exceptionnelle de ce roi des fleuves ; sur la rive gauche, c'est le Rio-Negro qui, après avoir coulé précisément sous l'équateur pendant cent cinquante lieues, vient apporter au grand fleuve un volume d'eau presque égal au sien propre ; sur la rive droite, les affluents de l'Amazone sont encore plus importants, puisque, parmi eux, on compte le Madeira dont le cours n'a pas moins de six cents lieues ; si ce fleuve a de l'importance pour le Brésil, il en a bien plus encore pour le Pérou méridional dont les produits agricoles ne peuvent être ex-

portés que par l'un de ses affluents. Malheureusement des entraves sérieuses, dans des contrées où tout est obstacle, rendent la navigation du Madeira très-pénible. Le Tapayos est aussi un affluent de l'Amazone; moins considérable au point de vue international, il ouvrira la voie à l'émigration vers le centre du Brésil.

Quant à présent, l'Amazone et ses affluents n'ont qu'une importance géographique; mais nul ne saurait émettre de doute sur leur avenir. Dans aucune des parties du monde on ne trouve une vallée placée dans une situation aussi favorable pour devenir le centre de tout un monde. Cette vallée de l'Amazone contiendra un jour plus d'habitants que n'en portent aujourd'hui les deux Amériques.

On peut prédire que, si nombreux que soient les bâtiments qui remontent le Mississipi, les eaux de l'Amazone seront un jour sillonnées par un plus grand nombre de vaisseaux venus de tous les points du globe; car pendant plus de cinq cents lieues, nul obstacle ne s'oppose à la navigation sur cette sorte de *mer intérieure*.

C'est sur les bords de ce fleuve géant et de ses affluents que la végétation révèle toute sa puissance.

A moins de deux degrés ouest des sources du Tocantins, dont nous avons parlé plus haut, surgissent celles du Parana, qui, coulant dans un sens opposé à celles du premier, élèvent une frontière naturelle entre le Brésil et le Paraguay, vers le 29e degré de latitude, le Parana tourne brusquement vers l'ouest, et va, après une chute assez importante, recevoir le Paraguay auquel il impose injustement son nom. En effet, tant par la longueur de son cours que par sa régularité, le Rio-Paraguay doit être considéré comme la branche principale du magnifique fleuve qui porte le nom de *Parana* [1].

Ce qui distingue surtout le Paraguay, c'est qu'il ne prend pas sa source au versant d'une montagne, mais bien dans une plaine qui, à quelques kilomètres au nord, voit naître divers sous-affluents du Madeira. Dans un temps qui n'est peut-être pas éloigné, un canal faisant communiquer les eaux de l'Amazone avec celles du Parana, fera du Brésil une île immense, et permettra aux barques de Buenos-Ayres d'aller par le cen-

1. Plusieurs géographes essaient encore de revenir sur cette injustice géographique, mais les populations riveraines l'ayant consacrée, toute désignation autre ne produirait que des malentendus.

tre du continent à Belem. Si le Rio-Paraguay n'a pas encore rendu les services que l'agriculture bolivo-brésilienne doit en retirer plus tard, ce n'est pas que sa navigation présente des difficultés, mais uniquement parce que les dictateurs du Paraguay s'opposaient ouvertement ou clandestinement à ce qu'on utilisât ce canal naturel de cinq cents lieues de longueur sans chute, on peut même dire sans rapide.

Le Rio-Paraguay a deux principaux affluents d'inégale longueur. Le premier est le Pilromayo, qui vient des Andes, court à l'ouest, puis au sud-ouest, et se réunit au Paraguay, presque vis-à-vis l'Assuncion.

Le Vermejo coule presque parallèlement au Pilcomayo; son lit se perd trop souvent au milieu des étangs qui occupent le fond de l'immense vallée; du reste, malgré l'importance de ces cours d'eau, il paraît que le commerce de la Bolivie leur préfère l'Utuquis [1].

Le Parana change son nom contre celui de

1. Une compagnie Anglo-Franco-Bolivienne a été récemment créée à Paris, dans le but très-judicieux et assurément très-réalisable de faire passer par le Paraguay le fret qui, jusqu'à ce jour, doublait le cap Horn, et arrivé à Cobija, traversait à grand'peine la cordillère des Andes.

Plata, lorsqu'il reçoit l'Uruguay; l'importance de ce dernier fleuve ne saurait être comparée à celle du Paraguay, mais les terres qu'il arrose, tant dans l'empire que dans la Banda orientale sont si fertiles, si bien aptes à recevoir l'émigration latine, que l'Uruguay sera prochainement une utile voie commerciale.

Lacs. — Autant les fleuves du Brésil sont importants par le rôle qu'ils doivent jouer dans le développement de ses richesses, autant ses lacs sont insignifiants. Un seul, le lac dos Patos, pourrait devenir, à l'extrémité sud de l'Empire, une station navale importante, si ses eaux, qui communiquent avec la mer, avaient une profondeur suffisante.

Climat et maladies. — Un de nos compatriotes, le docteur Sigaud, a écrit un ouvrage très-intéressant sur le climat et les maladies du Brésil; il résulte de ce consciencieux travail que si, dans toute son étendue, le climat du Brésil est chaud, il n'atteint qu'exceptionnellement une température extrême [1].

1. Indépendamment des modifications apportées par les brises de mer, il faut tenir compte de la différence générale de

Sur le rivage, les brises de mer; sur les plateaux, l'influence de l'élévation, atténuent plus ou moins les conséquences d'une latitude tropicale.

Les maladies sont presque exclusivement inflammatoires ou cutanées; les premières proviennent surtout de l'imprudence; les secondes, du mauvais régime et des maladies vénériennes mal guéries. La fièvre jaune n'apparaît sur le littoral, et depuis quelques années seulement, que comme fléau épidémique.

Histoire naturelle. — Nous avons déjà esquissé les richesses naturelles du Brésil : métaux précieux et utiles, végétation comprenant toutes les plantes du tropique mêlées la plupart à celles qu'on cultive dans l'Europe méridionale et centrale. Tel est, en peu de mots, le résumé de ce que contient le sol dans ses entrailles et à sa superficie. Quant à la nature vivante, elle ne répond généralement pas au règne végétal.

température des deux hémisphères : différence qu'on ne balance pas toujours par six ou sept degrés. Les températures moyennes sont 25° centigrades sur le littoral et 21° sur la Serra-do-Mar et les autres lieux élevés. Il gèle dans la province de São-Pedro et quelquefois dans celle de Santa-Catharina.

Le Brésil ne contient aucun des grands mammifères de l'Asie et de l'Afrique ; ses buffles et ses chevaux sauvages sont d'importation européenne. C'est donc le *tapir-assou* qui est le plus gros animal indigène de toute cette immense contrée ; les carnassiers eux-mêmes ne présentent que des variétés singulièrement amoindries. Si le *cougouar* appartient à la famille des lions, bien des fermiers brésiliens ont pu acquérir à peu de frais l'honneur de la fraternité avec Hercule et Gérard. Quant au *jaguar*, qui représente la race féline, il demande sa proie bien plus souvent à la ruse qu'à la force ; il est vrai que sa taille et sa vigueur ne sauraient être comparées à celles du tigre d'Afrique.

Mais si le Brésil est, comme le reste de l'Amérique, privé des animaux qu'on a baptisés nobles, il renferme par compensation ceux qui représentent la grâce et l'adresse. En effet, cinq espèces de cerfs (*veados*) peuplent ses forêts, et la collection des singes s'y trouve au grand complet. Les *pécarils*, ou sangliers américains ; les *nandus* ou petites autruches, les perroquets surtout se rencontrent partout dans les solitudes de l'intérieur ; le gibier ailé est aussi nombreux que varié.

Les fleuves du Brésil contiennent un nombre souvent prodigieux de diverses espèces de poissons, la plupart inconnues. Le *caïman* ravage les cours d'eau de la zone tropicale ; dans le Madeira, la taille de ce monstre amphibie dépasse souvent quinze pieds. Les forêts du Brésil renferment beaucoup de serpents qui, là comme partout, sont d'autant plus dangereux qu'ils sont plus petits. Une vérité qu'on ne saurait trop répéter, parce qu'elle ne parvient pas à se faire jour, c'est que les reptiles, au Brésil comme dans les autres contrées, ne créent qu'un péril imaginaire. Mille serpents, choisis dans les espèces les plus dangereuses, ne préoccupent pas les voyageurs de l'intérieur autant que le font le *moustique*, le *maringouin* et le *bicho do pede*, affreux insectes dont on a facilement raison dans les habitations, mais qui ôtent si souvent le repos aux savants explorateurs.

Population. — La population du Brésil est d'un peu moins de 8 millions d'habitants (soit un habitant par kilomètre carré), elle est inégalement répartie dans les provinces de :

PROVINCES.	CAPITALES.
Sâo-Pedro do Rio-Grande do Sul.	Port-Alègre.
Santa-Catharina.	Desterro.
Parana.	Curitiba.
Sâo-Paulo.	Sâo-Paulo.
Rio-Janeiro	Nicteroi [1]
Minas-Geraes.	Ouro-Preto.
Goyaz.	Goyaz.
Matto-Grosso.	Cuyaba.
Espirito-Santo.	Vittoria.
Bahia.	Bahia do Sâo-Salvador.
Sergipe.	Sergipe ou Sâo-Christovâo.
Alagoas.	Alagoas.
Pernambuco.	Pernambuco ou Recife
Parahyba.	Parahyba.
Rio-Grande do Norte.	Natal.
Seara.	Fortaleza.
Piauhy.	Oeiras.
Maranhâo.	Sâo-Luiz ou Maranhâo.
Para.	Belem.
Amazonas.	Manua.

1. La ville de Rio-Janeiro est la capitale de l'Empire, elle forme avec la banlieue un *municipe* qui a son administration et ses fonctionnaires spéciaux.

Minas-Geraes et Goyaz sont seules privées de communication avec la mer ; la province des Amazones s'y rallie par son fleuve, de même que celle de Matto-Grosso par le Paraguay ; les autres, grâce à une délimitation quelquefois assez étrange, ont chacune au moins un port sur l'Atlantique.

C.

BUDGET GÉNÉRAL DU BRÉSIL

Pour l'Exercice 1857-1858 [1]

CHAPITRE PREMIER

ARTICLE 1er.

	Francs.
Dépenses générales	106,350,000

ARTICLE 2.

Ministère de l'Empire	16,250,517
(se décomposant ainsi qu'il suit :)	
Dotation de S. M. l'Empereur	2,400,000
— — l'Impératrice	288,000
Entretien de la princesse impériale Dona Isabel.	36,000
— princesse Léopoldina	18,000
Dotation de la princesse Jannaria et loyer des maisons	306,000
— de S. M. l'Impératrice veuve, duchesse de Bragance	150,000

1. L'année financière commence, au Brésil, au 1er juillet. Les ministres ayant, depuis longtemps, la très-louable habitude de ne jamais dépasser les allocations votées, le présent budget donne un détail exact des dépenses générales de l'Empire. La conversion des reis en francs est calculée à raison de trois mille francs pour un conto.

	fr.
Entretien du prince Don Luiz..................	18,000
— de la princesse Dona Isabel.	18,000
— du prince Don Felippe.	18,000
Traitement des professeurs de la famille impériale.	22,000
Secrétairerie d'État.	135,800
Cabinet impérial.	5,700
Conseil d'État..................................	144,000
Présidences des provinces.	693,000
Chambre des Sénateurs et secrétariat	736,800
— des Députés.	985,620
Indemnité d'aller et de retour des Députés [1].....	157,800
Faculté de droit...............................	472,080
— de médecine.	564,414
Académie des Beaux-Arts........................	78,132
Musée.	27,000
Hygiène publique...............................	70,500
Employés à la visite de santé des ports..	60,000
Lazarets..	360,000
Société de vaccin..............................	44,340
Commission des ingénieurs......................	19,652
Canaux, ponts, routes et autres ouvrages publics généraux et auxiliaires aux travaux des provinces.	1,200,000
Postes générales et paquebots à vapeur.........	4,170,000
Répartition générale des terres publiques, leur mesurage et colonisation [2].....................	2,888,660
Catéchisme et civilisation des Indiens..........	120,000
Colonies militaires.....	180,000
Maison d'éducation au Para	6,000
Archives publiques.............................	20,460
Éventualités	90,000

1. Outre un traitement fixe, les députés reçoivent une indemnité de voyage calculée sur l'éloignement de leur province, nous avons dit qu'il ne fallait pas moins de quatre mois pour se rendre du Cuyaba, capitale du Matto-Grosso, à Rio-Janeiro.

2. Les dix-huit millions de francs, votés par le Parlement, forment une allocation spéciale et séparée, bien qu'employée par la direction générale des terres.

MUNICIPES DE LA COUR.

	fr.
Instruction primaire et secondaire............	261,375
École du commerce..........................	29,700
Institut des jeunes aveugles.................	45,000
Bibliothèque publique.......................	37,914
Jardin botanique de la lagune de Rodrigo de Freitas.	41,520
— de la promenade publique..........	11,850
Académie impériale de médecine..............	12,000
Société auxiliaire de l'industrie nationale........	6,000
Hôpital des lépreux.........................	12,000
Ouvrages publics...........................	6,000
Exercices terminés.........................	300,000

ARTICLE 3.

Ministère de la justice........................	10,857,066
(se décomposant ainsi qu'il suit :)	
Le secrétaire d'État.........................	108,000
Tribunal suprême de justice...................	300,200
Cours suprêmes............................	512,660
Tribunaux de première instance...............	230,346
Police et sécurité publique....................	372,000
Personnel de la police......................	393,350
Garde nationale...........................	498,645
Télégraphes..............................	96,000
Évêques, cathédrales, cour métropolitaine, vicaires généraux et provisoires..................	1,673,536
Séminaires épiscopaux......................	140,100
Chapelle impériale et cathédrale de Rio-Janeiro...	193,100
Tribunaux de commerce......................	102,900
Répression de la traite des Africains...........	75,000
Alimentation des prisonniers..................	15,000
Éventualités..............................	30,000
Culte public..............................	12,314
Garde municipale permanente.................	893,390
Maison de correction et réparation des prisons..	192,000

	fr.
Transport et alimentation des prisonniers.......	60,000
Illuminations publiques......................	900,000
Exercices finis..............................	» »

ARTICLE 4.

Ministère des affaires étrangères..............	1,922,310
(se décomposant ainsi qu'il suit :)	
Secrétairerie d'État..........................	142,035
Légations et consulats........................	1,335,775
Employés en disponibilité des légations et consulats..................................	23,400
Envoyés extraordinaires à l'extérieur...........	330,000
— à l'intérieur......................	90,000
Exercices finis...............................	1,100

ARTICLE 5.

Ministère de la marine.........................	13,786,390
(se décomposant ainsi qu'il suit :)	
Secrétairerie d'État..........................	90,000
Quartier général de la marine.................	14,550
Conseil suprême militaire.....................	7,200
Auditoria.....................................	9,270
Corps d'armée et classes annexées.............	1,039,380
Bataillon naval...............................	81,340
Corps des marins impériaux....................	249,010
Compagnie des invalides.......................	20,550
Contrôle......................................	89,400
Intendances...................................	133,500
Arsenaux......................................	2,155,510
Capitaines de port............................	282,360
Forces navales et navires de transport.........	2,831,500
Navires désarmés..............................	85,800
Hôpitaux......................................	98,640
Phares..	86,317
Académie de marine............................	75,000
Écoles..	3,300
Bibliothèque de marine........................	3,372

	fr.
Réformés	188,432
Matériel	4,611,939
Ouvrages	930,000
Dépenses extraordinaires et éventuelles	684,672
Exercices finis	» »

ARTICLE 6.

Ministère de la guerre	28,561,362
(se décomposant ainsi qu'il suit :)	
Secrétaireries d'État et répartitions annexées	273,106
Contrôle général	108,320
Conseil suprême militaire	121,206
Payeurs des troupes	33,820
École militaire, observatoire astronomique, école d'application, cours scientifiques et écoles des corps	393,809
Arsenaux de guerre et conseils administratifs	4,744,320
Hôpitaux	570,483
Commandants d'armes et inspection des corps	204,539
Officiers en exercice et réformés	2,623,657
Troupe de ligne	13,914,280
Corps de santé	549,330
Allocation ecclésiastique	117,625
Gratifications, ferrement, étapes et indemnité	727,530
Invalides	186,712
Pédestres (sorte de gendarmes)	661,483
Recrutement et engagement	900,000
Fabriques	402,000
Préside de l'île de Fernando	101,328
Ouvrages militaires	1,260,000
Dépenses diverses et éventuelles	656,424
Exercices finis	» »

ARTICLE 7.

Ministère des finances de l'Empire	35,643,860
(se décomposant ainsi qu'il suit :)	
Intérêt et amortissement de la dette extérieure inscrite (calcul au change de 27)	11,361,360

	fr.
Intérêt de la dette intérieure inscrite	10,385,388
Intérêt de la dette inscrite avant les présentes, et paiement en argent des coupons de cette même dette, inférieurs à 1,200 fr., dans la forme de l'art. 95 de la loi du 24 octobre 1832	60,000
Caisse d'amortissement filial de Bahia et employés au rachat et à la substitution du papier-monnaie	116,940
Pensionnaires de l'État	1,567,860
Retraités	1,052,975
Employés des répartitions éteintes	107,400
Trésor national	1,004,400
Trésoreries	1,566,450
Juge des finances	189,000
Douane	3,746,070
Consuls	594,114
Recettes (perceptions)	302,310
Tribunaux des revenus et collectes	884,400
Hôtel des monnaies	367,800
Atelier et outillage du papier timbré	168,440
Typographie nationale	240,000
Ateliers du papier-monnaie	10,080
Administration des propriétés nationales	64,995
Administration des terrains diamantins	33,234
Gratifications aux employés du ministère	36,000
Curatelle des Africains libres	5,700
Mesurage des terrains pour salines	9,000
Ports de lettres, affranchissements, commissions, courtage et assurances	540,000
Juges des prêts de la caisse des orphelins	240,000
Restitutions de droits	150,000
Coupe et transport du bois de Brésil	120,000
Ouvrages	600,000
Gratifications	30,000
Éventualités	60,000
Exercices finis	» »
Paiements des biens des défunts et absents	» »
— des dépôts de diverses origines	» »

CHAPITRE II.

ARTICLE 8.

	fr.
Recette générale	106,350,000

ARTICLE 9.

(Cette recette s'effectuera ainsi qu'il suit :)

Droits d'importation pour la consommation	69,706,920
Droits de déchargement et de réexportation	57,990
Droits de réexportation pour la côte d'Afrique	5,190
Expédition des articles étrangers naviguant par le cabotage, exempts de droits de consommation.	783,390
Expéditions de produits du pays exempts de droits.	96,630
Expédition de produits libres	37,500
Armements	653,220
Prix des licences	524,730
Mouillage	467,730
Droits de 15 p. 100 sur les embarcations étrangères achetées par des nationaux	51,780
Droit de 5 p. 100 sur l'achat et la vente des embarcations	117,210
Droits de 5 p. 100 sur l'exportation	12,911,220
— de 2 — —	18,120
— de 1 — — de l'or en barre	3,000
— de 1 — — du diamant...	47,220
Droits de patentes	291,810
Produit des postes	633,540
— de l'hôtel des monnaies	137,190
— de l'essayage	146,790
— de la typographie nationale	98,430
— de la maison de correction	2,220
— de la fabrique de poudre	96,600
— de la fonderie de Ypanéma	22,800
— des arsenaux	33,780

	fr.
Produit des propriétés nationales..............	194,310
— des terres diamantines..............	83,190
Droits sur les salines (celles du municipe de la Cour)..............................	13,160
Location des salines, non comprises celles du municipe de la Cour........................	16,830
Imposition sur les biens fonds.................	4,082,730
Dîme urbaine de une lieue hors des limites.....	10,710
Dîme additionnelle sur les corporations de mainmorte..................................	189,180
Droits anciens et nouveaux de chancellerie......	624,180
Droits de patentes des officiers de la garde nationale....................................	316,890
Décime de chancellerie.......................	159,660
Droits sur les ordres honorifiques...............	38,430
Matricules des Facultés de droit et de médecine...	236,880
Amendes pour infractions aux règlements.......	249,660
Timbre du papier, fixe et proportionnel.........	3,105,450
Intérêts des dépôts publics....................	24,720
Droits d'expéditions et courtages..............	75,600
Émoluments................................	91,200
Impôt sur les boutiques et maisons de banque, etc.	1,815,870
Impôt sur les magasins de meubles, lingeries, etc., fabriqués en pays étrangers..................	24,480
Impôt sur les banques de l'intérieur...........	42,670
Droit de 8 p. 100 sur les loteries..............	1,039,290
Droit de 8 p. 100 sur les lots des mêmes........	511,520
— sur la minération....................	192,270
— de la concession des mines..............	780
Taxe des esclaves............................	485,190
Vente du bois de Brésil..........	93,400
Recette sur la dette active....................	643,320

RECETTES PARTICULIÈRES AU MUNICIPE.

Dîme......................................	51,400
Dîme urbaine..............................	1,836.240
Troisième partie des offices..................	2,400

22

	fr.
Emoluments de police........................	9,660
Impôt sur les maisons de vente et de modes.....	33,900
Droit de patente sur la consommation de l'eau-de-vie..................................	518,700
Droit de consommation sur le bétail...........	100,770
Moitié de l'impôt sur les esclaves...............	356,670
Droit sur les héritages et donations............	430,800
Rendement éventuel........................	5,490

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Produit du mont-de-piété......................	2,880
Indemnités...................................	109,470
Intérêts de capitaux.........................	3,000
Vente de droits et de propriétés nationales......	104,400
Recettes éventuelles.........................	1,170,360

DÉPOTS.

Biens des défunts et absents..................	930,000
Impôts sur les loteries........................	31,440
Salaires des Africains libres..................	31,680
Dépôts de diverses origines..................	2,006,880
Total.................	3,000,000

Nous devons, pour compléter le tableau financier du Brésil, traduire le budget des provinces, du moins les recettes de chacune d'elles. Nous avons réuni dans une seule colonne les recettes *provinciales* et les recettes *communales*, les unes et les autres servant presque identiquement aux mêmes usages.

RECETTES.

Municipe de Rio-Janeiro [1]......................	1,177,842

1. A l'imitation de ce qui s'était fait aux États-Unis, les Brésiliens ont détaché le territoire de la capitale de l'État pour le mettre sous l'adminis tration immédiate du pouvoir central. De là, la nécessité de distinguer le Municipe de Rio-Janeiro ou de la cour de la province de Rio-Janeiro.

		fr.
Provinces :	Rio-Janeiro	6,144,048
—	Bahia	2,759,559
—	Pernambuco	2,533,155
—	Sao-Pedro do Sul	2,468,463
—	Maranhão	971,439
—	Sao-Paulo	1,700,850
—	Minas	2,082,856
—	Pará	1,823,766
—	Alagoas	1,070,532
—	Céara	549,078
—	Parahiba	547,917
—	Pergipe	763,158
—	Goyaz	153,623
—	Matto-Grosso	124,284
—	Espirito-Santo	267,504
—	Rio-grande-do-Norte	242,571
—	Piàuhy	480,060
—	Santa-Catharina	402,048
—	Amazonas	138,261
—	Paranà	576,324
	Total	26,806,498

D.

COMMERCE, INDUSTRIE.

—

COMMERCE.

	fr.
Commerce général pendant l'année 1854-1855 [1]..	526,052,620

§ I. *Importation.*

Elle a lieu avec les pays dont les noms suivent :

Grande-Bretagne et possessions.................	136,452,523
France —	29,934,822
États-Unis...................................	20,975,211
Portugal et possessions......................	20.406,376
Villes anséatiques	14,653,398
Rio de la Plata.	12,651,270
Belgique.....................................	5,014,515
Espagne et possessions.......................	3,692,808
Chili..	3,384,741
États sardes.................................	2,265,504
Suède et Norvége.......................... ...	1,138,645
États autrichiens............................	781,663
Hollande et possessions.................	325,000
Ports de l'Empire............................	
Réexportation.........................	1,802,760
Autres pays..................................	1,933,962
TOTAL............... ...	255,394,188

1. Comparé à l'année 1853-1854, cet exercice présente une augmentation de 40,933,710 fr. ou 8,44 p. 100; à l'encontre de ce qui se produisait depuis très-longtemps, le chiffre des importations est inférieur à celui des exportations, ce qui prouve que le commerce brésilien éteint la dette qu'il a contractée avec le commerce européen.

Les principaux articles de l'importation sont les suivants :

	fr.
Tissus de coton	77,269,000
— de laine	13,674,000
— de lin	6,252,000
— de soie	7,269,000
— mixtes	8,448,000
Farine de froment	12,579,000
Monnaies	13,699,000
Vins	9,435,000
Fers travaillés	10,641,000
Balcons et fontes	6,738,000
Beurre	4,341,000
Vaisselle et verrerie	4,845,000
Viandes	5,737,000
Charbons de terre	5,750,000
Sel	3,333,000
Ouvrages d'or et d'argent	6,576,000
Chapeaux	3,771,000
Huiles	2,151,000
Fer brut	1,540,000
Drogues	2,574,000
Cuirs	2,724,000
Papier	2,201,000
Liqueurs	1,629,000
Cuivre en feuilles	1,461,000
Mortier	705,000
Bois	1,758,000
Machine	678,000
Thé	990,000
Poudre de chasse	1,026,000
Agrès	1,230,000
Voiles	1,210,000
Fruits	776,000
Chaux	2,040,000
Teintures	950,000
Fils de soie	415,000
Meubles	603,000
Parfumerie	552,000

*

	fr.
Savon	218,000
Linge	1,140,000
Ornements d'églises	141,000
Autres articles	27,210,000

§ II. *Exportation.*

Elle a lieu vers les États suivants :

Grande-Bretagne et possessions	87,824,172
France —	24,516,786
État-Unis	71,421,867
Portugal et possessions	13,949,340
Villes anséatiques	20,025,474
Rio de la Plata	12,527,612
Belgique	8,351,085
Espagne et possessions	2,633,487
Chili	5,437,357
États sardes	3,653,871
Suède et Norvége	7,527,900
États autrichiens	4,872,069
Hollande et possessions	657,667
Danemarck	4,679,631
Turquie	808,257
Autres pays	3,825,342
TOTAL	270,658,432

Les principaux produits de l'exportation ont été pour les années 1854-1855 :

Le café [1] pour	145,471,000
Sucre brut	48,804,000
Coton	13,986,000
Cuirs salés	6,909,000
Cuirs secs	11,482,000
Monnaies	12,000
Tabac en feuilles	6,082,000
Tabac fabriqué	70,000
Or en poudre et en barre	771,000

1. En 1849-1850, l'exportation du café brésilien n'était que de 68,513,562 f. Le caoutchouc : 1,122,000 au lieu de 8,490,000.

	fr.
Eau-de-vie de sucre	3,885,000
Maté	2,200,000
Cacao	1,257,000
Riz	997,000
Caoutchouc	8,490,000
Bois	2,122,000
Diamants	11,212,000
Crins	1,303,000
Animaux	112,000
Farine de manioc	603,000
Cornes	313,000
Tapioca	195,000
Viande sèche	16,000
Cuirs tannés	411,000
Salsepareille	210,000
Ouvrages d'or et d'argent	61,000
Savon	7,000
Châtaignes	660,000
Roucou	150,000
Colle de poisson	111,000
Chaussures de caoutchouc	300
Riz	135,000
Autres articles	4,604,000

INDUSTRIE.

Tableau des fabriques qui, au Brésil, jouissent de l'exemption de droits sur les matières premières :

Municipe de la cour	43
Province de Rio-Janeiro	9
— de Bahia	10
— Pernambouc	4
— Maranhâo	2
— Parana	1
Minas	1
Sao-Paulo	7
Sao-Pedro	12
Total	89

Dans ces fabriques on compte :

Savons et chandelles	22
Chapellerie	19
Fonderies	9
Usines à gaz	4

Les droits d'entrée dont ces établissements sont libérés se montent à 1,160,470 fr.

MONNAIES, POIDS ET MESURES.

Ce n'est que depuis le règne de Don Pedre II que la monnaie métallique entre pour une part notable dans les transactions brésiliennes. L'usage du papier-monnaie est si bien entré dans les habitudes que c'est plutôt en vue des opérations avec l'Europe que le gouvernement remplace incessamment les petites coupures du papier-monnaie par des pièces d'argent et de cuivre. Les pièces d'argent sont de 3 fr. 25 à 3 fr. 85. On compte dans toutes les provinces par reis : 340 reis équivalent à 1 fr.; dans les estimations approximatives, le conto ou million de reis est calculé valoir 3,000 fr.

Les mesures linéaires du Brésil sont :

La lieue, qui mesure	6,180^{m}	02
La brasse, —	2	02
La varre ou aune se compte pour	1	»

La livre brésilienne ne vaut que 460 gr.; elle se décompose en 2 marcs et 16 onces.

L'arrobe vaut 32 livres brésiliennes.

Les matières sèches ont pour mesure la fanga, qui contient 54 litres; l'alquière, qui en vaut 18, et le quarto, qui en vaut 4 et demi.

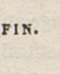
TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE.

QUATRIÈME PARTIE.

ANNEXES.

FIN.





PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET Ce, RUE SAINT-BENOÎT, 7.

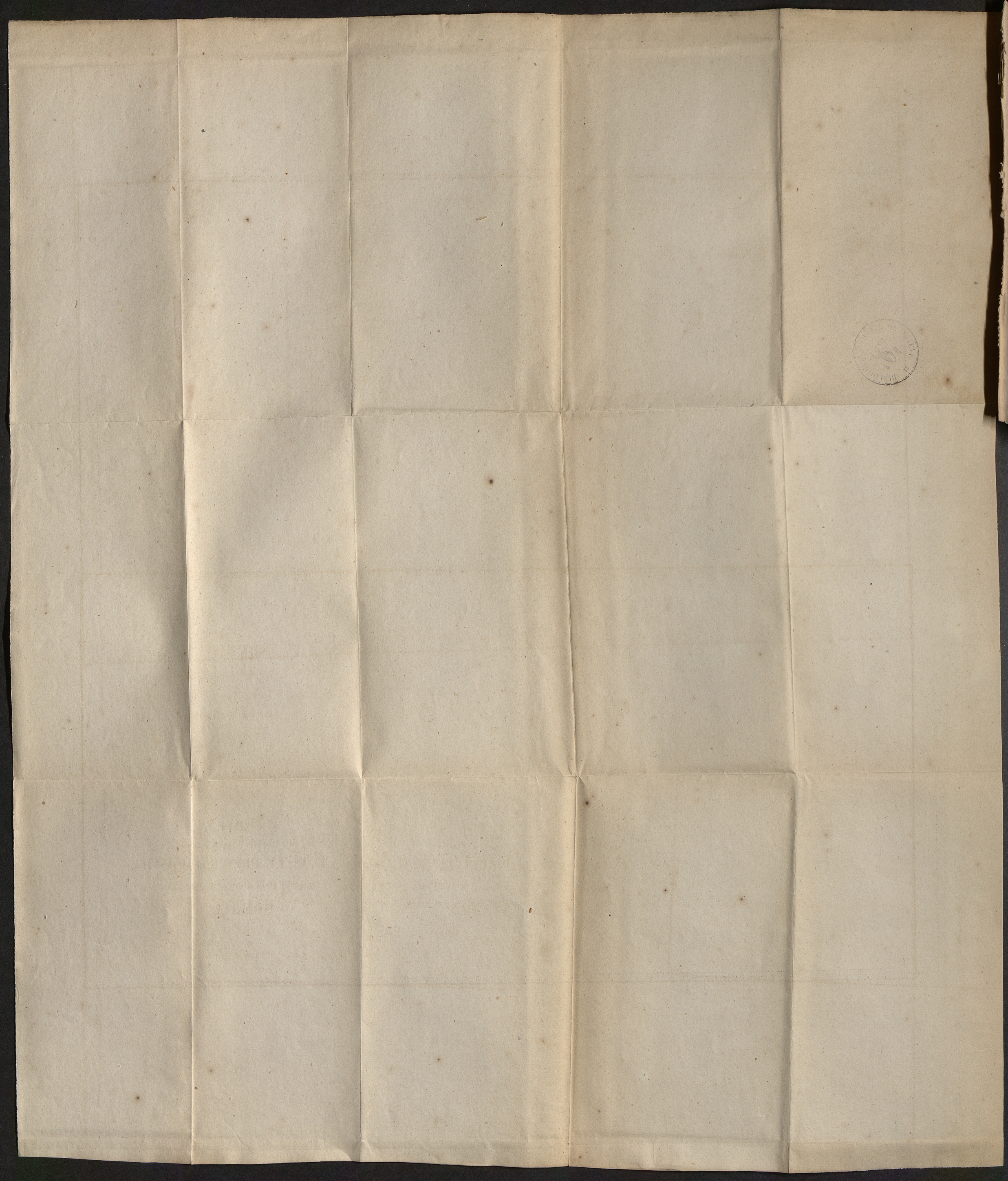

CARTE
DE
L'EMPIRE DU BRESIL
5 4 3 2 1 0 5 10 Myr.es
GUYANES
EQUATEUR
PEROU
BOLIVIE
CHILI
RÉPUBLIQUE ARGENTINE
DU RIO DE LA PLATA
AMAZONAS
PARA
MARANHAO
PIAUHY
CEARA
RIO GRANDE DO NORTE
PARAHYBA
PERNAMBUCO
ALAGOAS
SERGIPPE
BAHIA
MATTO GROSSO
GOYAZ
MINAS GERAES
ESPIRITO SANTO
RIO JANEIRO
S.O PAULO
PARANA
PARAGUAY
MISSIONS
CORRIENTES
ENTRE RIOS
S.TA CATHARINA
SÃO PEDRO
URUGUAY OU BANDA OR.LE
Equateur
Tropique
Capricorne
Rio Negro
Amazonas
Manau
Belem
Maranhão ou São Luiz
Fortaleza
Natal
Parahyba
Oeiras
Pernambuco ou Recife
Alagoas
Sergippe
Bahia
Cuyaba
Goyaz
Ouro Preto
Vittoria
Niteroi
RIO JANEIRO
S.t Paulo
Curitiba
VILLA JOINVILLE
Destero
S.t Leopoldo
Porto Alegre
CHUQUISACA
ASSUNCION
MONTEVIDEO
BUENOS AYRES
Serra dos Vertentes
Serra do Espinhaço
Serra do Mar
Serra Geral
Gravée chez Erhard r. Bonaparte 42.
Imp.ie Binteau r. Antoine Dubois 6 Paris.



CARTE
des terres appartenant
À S.A.R. Mgr. LE PRINCE DE JOINVILLE
dans la Province Ste. Catherine
BRÉSIL.

Gravée chez Erhard, 42, R. Bonaparte.

Paris, Impe. Bineteau; 6, R. Antoine-Dubois



IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7